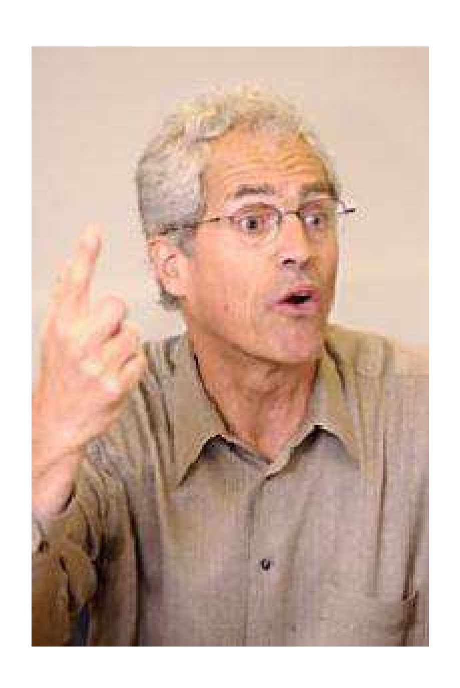
Jean-Pierre DUPUY

Et la critique de la société industrielle



1974-2013

Pourquoi contre tant de culs
user tant de bottes ?

Faut-il laisser le mensonge et l'imposture s'étaler complaisamment sans réagir ? Nous pensons au contraire qu'il est toujours bon de dénoncer les raisonnements fallacieux et surtout le *mépris pour la vie* là où on peut les observer. Cela n'arrêtera certes pas la radioactivité, mais contribuera, peut-être, a entamer la résignation envers *l'avenir radieux* que nous préparent toutes ces **pourritures nucléaristes**…

Rendre la honte encore plus honteuse
en la livrant à la publicité.

Edition réalisée par :
Bertrand Louart - Radio Zinzine - 04 300 Limans

Jean-Pierre DUPUY

Pour une critique radicale de la société industrielle

Article paru dans la revue *Esprit* n°11, novembre 1974.

Un économiste qui s'est fait le champion de l'introduction de « l'impôt négatif » en France, C. Stoffaes, parle de notre système socio-économique en ces termes :

> « La critique que l'on adresse, en général, au système libéral, au système de la concurrence et du marché, c'est qu'il est producteur d'inégalités importantes. Or c'est, jusqu'à preuve du contraire, le système le plus efficace pour produire la croissance économique. A partir du moment où l'on est convaincu de cela et que l'on est en même temps sensible au problème des inégalités, on peut essayer de trouver quels sont les moyens les plus efficaces pour *résoudre la contradiction* entre l'efficacité du système libéral d'une part, et les inégalités difficilement supportables et admissibles d'autre part. » (C'est moi qui souligne)

A la mort du président Georges Pompidou, Jacques Fauvet, dressant le bilan de sa gestion, écrivait dans *Le Monde* (et c'est ici la construction grammaticale des deux phrases qui est significative) :

> « Le niveau et le genre de vie du plus grand nombre se sont beaucoup améliorés, *même si* les disparités de revenu se sont aggravées jusqu'à une date récente. La production s'est considérablement accrue, *même si* les fruits en ont été trop inégalement partagés et si trop d'exclus et d'oubliés en ont été frustrés. »

François de Closets, journaliste de grande popularité, a consacré son dernier ouvrage aux méfaits de la croissance économique. Le titre qu'il lui a donné : *Le bonheur en plus.*

Ces auteurs, et bien d'autres, reconnaissent que le développement des sociétés capitalistes en particulier, industrielles en général,

s'accompagne de « coûts » importants : inégalités persistantes, incapacité à résoudre le problème de la misère, gaspillage des ressources naturelles rares, pollutions, nuisances, négligence du qualitatif au profit du quantitatif, etc. Mais la manière dont ils s'expriment, le titre qu'ils donnent à leurs travaux, témoignent que pour eux, ces « coûts » ne sont que des bavures, des sous-produits *contingents* du système. Ce qui veut dire qu'il devrait être possible *d'aménager* ce dernier pour en supprimer les inconvénients, sans rien sacrifier à ce qu'il apporte par ailleurs et que l'on considère comme « bon » : un « niveau de vie » élevé, une « efficacité » maximale. Depuis le temps que des bilans sont dressés dans les termes utilisés par Jacques Fauvet et Stoffaes, il est vraiment étonnant que personne, ou presque, n'ait songé à prendre en considération l'hypothèse suivante : loin d'être des accidents de parcours, des malfaçons dont de bons « ingénieurs es sociétés » pourraient venir à bout, les susdits coûts de la croissance sont *nécessairement* impliqués par les fondements de la société industrielle, et ne peuvent disparaître qu'avec elle ; cela amenant par ailleurs à s'interroger sur la véritable nature des bienfaits, des avantages que ce type de société est censé dispenser à ses membres.

Ce pas, il est urgent de le franchir, comme nous y invitent un nombre encore faible, mais croissant, d'événements et d'observateurs. Pour éclairer mon propos, je commencerai par examiner rapidement et très partiellement deux secteurs typiques de la vie quotidienne, qui ont ceci de commun : ils sont à l'origine d'un profond et sourd malaise, mais ce dernier n'a offert jusqu'ici que peu de prises aux forces politiques traditionnelles (et nous en comprendrons mieux la raison) : il s'agit des transports et de la santé.

L'automobile : gaspillage ou nécessité ?

Dans son dernier ouvrage, *L'utopie ou la mort !* René Dumont s'érige en censeur implacable des sociétés industrielles. Il verse au dossier de son procès deux types d'arguments, qui me paraissent parfaitement contradictoires. Mais cette contradiction va nous permettre d'y voir clair. D'une part, il accuse le monde développé de multiplier les gaspillages, de produire des gadgets, des choses inutiles. Au premier rang des accusés, du fait de sa valeur symbolique, il place l'automobile individuelle, moyen superflu, coûteux, nuisible et peu

efficace au service de déplacements inutiles pour la plupart. Il dénonce, d'autre part, le caractère profondément injuste du système industriel car, dit-il, il est absolument impossible – pour des raisons essentiellement écologiques et de limitation des ressources – que l'ensemble de la planète « jouisse » un jour du niveau de vie américain.

Cela est parfaitement contradictoire, disais-je. De deux choses l'une en effet. Ou bien le niveau de vie des plus riches est surtout le fait de choses sans intérêt, inutiles, et alors on se demande pourquoi il serait injuste que d'autres n'en « profitent » pas, si l'on peut dire ; ou bien ce que Dumont appelle un peu vite un « gaspillage », par rapport à des normes de référence qu'il ne précise pas, a un sens tout à fait différent pour les membres des sociétés riches, et loin d'être vécu comme superflu, est perçu comme hautement désirable.

Il est remarquable que les analyses des forces de gauche portant sur le statut de la voiture individuelle connaissent le même flou. Pour les uns, qu'on peut ranger du côté des « gauchistes », l'automobile est un luxe inutile et a un caractère de classe. Son développement anarchique s'explique par la pression des producteurs, constructeurs et pétroliers. Pour le Parti communiste au contraire, la voiture n'a pas un caractère de classe, et il faut se dresser vigoureusement contre tout ce qui peut en réserver l'usage à une poignée de privilégiés : stationnement payant, taxation trop sévère, etc.

Des données chiffrées vont nous permettre d'avancer. Partant d'une idée d'Ivan Illich dans son livre *Energie et équité,* une équipe du CEREBE a calculé ce qu'on peut appeler la « vitesse généralisée » de l'automobile. L'idée de base est de comptabiliser tout le temps social consommé par un individu pour acquérir et utiliser une automobile, aussi bien le temps passé à travailler pour obtenir les ressources nécessaires, que le temps passé effectivement à se déplacer. La mise en rapport de ce temps et du kilométrage parcouru permet d'obtenir la vitesse généralisée cherchée.

Les calculs ont été effectués sur des données relatives à l'année 1967, donc bien avant les récentes hausses du carburant, et en l'absence de toute limitation de vitesse. On s'est intéressé à des situations-types caractérisées par le croisement d'une catégorie socio-professionnelle et d'une commune de résidence d'une part, auxquelles on a attaché un kilométrage annuel et sa répartition en types de déplacements ; d'un modèle de véhicule d'autre part. Pour ce dernier, on a choisi une voiture de bas, de milieu et de haut de gamme, et on a

également pris en considération la bicyclette. Les résultats sont les suivants :

Vitesses généralisées en km/h

Modèle C.S.P.	Bicyclette	Citroën 2 CV	Simca 1301	Citroën DS. 21
Cadre supérieur (Paris)	14	14	14	12
Employé (Ville moyenne)	13	12	10	8
Ouvrier spécialisé (Ville moyenne)	13	10	8	6
Salarié agricole (Commune rurale)	12	8	6	4

On constate qu'à modèle donné, plus on monte dans la hiérarchie sociale, et plus la vitesse généralisée est forte. Deux raisons à cela : l'augmentation du kilométrage annuel, qui diminue l'importance par kilomètre des charges fixes, et surtout l'élévation du revenu qui diminue le temps de travail nécessaire pour obtenir des ressources données. Par ailleurs, quelle que soit la catégorie sociale, le modèle de voiture le plus rapide en termes de vitesse généralisée est toujours celui des bas de gamme, lequel est lui-même systématiquement distancé par la bicyclette (sauf pour les catégories les plus favorisées pour lesquelles il y a équivalence).

Voilà qui semble renforcer la position de ceux qui voient dans l'automobile un instrument superflu, un trompe-l'œil avec lequel la société de consommation piège les plus défavorisés de ses membres, en jouant sur leurs penchants à l'ostentation.

Et pourtant ! Les chiffres précédents ont été publiés dans un article du *Monde,* avec un commentaire volontairement elliptique, car nous voulions susciter des réactions et des interprétations de la part des lecteurs [1]. Celles-ci ont été fort nombreuses, malgré la date de publication. Un bon nombre provenaient de fanatiques de l'« anti-automobilisme », et n'apportaient rien d'intéressant. Beaucoup provenaient de gens qui disaient en gros ceci :

[1] Y. Debouverie et J.P. Dupuy, "L'automobile fait-elle gagner du temps ?", *Le Monde,* 23 juillet 1974.

> « Je ne comprends pas. Vos calculs doivent être faux, car, moi, l'automobile me fait gagner beaucoup de temps chaque jour, et je ne saurais m'en passer. »

Comment résoudre ce paradoxe ?

Très simplement, si l'on se rend compte que la situation de référence constituée par la colonne « bicyclette » n'a de sens que dans une société dont l'espace-temps serait radicalement différent de ce qu'il est dans la nôtre. Les réactions individuelles ne remettent évidemment pas en cause cet espace-temps social : il faut se rendre tous les jours à heure fixe au lieu de son travail souvent fort distant du domicile ; les loisirs, on a envie de les passer loin de la ville, là où il n'y a plus d'encombrements, plus de voitures… et les contraintes de temps et d'espace sont telles qu'il n'y a pas autre chose à faire que de consommer du transport industriel, les services de sa voiture en premier lieu.

Que signifient en effet les résultats du tableau ci-dessus ? Que les membres d'une société qui ne connaîtrait que la bicyclette, ayant à faire les mêmes déplacements que nous, y consacreraient moins de temps social que nous et nos automobiles. La différence porterait, bien entendu, sur la répartition de ce temps social entre temps de travail et temps de déplacement effectif. On aurait une situation où chacun ferait en moyenne entre trois et quatre heures de bicyclette par jour, le supplément de temps de déplacement étant plus que compensé par la réduction du temps de travail. Une telle situation serait jugée absurde et ne serait pas stable. Cet absurde est évidemment exactement le même que celui de la situation actuelle, où nous travaillons une bonne partie de notre temps pour nous payer nos déplacements domicile-travail. Mais notre système de valeurs est tel que l'absurde qui consiste à faire un travail (bien souvent) absurde [2] n'est pas perçu, alors que celui qui consiste à perdre son temps en déplacements l'est.

« Il n'y a qu'à » planifier une autre structuration de l'espace ! s'écrieront nos experts de l'ingénierie sociale. Mais la situation est bien bouclée, le piège bien refermé. Car la structuration de l'espace que nous connaissons est justement sinon causée, du moins *rendue tolérable,* donc possible, par le système industriel des transports. Cloisonnement et hiérarchisation de l'espace, rareté croissante des espaces

---

[2] Pas pour tous cependant, et c'est là une source supplémentaire d'inégalités dont le tableau des vitesses généralisées ne rend pas compte.

« intéressants » en qualité symbolique, relationnelle, intellectuelle, éloignement des lieux de nos obligations et de nos désirs sont à la fois permis par le système industriel des transports et en rendent l'usage obligatoire.

De cet exemple, on peut tirer quelques leçons, dont la portée est bien plus générale, et qui éclairent les paradoxes dont nous sommes partis :

1) Le développement du système de transport industriel et la structuration de l'espace-temps social qui l'accompagne constituent un processus dont chaque étape est parfaitement « rationnelle », et vécue comme telle, au vu des critères de rationalité qui sont les nôtres, et pourtant la situation finale peut être absurde au regard de la situation de départ. Le malaise qui en résulte n'est perçu qu'en terme de manque – manque d'infrastructures, performances insuffisantes, etc. – ce qui relance la fuite en avant. Chacun n'a d'autre choix que de se faire complice et victime du système.

2) Ce développement n'a cependant pas des conséquences identiques pour tous. Il y en a qui sont plus victimes que d'autres, comme le montre le tableau des vitesses généralisées. Les riches voient en gros leur situation rester la même. Les autres voient leur situation se dégrader, d'autant plus qu'ils sont plus pauvres. Ceux qui n'ont pas les moyens d'accéder à la vitesse et qui vivent néanmoins dans un espace-temps structuré par elle sont les dindons de la farce. Il n'est pas possible de vivre pauvrement dans une société riche. Il est nécessaire de vivre de plus en plus richement dans une société en croissance.

La médecine industrielle, ou l'institutionnalisation de la réponse au mal-être.

Un des plus grands motifs de fierté que les sociétés industrielles s'accordent généreusement est d'avoir considérablement allongé la durée de vie de l'homme. L'espérance de vie à la naissance était de 20 ans à l'époque du Christ, de 38 ans au début du XIX[e] siècle en Europe, de 47 ans en France en 1900. Elle est aujourd'hui dans ce même pays de 68 ans pour les hommes et de 76 ans pour les femmes. La raison en est communément attribuée aux « progrès de la médecine ». Dans le même ordre d'idées, le « droit à la santé » s'identifie au droit à l'accès sans contrainte aux services médicaux. Une étude de l'O.C.D.E. sur les

indicateurs sociaux a choisi comme indicateur d'inégalité sociale l'inégalité d'accès aux techniques de la médecine de pointe. Le journal *Le Point* cherchant à classer les départements français en fonction du « bonheur » de leurs habitants, n'a pas trouvé mieux que de prendre comme indicateur d'état de santé de la population le nombre de médecins par tête.

Tout cela peut paraître pour le moins surprenant à qui connaît la véritable contribution des consommations de soins médicaux à l'état de santé d'une population. Un premier élément de doute naît lorsqu'on met en rapport deux évolutions temporelles : celle de l'espérance de vie et celle des consommations médicales. La première est régulièrement croissante depuis le début du XIXe siècle, puis marque une tendance très nette au plafonnement à partir de 1955-1960. Ainsi l'espérance de vie masculine oscille autour de 68 ans depuis 1965. Quant aux dépenses médicales, le « boom » qu'elles connaissent ne date que de moins de 30 ans. Manifestement, ces deux évolutions ont peu de choses en commun ! En fait, la plupart des épidémiologues et des biologistes sont d'accord pour attribuer le déclin de la mortalité qui s'est manifesté à partir du début du xix8 siècle à l'amélioration du milieu : conditions d'alimentation, de logement, d'hygiène et à quelques découvertes ou innovations médicales fondamentales, mais pas forcément à l'origine de grandes dépenses : vaccinations, asepsie, etc. Des études plus précises et plus techniques viennent confirmer ces doutes [3]. Elles donnent largement à penser que les variations dans le temps ou dans l'espace d'indicateurs de santé d'une population s'expliquent beaucoup plus par des variables de mode de vie et d'environnement que par des variables de consommation médicale, dont l'effet différentiel paraît modeste. Ainsi peut-on expliquer la stagnation, voire l'augmentation des taux de mortalité à tous les âges supérieurs à 5 ans que l'on observe dans tous les pays industrialisés depuis une quinzaine d'années (vingt pour les U.S.A.) par l'effet nocif de l'environnement matériel que l'homme « développé » a créé et dans lequel il évolue.

La question qui se pose alors est évidemment : pourquoi les consommations de soins croissent-elles si vite (9 % en volume, par tête et par an dans le cas de la France) et surtout pourquoi sont-elles affectées comme elles le sont ? Le principe selon lequel la santé n'a pas de prix, qui sert en général à légitimer tout ce qui se fait dans le

---

[3] Cf. en particulier : F. Gibert et A. Letourmy, *Santé, environnement, consommations médicales ; un modèle et son estimation à partir des données de mortalité,* CEREBE, 1974.

domaine médical, est surtout invoqué lorsqu'il s'agit d'actions curatives. On le reconnaît beaucoup plus aux efforts déployés dans la lutte contre les maladies déclarées que dans ceux qui touchent aux programmes d'hygiène, de prévention et d'éducation sanitaire. Les quantités de vie épargnées, que ce soit en nombre de vies gagnées ou en durée de vie de chacun sont de ce fait dérisoires comparées à ce qu'elles pourraient être au même coût [4].

Répondre à cette question « demande que l'on considère simultanément les deux aspects, technique et non technique, de la médecine, qu'on l'examine comme industrie et comme religion », ainsi que le dit Illich [5]. Il faut se rendre compte que dans la société industrielle, la médecine n'est pas seulement un appareil technique, mais qu'on attend d'elle de « supprimer la douleur, d'éliminer les maladies et de lutter contre la mort… programme de prise en charge institutionnelle de l'individu sans précédent, (auquel) aucune des hiérarchies religieuses du passé n'aurait jamais osé prétendre ». La reconnaissance de cette dimension non technique permet de comprendre ce qui autrement apparaîtrait comme pure incohérence, gaspillage.

L'hôpital est le lieu où devraient se rencontrer et en principe s'affronter deux rationalités. La rationalité médicale, commandée par le principe selon lequel la santé n'a pas de prix, et la rationalité économique, incarnée par le directeur d'hôpital dont la mission est de gérer ce dernier comme une entreprise. Pour ce faire, il dispose, du moins à l'Assistance publique, de « tableaux de bord » sophistiqués qui lui permettent de comparer les prix de revient de services plus ou moins analogues. Mais si vous voulez embarrasser un directeur d'hôpital, demandez-lui donc dans quel sens il considère comme bon que ces indicateurs évoluent. S'il s'agissait véritablement, et s'il était possible, de gérer l'hôpital comme une entreprise, il vaudrait mieux que le prix de revient soit le plus bas possible à avantages donnés. Dans l'impossibilité où il est d'apprécier ces derniers, le directeur préfère bien souvent adopter le point de vue selon lequel un prix de revient plus élevé traduit certainement des avantages accrus. Une telle manière de faire, qui consiste à apprécier les *outputs* par les *inputs,* est évidemment absurde selon une rationalité économique. Mais cette

[4] Cf. J.P. Dupuy et S. Karsenty, "Contrôle social et consommation de soins", *Esprit,* juin 1974.

[5] I. Illich, "L'expropriation de la santé", *Esprit,* juin 1974.

confusion (semblable à celle qui consiste à décider que des dépenses de transport accrues traduisent une amélioration, plutôt qu'une détérioration de la situation) a l'avantage d'éviter tout conflit avec le corps médical, et surtout de rencontrer la représentation de la médecine comme force capable de faire reculer la souffrance, la maladie et la mort. Dans ce domaine, les *inputs* ont valeur de signe, et leur importance témoigne à elle seule, indépendamment des effets techniques réels, de ce qui est fait [6]. D'un point de vue purement technique, la porte est ainsi ouverte à tous les doubles emplois, les examens « inutiles », les « gaspillages », selon le langage de Dumont.

Dans le secteur plus quotidien de la médecine générale de cabinet, une consommation à taux de croissance impressionnant (de 16 à 18 % par an en francs courants ces dernières années) est celle des médicaments. Or, lorsqu'on examine les facteurs de cette croissance, on trouve en premier lieu que des médicaments nouveaux et plus chers se substituent sans cesse à des médicaments anciens. Le plus souvent, l'innovation est à peine digne de ce nom (dans 90 % des cas, selon des chiffres américains) : il s'agit au mieux d'une association de molécules déjà connues ; au pis, d'un produit ancien dont on aura modifié le dosage, la forme pharmaceutique, les indications… ou tout simplement le nom.

Gaspillage inadmissible, dirait Dumont. Voire ! Ces nouveaux médicaments, doublons de produits déjà existants, n'apportent peut-être rien d'un point de vue technique, mais leur fonction non technique est primordiale, et vécue comme telle. L'étude de la relation médecin-malade montre en effet que de tous les instruments de prise en charge humaine dont dispose le médecin, le médicament est celui dont l'efficacité est la plus grande, par son rôle de signe. Tout nouveau médicament agrandit dès lors le stock des signifiants dont dispose le médecin, et permet de renouer un dialogue souvent difficile. Les laboratoires pharmaceutiques *profitent* de cette situation, bien entendu, mais ce ne sont pas eux qui l'ont créée : répondre par des moyens techniques et conçus pour des fins techniques à des problèmes qui ne le sont pas – problèmes de relations interpersonnelles, de sécurisation – est un trait trop fondamental de la civilisation

[6] Cf. J. Ferry-Pierret et S. Karsenty, *Pratiques médicales et système hospitalier,* CEREBE, 1974.

industrielle pour qu'on puisse imaginer un instant qu'il ait été forgé par les industries de profit [7].

Que la réponse à l'angoisse profonde de l'homme devant la mort, au mal-être en général, soit ainsi canalisée dans l'accès aux services coûteux, et de plus en plus coûteux, d'une institution, voilà qui peut paraître un luxe scandaleux si l'on prend le point de vue de la planète dans sa totalité, ou celui de Sirius. Mais pour les gens qui vivent dans ce type de société, il s'agit d'une nécessité primordiale. Non, décidément, il n'est pas possible de vivre pauvre dans la société industrielle.

Et pourtant ! Comme pour les transports, on comprend que cette quête est vouée à être constamment frustrée, tout en étant productrice d'inégalités. Ainsi, l'idée que l'égalité de tous devant la maladie et la mort se confond avec l'égalité d'accès aux techniques de la médecine de pointe n'est que pure tromperie. D'une part, et c'est une tautologie, parce que la médecine de pointe est nécessairement réservée à des privilégiés : sinon, elle n'est plus à la pointe du progrès, elle est banalisée, et perd la majeure partie de sa puissance signifiante (en premier lieu pour les médecins). Ensuite, parce qu'insister sur cet aspect des choses tend à faire croire que ces techniques ont une efficacité qu'elles sont loin de posséder. Enfin et surtout, parce que c'est un bon moyen de passer sous silence la cause la plus déterminante de l'inégalité devant la maladie, bien que la moins bien perçue : l'inégalité des conditions de vie.

Critique de la société ou critique de ses outils ?

Le système des transports et le système médical constituent ce qu'on peut appeler des « outils » (traduction littérale de l'anglais : *tools),* c'est-à-dire des systèmes techniques et organisationnels créés par l'homme pour médiatiser ses relations avec ses semblables et avec son environnement. Les analyses qui précèdent suggèrent la nécessité d'une critique des outils de la société industrielle radicalement différente de ce qui a été fait jusqu'à présent.

Parmi les analyses critiques existantes, je distinguerai schématiquement celle des technocrates et la critique marxiste.

[7] Cf. J.P. Dupuy et S. Karsenty, *L'invasion pharmaceutique* (Seuil).

L'idéologie technicienne et technocratique, telle qu'elle est distillée par une revue comme celle du P.C.M. (Corps des Ponts et Chaussées et des Mines), par exemple, considère dans sa version « minimaliste » que les outils sont neutres : ils valent ce que valent les hommes et peuvent faire autant de mal que de bien suivant les intentions de ces derniers. Le travail du technicien s'articule sur des choix politiques, mais ces choix restent hors de son champ d'analyse et d'action : il présente au politique l'ensemble des options possibles, ou bien ce dernier fixe d'abord ses objectifs et le technicien (planificateur, aménageur, gestionnaire des affaires publiques) détermine les moyens « optimaux ».

Dans sa version maximaliste, cette idéologie, qui mérite alors vraiment le nom de technocratique, prête aux gestionnaires des outils un rôle beaucoup plus ambitieux, puisqu'elle les présente ni plus ni moins comme des « hommes formés pour dominer des groupes de techniques et les utiliser au mieux pour leurs concitoyens, (…) afin d'alléger les peines et les souffrances de ceux-ci, d'améliorer leur sécurité et, si possible, de leur procurer quelques joies » [8]. On n'est plus très loin d'une situation où moyens et fins sont confondus (on l'a bien vu à propos de la médecine et des transports) et où la discussion sur ces dernières n'a plus de sens. On n'est surtout plus très loin d'une situation de complète dépolitisation, car à quoi servirait de débattre des voies du bonheur des hommes ? Les experts du fonctionnement humain et les experts de la complexité sociale sont là pour ça.

Jusques il y a peu, et encore maintenant pour beaucoup d'épigones de Marx qui n'ont sans doute pas lu très attentivement leur maître, la plupart des marxistes partageaient la vision technicienne « minimaliste » de la technique idéologiquement neutre. Dans une telle optique, les inégalités de pouvoir et d'avoir s'expliquent uniquement par les mauvaises intentions des capitalistes, mais non par les outils qu'ils utilisent. Au contraire, la préparation du passage au socialisme exige que l'on ménage le développement capitaliste de ces outils, car, une fois mis au service de tous, ils seront des plus utiles pour le plus grand bien du socialisme [9].

---

[8] Discours de René Mayer, président du P.C.M., le 26 octobre 1972, reproduit dans la revue du P.C.M., no 11, décembre 1972.

[9] Cf. André Gorz : « Technique, techniciens et luttes des classes », in *Critique de la division du travail* (Seuil). Gorz montre bien que la critique que Marx faisait de cet outil qu'est la division du travail, est de nature tout à fait différente.

J'allais oublier dans ce recensement l'analyse libérale, dont bien peu, il est vrai, se font aujourd'hui ouvertement les champions. Elle consiste à dire que les outils engendrés par le système libéral de marché sont si parfaits qu'ils ne nécessitent plus que les hommes le soient. Mieux même, ils sont d'autant plus efficaces qu'ils sont gérés par des filous. J'exagère ? Mais qui a écrit, au plus profond de la dépression de 1930, que « le jour n'est pas encore venu où nous mettrons les fins au-dessus des moyens et préférerons le bien à l'utile. Car, pendant au moins cent années encore, « *we must pretend to ourselves and to every one that fair is foul and foul is fair ; for foul is useful and fair is not* » [10] ? C'est Lord Keynes, dans ses *Economic possibilities for our grand-children*. Le chemin du paradis est pavé de mauvaises intentions !

La critique des outils industriels qu'il faut mettre sur pied d'urgence est exactement à 180° de l'opinion libérale, et à 90° de la critique technicienne ou marxiste, si l'on me pardonne cette image. Tout semble confirmer en effet que ces outils ont dépassé des seuils tels que les intentions de ceux qui les gèrent n'y peuvent rien, le seul fait de les utiliser comporte en soi les conséquences néfastes que l'on sait. Les bonnes intentions ne peuvent changer l'enfer industriel. Les outils ont échappé à leurs maîtres.

Une telle critique pourra paraître abstraite. Critiquer des systèmes est moins concret que mettre en cause des acteurs sociaux, et on comprend le désarroi des forces politiques traditionnelles. Mais il faut bien voir que cette critique des outils se confond avec la critique d'une culture, au sens anthropologique du terme, ou plutôt d'une dégénérescence de la notion de culture, traduisant une maladie de l'esprit. De tout temps et dans toute société, les rapports de l'homme avec son environnement et avec les autres hommes ont été régis par un ensemble de représentations, d'attitudes, de comportements communs, leur donnant un sens et constituant une culture. Par définition, une culture est ce que les économistes nommeraient un « concernement collectif » : le fait pour quelqu'un d'en jouir ne prive évidemment personne d'autre d'en jouir de la même manière. La société industrielle peut être caractérisée comme celle qui a rompu avec cet état de choses. Dans cette société, chacun cherche la solution à ses problèmes relationnels et d'insécurité dans l'accès à des produits (biens ou

[10] Nous devons prétendre, pour nous-mêmes et pour les autres, que ce qui est bon est mauvais et que ce qui est mauvais est bon ; car ce qui est mauvais est utile et ce qui est bon ne l'est pas.

services) délivrés et fabriqués selon le mode industriel. L'éveil au monde et aux choses se fait moins par la participation à la vie quotidienne que par la consommation du service éducation. Les relations interpersonnelles s'établissent moins par le temps que l'on accorde à la parole de l'autre que par l'échange d'objets coûteux. L'angoisse devant la fuite du temps, devant le vieillissement, devant la mort n'est plus incorporée à une culture qui lui donne un sens, elle est combattue par la consommation de services médicaux. Le besoin de dépasser dans l'imaginaire les limites du quotidien est comme de tout temps à l'origine de pratiques magiques, mais ces pratiques passent par l'accès individuel à des objets techniques, qu'il s'agisse de la consommation de vitesse ou de la consommation de médicaments.

Dès lors que les dimensions fondamentales du bien-être de l'homme – ou plutôt de son être-bien – au-delà de la simple satisfaction des besoins physiologiques élémentaires, comme la qualité de ses relations interpersonnelles, son sentiment de sécurité, le sens qu'il donne à son environnement et à sa vie, dépendent de l'accès à, et de la consommation de biens et services produits industriellement, ce qui était solution culturelle collective, donc illimitée en quantité, est devenu chose rare – qu'il s'agisse d'une marchandise dans un système de marché, ou de l'*output* d'une institution planifiée dans un système centralisé. Ce que l'un a, c'est autant de pris sur ce que les autres ont. Chacun cherche donc à en avoir plus. Mais, et c'est là le vice fondamental du système, chercher à lutter contre cette rareté par plus d'abondance ne mène à rien, sinon peut-être à encore plus de rareté et encore plus d'inégalités.

La raison en réside dans la logique du « toujours plus », qui repose sur le principe que l'on ne saurait jamais avoir assez d'une bonne chose. Ce qui compte, c'est moins ce que l'on a en soi, que ce que l'on a par rapport à ce qu'il serait mieux d'avoir [11]. Or, ce qu'il serait mieux d'avoir est en particulier donné par ce que les autres, ou du moins certains autres (les groupes sociaux que l'on prend comme modèles de référence) ont. On comprend dès lors pourquoi plus d'abondance, en augmentant ce qu'il est mieux d'avoir, créé autant de rareté qu'elle en supprime.

On voit pourquoi critique des outils et critique de la « culture industrielle » sont inséparables : les premiers sont fils de la seconde, et

[11] Cf. Ph. d'Iribarne, *La politique du bonheur* (Seuil).

celle-ci se perpétue grâce à eux. Chaque fois qu'un mal est fait et perçu, le remède est cherché à travers de nouveaux services institutionnalisés, de nouveaux experts, qui créent de nouvelles raretés, de nouvelles inégalités, qui conditionnent chacun encore plus à tout attendre de l'innovation industrielle, en lui faisant oublier sa capacité propre à changer le monde qui l'entoure. On soigne le mal par le poison, et c'est ainsi que le système peut continuer à fonctionner, chacun s'en faisant tôt ou tard le complice et la victime.

La gauche s'étonne de ce que la droite fait sa politique, ou du moins fait semblant. Mais si la gauche prétend atteindre ses objectifs traditionnellement généreux par les moyens de la société industrielle, la droite est sans doute plus crédible dans la mise en œuvre de ces moyens. S'il s'agit de « produire » l'aide sociale, la santé parfaite pour tous, le bien-être en un mot, comme on produit de l'acier ou de l'aluminium, un technocrate formé aux bonnes écoles fait a priori mieux l'affaire que n'importe qui. Mais gageons que dans tous les cas le résultat ne sera pas celui que l'on visait.

Et les conflits dans tout ça ? demanderont certains. Occultés, récupérés ? Je sais qu'il est de bon ton parmi les universitaires contestataires et marxisants de se gausser de l'idéologie consensuelle des économistes néo-classiques et autres planificateurs qui croient à la notion d'« intérêt général ». « Les hommes qui ont le pouvoir économique et politique (les technocrates) ont besoin de "technographes" pseudo-théoriciens pour transformer les conflits qu'ils doivent arbitrer en problèmes à résoudre », écrivent Attali et Guillaume dans leur *Anti-économique* [12]*.* Belle formule, qui recouvre une grande part de vérité. Mais nos agrégés ne voient-ils pas qu'ils risquent de retarder d'une guerre ? L'origine des conflits réside, selon eux, dans la rareté. Dans la Bible des économistes, libéraux ou marxistes, il est écrit : « Au commencement était la rareté. » J'ai essayé de montrer au contraire que la rareté est une production *culturelle,* qu'elle n'est pas inscrite dans la nature des choses. Dès lors, en rester aux conflits qui en découlent est une position véritablement conservatrice. La vraie rupture avec l'ordre établi, la vraie révolution, consiste à réaliser un consensus sur la nécessité de briser le consensus sur les valeurs de la société industrielle. Oserai-je dire qu'un peu de science éloigne du consensus, que plus de science y ramène ?

[12] P.U.F.

Une critique radicale, humaniste et rigoureuse.

L'urgence est grande d'élaborer une critique tout à la fois économique, politique et idéologique du système industriel, selon les lignes qui ont été esquissées ici. Faute d'une telle critique préalable, tout effort pour maîtriser le système et l'orienter dans un sens donné risque fort d'aboutir au résultat contraire à celui qui était escompté.

Cette critique doit être *radicale.* On a vu ce qu'il fallait entendre par là. Ce n'est pas le bonheur « en plus », mais à la place. Il faut mettre en cause non pas les intentions, mais les outils et, au-delà, la culture qui les a fait naître.

Cette critique doit être *humaniste.* Le mot est déprécié ; dans certains milieux, il est même devenu synonyme de réactionnaire. Il faut donc s'expliquer. L'analyse marxiste nous a habitués à évaluer un système selon le critère de sa viabilité, de sa capacité à durer, à s'étendre et à se reproduire. Or il y a tout lieu de penser que le système industriel est fort capable de se reproduire alors même qu'il a déjà détruit l'essentiel de ce qui fait l'homme. Ce dernier est sans doute ainsi le seul être vivant capable de créer un environnement dans lequel il perd l'essentiel de ce qu'il est. Il n'est pas question ici de son être biologique : les biologistes ont démontré que l'homme était capable de s'adapter physiquement à toutes sortes d'environnements, cette adaptation ne constituant donc pas un bon critère de la « qualité » de ces derniers [13]. Il s'agit d'autres dimensions que la recherche doit mettre à jour.

Cette critique doit être *rigoureuse.* C'est une condition nécessaire si l'on veut éviter deux écueils. Le premier serait de prêter le flanc au reproche suivant : « Votre critique est une critique de nantis qui ont bien profité du système et qui cherchent à en dégoûter les autres. » Le second serait de se laisser prendre au piège, grossier mais payant, de ceux qui entretiennent la confusion entre ce type d'analyse et une certaine nostalgie du passé, un néo-rousseauisme. Selon eux, les seuls points de vue possibles seraient soit de louer la société industrielle, soit de considérer que « l'homme ne peut se sauver qu'à condition de parvenir à échapper aux techniques, … [ce qui l'oblige à] ne pas hésiter à accepter la douleur, le sous-développement voire même le crime, considérés comme les éléments constituants d'un univers plus

[13] Cf. René Dubos, *Man adapting* (Yale University Press).

« naturel » que le monde « inhumain » proposé par la civilisation industrielle et technicienne » [14]. Il est bien évident qu'avoir montré que la société industrielle constituait sur bien des points fondamentaux une régression par rapport aux sociétés passées ou traditionnelles ne signifie pas qu'un retour à ces dernières soit souhaitable. Seuls peuvent le penser ceux qui ont le nez tellement écrasé sur l'arbre de la société actuelle qu'ils ne voient pas, qu'ils ne soupçonnent même pas l'existence de l'immense forêt des possibilités humaines.

Cette critique rigoureuse doit néanmoins être exprimée en des termes simples. Il s'agit moins de convaincre quelques dirigeants éclairés que d'ébranler les fausses certitudes de la grande masse sur la rationalité du système. Cette entreprise doit être réalisée systématiquement pour tous les secteurs de la vie économique et sociale et surtout de la vie quotidienne : le logement, l'alimentation, le vêtement, les communications, les équipements collectifs, la localisation des activités, l'environnement, l'utilisation du temps et sa rareté croissante, le sens et les conditions du travail dans la société industrielle, l'exportation de la culture industrielle dans les pays du tiers-monde, etc. doivent faire l'objet d'analyses semblables à celles esquissées ici à propos de la santé et des transports.

Frappés par le fait que dans la société industrielle, le mal sort même du bien, certains ont pu voir en elle un « retour du tragique » [15]. Illich intitule son prochain livre sur la médecine : *La Némésis médicale.* La *Némésis,* cette déesse qui personnifie *l'envie* qu'éprouvèrent les héros grecs d'égaler les dieux et le châtiment qui leur fut réservé. Que le langage rationnel soit capable de lever un coin du voile qui recouvre la *Némésis* industrielle et se mette ainsi enfin au service du raisonnable, voilà qui peut en laisser plus d'un sceptique. Je pense pour ma part qu'il en est parfaitement capable, comme le prouvent déjà les études citées tout au long de cet article.

Article paru dans
La Rouge et la Jaune (revue des anciens élèves de l'école Polytechnique),
octobre 1974
et dans *Esprit* n°11, novembre 1974.

[14] René Mayer, « Fille de l'optimisme… », *P.C.M.,* n°8, sept. 1972.

[15] Jean-Marie Domenach : *Le retour du tragique* (Seuil).

Jean-Pierre Dupuy

Hiroshima dessine notre futur atomique

Entretien réalisé par la revue *La recherche* n°389
de septembre 2005

Avec Hiroshima et Nagasaki, il y a soixante ans, l'humanité a perdu définitivement son innocence pré-atomique. La toute-puissance négative de la bombe s'impose aujourd'hui comme une fatalité dans un monde menaçant. Ainsi, l'apocalypse nucléaire est inscrite dans l'avenir, mais à un aléa près. Grâce à cet incertain, et si nous prenons garde à ne pas nous approcher trop près du gouffre, nous pouvons espérer que le destin nous oublie.

– Les 6 et 9 août 1945, deux bombes nucléaires semaient mort et destruction à Hiroshima et à Nagasaki. Cet anniversaire suscite peu d'émotion, excepté au Japon. Rien à voir avec la remémoration poignante des cérémonies commémoratives de la libération des camps nazis, un peu plus tôt en 2005. Or, selon vous, les deux événements ne sont pas sans rapport l'un avec l'autre…

Dans l'un et l'autre cas, le mal s'est en quelque sorte naturalisé. Je reprends ici la thèse de Hannah Arendt, qui lui a valu d'être mise au ban de la communauté juive, mais qui à mon sens a été mal comprise : lorsque le mal moral dépasse un seuil critique, à Auschwitz comme à Hiroshima, les catégories qui nous servent habituellement à juger de tels actes volent en éclats. L'événement est alors ressenti comme une atteinte à l'ordre naturel du cosmos. Soit une shoah, ce mot hébreu qui signifie catastrophe naturelle. En visite à Hiroshima en 1958, le philosophe allemand Günther Anders notait à la suite de ses conversations avec les survivants : « De la catastrophe, ils parlent

constamment comme d'un tremblement de terre, comme d'un tsunami ou d'un astéroïde. » [1]

– Et pourtant, Auschwitz représente le mal intentionnel absolu. Hiroshima, au contraire, n'est-il pas perçu comme un mal nécessaire, qui aura sauvé la vie à des centaines de milliers d'Américains, mais également de Japonais promis à une mort certaine si la guerre avait continué ?

C'est en tout cas ce que propose la thèse officielle, encore aujourd'hui tenue pour vraie par 90 % d'Américains [2]. Elle est cependant battue en brèche par deux écoles historiques américaines, s'opposant pour partie l'une à l'autre : selon elles, la bombe n'était ni nécessaire ni suffisante pour obtenir la reddition du Japon.

La première thèse, dite « révisionniste » (au sens de la révision de la thèse officielle), a été développée par l'historien Gar Alperovitz. La bombe, dit-il, n'était pas nécessaire car le Japon, exsangue, était prêt à se rendre. Pour qu'il passe aux actes, il aurait suffi de deux conditions : garantir aux Japonais que l'on ne toucherait pas à la vie et à la fonction de l'empereur ; encourager Staline à déclarer la guerre au Japon.

Or, lors de la conférence de Potsdam qui commence le 17 juillet 1945, Truman refuse sciemment la première condition et décide de prendre les Soviétiques de vitesse en lâchant la bombe avant qu'ils entrent en action. Voulait-il utiliser l'arme atomique, de toute façon ? La veille, le 16 juillet, l'essai d'Alamogordo au Nouveau-Mexique s'était révélé concluant. La bombe était prête à l'emploi. Alperovitz conclut : les Américains ont poussé les feux nucléaires, non pas, prétendument, pour obliger le Japon à se rendre au moindre mal, mais pour impressionner les Russes. Une mise en jambes pour la guerre froide et une abomination éthique : les Japonais ont été ravalés au rang de cobayes.

– D'autres historiens estiment au contraire que la bombe n'était pas suffisante pour obtenir la reddition. À tel point qu'un troisième engin aurait pu être lancé !

---

[1] G. Anders, *Hiroshima ist überall*, Munich, C. H. Beck, 1982. À paraître aux éditions du Seuil sous le titre *Hiroshima est partout.*

[2] G. Alperovitz, *The Decision to use the Atomic Bomb*, New York, Vintage Books, 1995, note 15, p. 672.

Ce point est détaillé par Barton J. Bernstein dans sa « nouvelle synthèse » [3]. L'argumentation de cet historien se fonde sur cette mystique de la destruction mutuelle absolue, où l'honneur est du côté du meurtre, pratiquée par les militaristes japonais (cela nous rappelle aussi nos modernes kamikazes de New York, Madrid ou Londres). Au lendemain de Nagasaki, le chef de la marine nippone propose à son empereur le lancement d'« attaques spéciales » au prix affiché de 20 millions de morts. À ce compte, nous dit Bernstein, une ou deux bombes ne sauraient suffire. Les Américains en étaient à ce point persuadés, affirme-t-il, qu'ils étaient prêts à lancer un troisième engin et qu'ils ont été les premiers surpris par la reddition du 14 août ! Laquelle, selon Bernstein, est le fait du hasard et de retournements d'alliances au plus haut niveau du pouvoir japonais, encore mal connus des historiens.

Mais Bernstein va plus loin dans l'analyse. Des six options guerrières à la disposition des Américains pour obtenir la reddition japonaise sans invasion de l'archipel, cinq ont été dûment soupesées, combinées, analysées puis rejetées par Truman et ses conseillers : poursuite des bombardements et du blocus ; négociations officieuses avec l'ennemi ; modification des termes de la reddition ; entrée en guerre des Russes ; largage nucléaire de « démonstration ». La sixième option, elle, n'a pas été discutée un seul instant. Elle était. C'est l'option de la bombe. Son utilisation à Hiroshima et à Nagasaki était inscrite dans son existence même. D'un point de vue éthique, les conclusions de Bernstein sont plus terribles encore que celles d'Alperovitz : lancer la bombe atomique, la décision peut-être la plus grave de l'histoire moderne, n'aura même pas été une décision…

– Günther Anders développe, à propos d'Hiroshima, le concept d'aveuglement face à l'apocalypse. Que veut-il exprimer ?

La question posée par ce philosophe aux travaux encore malheureusement méconnus, premier mari de Hannah Arendt, est la suivante : comment se fait-il que nous ne voyions pas le mal lié à Hiroshima ou à toute autre grande catastrophe morale, passée ou à venir ? Deux raisons à cela, selon lui. La première est illustrée par l'attitude de Truman décidant, sans la peser, de la sixième option : à partir d'un certain seuil de puissance destructrice, raisonner en termes de fins et de moyens n'a plus aucun sens. Par conséquent, nous devenons incapables de nous représenter ce que nous sommes

---

[3] Voir, par exemple, B. Bernstein, *Diplomatic History*, 19, 227, 1995.

capables de faire. En 1961, Arendt reprenait cette idée à Anders et l'appliquait au cas Eichmann.

La seconde raison tient à la division du travail et au phénomène d'aliénation décrit par les marxistes : chacun fait son travail sans en voir les conséquences. Aveuglement, donc. Anders poursuit : cette cécité est irréversible car nous avons perdu notre innocence préatomique. Le 6 août 1945, une porte a été ouverte. Elle ne se refermera plus.

– Sommes-nous de ce fait condamnés à subir de futures catastrophes nucléaires, inéluctables répliques d'Hiroshima et de Nagasaki, comme autant de répliques de tremblements de terre ?

L'humanité, explique Anders, est devenue capable de se détruire elle-même et rien ne fera jamais qu'elle perde cette toute-puissance négative. Même et surtout en cas de désarmement généralisé qui, paradoxalement, accroîtrait la menace ! Car nous devons ici prendre en compte une situation particulière, constitutive de notre réel depuis plus de cinquante ans : la dissuasion nucléaire. L'acronyme anglais – MAD, pour *Mutually Assured Destruction* [destruction mutuelle garantie] – exprime le fait avec clarté et humour noir.

En quoi MAD est-elle plus périlleuse sans armes plutôt qu'avec ? Partons du principe que le savoir-faire atomique ne peut se perdre. En cas de désarmement, il faudrait pouvoir dissuader les autres de se réarmer. Mais comment faire, alors que vous n'avez plus vous-même d'arme nucléaire ? Le risque est sérieux de voir l'un des pays se lancer vers une course solitaire au réarmement, et au final, à la frappe préventive destinée à empêcher l'adversaire de l'imiter… C'est ainsi qu'à la fin des années 1940, des personnalités aussi prestigieuses que Bertrand Russell et John von Neumann étaient partisans d'une *pre-emptive strike* [frappe préemptive] destinée à empêcher les Soviétiques de se doter de l'arme nucléaire. Von Neumann, inventeur de la théorie des jeux, n'avait pas compris qu'en situation MAD le jeu à deux est plus stable que le jeu à un seul acteur…

– Les partisans de MAD disent qu'elle nous a sauvés de l'holocauste nucléaire…

Évidemment, c'est parfaitement absurde du point de vue de la logique : si nous avons tous deux des armes, nous évitons de les employer l'un contre l'autre mais si nous n'en avons pas, il n'y a pas de risque de bataille ! On comprend bien, cependant, ce que cela veut dire.

Une fois que la bombe est là, considérée comme un fait de nature, sa simple existence empêche la guerre atomique.

Or, la menace à laquelle MAD est censée apporter une réponse n'a rien perdu de son actualité : Robert McNamara, ancien secrétaire d'État à la Défense, ne prévient-il pas, dans un texte récent, lugubrement intitulé « Apocalypse Soon », que la probabilité d'une frappe nucléaire touchant les États-Unis d'ici dix ans est supérieure à 50 % ? McNamara ajoute, comme en écho à la thèse de Bernstein : « La combinaison de la nature faillible de l'être humain et des armes atomiques conduira à leur emploi. » [4]

– MAD, soulignez-vous, n'est pas une doctrine. C'est une situation que vivent les sociétés nucléaires depuis la fin des années 1950. Comment ce réel est-il structuré ?

Il y a une scène fétiche des films de John Woo où deux grimaçants personnages suintant la haine pointent l'un sur l'autre, en parfaite symétrie, leurs Magnum qui les débarrasseront à jamais de leur double obsédant. Anéantissement mutuel ou improbable trêve fondée sur la dissuasion réciproque, c'est tout MAD. Elle nécessite deux partenaires à la fois vulnérables et invulnérables. Vulnérables puisqu'ils peuvent mourir de l'agression d'un autre. Invulnérables car ils ne mourront pas avant d'avoir fait mourir leur agresseur, ce dont ils seront toujours capables quelle que soit la puissance de la frappe qui les fait s'effondrer.

Ajoutons ce qui paraît une évidence : il faut qu'il y ait une relation d'hostilité entre les deux acteurs. Aujourd'hui, MAD structure les relations entre l'Inde et le Pakistan, pourrait se mettre en place entre Israël et l'Iran, et, plus tard, entre les États-Unis et la Chine. Cette structure est à la fois rationnelle et folle, abstraite tout autant qu'ancrée dans la réalité. Question : pouvons-nous l'évaluer, à la fois au regard de la prudence (c'est-à-dire de son efficacité à atteindre son objectif, la dissuasion) et à celui des normes éthiques ? C'est là que les ennuis commencent…

– Répondre à cette question revient, dites-vous, à être confronté à une série de paradoxes…

Il est rationnel de menacer l'ennemi de représailles nucléaires mais il n'est pas rationnel de mettre sa menace à exécution. Or, s'il n'est pas

[4] R. S. McNamara, *Foreign Policy*, mai-juin 2005.

rationnel de mettre une menace à exécution, la menace elle-même n'est pas rationnelle. C'est le premier paradoxe de MAD. Il se double d'un autre, l'autoréfutation : pour être efficace, estime-t-on, la dissuasion nucléaire doit être absolument efficace. En effet, un échec ne saurait être admis, puisque la première bombe lancée serait la bombe de trop. Mais si la dissuasion nucléaire est absolument efficace, alors elle n'est pas efficace. Question, cette fois-ci, de crédibilité : sans échec sanctionné, la dissuasion perd toute efficacité puisque l'effet de démonstration est nul.

Évoquons enfin le paradoxe moral lié à MAD qui a été développé par le philosophe américain Gregory Kavka. Il se fonde sur le fait que la dissuasion revient à former une intention : il est bien de former l'intention de provoquer la mort de millions de gens (puisque c'est cette intention même qui évitera le passage à l'acte) ; par ailleurs, il est mal de provoquer la mort de millions de gens. On aboutit alors à une contradiction si l'on tient compte du principe suivant, très profondément enraciné dans nos morales traditionnelles : il est mal de former l'intention de tuer des millions de gens s'il est mal d'en tuer des millions.

– Y a-t-il une solution ?

Les plus grands philosophes de langue anglaise y ont travaillé activement, reformulant la dissuasion nucléaire en termes de menace existentielle. Puisque l'intention est non rationnelle, inefficace et immorale, passons-nous-en ! La simple existence d'arsenaux nucléaires constituant une structure de vulnérabilité mutuelle suffit, selon cette thèse, à rendre les partenaires infiniment prudents. Après tout, on ne s'amuse pas à taquiner un tigre, et il s'agit là de se tenir à carreau, histoire que le destin nous oublie… La bombe atomique devient alors un destin, une fatalité pour chacun des acteurs. Point fondamental, le déclenchement accidentel d'un processus d'escalade devenant incontrôlable fait partie de l'équation. Et c'est cet incertain, cet accident, cet aléa, rétablissant tout à la fois la crédibilité et la stabilité de la menace, donc son pouvoir dissuasif, qui – peut-être – nous tirera d'affaire.

– L'apocalypse nucléaire serait-elle donc évitable ?

L'apocalypse est comme inscrite dans l'avenir mais sa probabilité d'occurrence est extrêmement faible, un epsilon. Résumons en une formule : c'est bien parce qu'il y a une probabilité E que la dissuasion

échoue que cette dernière peut fonctionner avec une probabilité 1 - E. Cela rappelle le principe d'indétermination de la mécanique quantique, la superposition de deux états, l'un qui est l'occurrence accidentelle et fatale de la catastrophe, l'autre qui est sa non-occurrence. L'ouverture résulte pour nous de ce que le destin a le statut d'un accident, d'une erreur qu'il nous est loisible de ne pas commettre. Nous savons désormais que nous sommes embarqués avec, à notre bord, une bombe à retardement. Il ne tient qu'à nous que son explosion, inscrite comme une fatalité peu probable, ne se produise pas. Nous sommes condamnés à la vigilance permanente.

Propos recueillis par Aline Richard

Jean-Pierre Dupuy

Tchernobyl, le sarcophage de l'humain

Entretien réalisé par la revue *Ecologie & Politique* n°32 d'avril 2006

La revue *Ecologie & Politique* consacre son dossier à la catastrophe qui a eu lieu le 26 avril 1986 dans la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine. Jean-Pierre Dupuy, revenant du voyage qu'il a fait pendant l'été 2005 dans la « zone des trente kilomètres » du réacteur de Tchernobyl, y signe un article dont nous proposons des extraits. Bouleversé par l'expérience, il s'interroge sur les aveuglements qui perdurent et sur la façon dont l'industrie du nucléaire a réagi à l'événement. Son prochain livre, *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère*, à paraître aux éditions du Seuil le 13 avril, développe cette réflexion.

J'ai honte

On ne revient pas indemne d'un voyage à Tchernobyl. Ce ne sont pas les millisieverts accumulés dans les quelques heures passées près du « sarcophage » qui vous rongent les chairs. C'est l'émotion. Oh, elle ne vous submerge pas tout de suite. Certains laissent éclater la crise de sanglots qu'ils ont réussi à contenir tout au long de la visite dans le car qui les ramène à Kiev. Je n'oublierai pas cette jeune étudiante ukrainienne recroquevillée au fond de la voiture ; au milieu de ses pleurs, elle bredouillait des mots qui, traduits, signifiaient quelque chose comme : « *J'ai honte de mon pays, j'ai honte de l'humanité.* » Pour

d'autres, l'effondrement ou la dépression se manifestent plus tard, lorsqu'ils sont déjà rentrés dans une de ces villes de l'Occident que le courage ou la folie des centaines de milliers de « liquidateurs » ont protégées d'une catastrophe majeure. Déambulant à travers les paysages magnifiques et contaminés de l'Ukraine ou de la Biélorussie, on se raidit, on se durcit. C'est qu'on ne voit rien, le mal est invisible, et il en paraît d'autant plus redoutable. L'émotion se nourrit non pas de ce que les sens nous disent, mais de ce que l'on sait, ou de ce que l'on croit savoir, au sujet de la tragédie. C'est l'absence qu'il faut se représenter pour pouvoir sentir quelque chose. Rien n'est plus difficile que de se figurer la présence de l'absence. J'en fis l'expérience en décembre 2001 lors d'un pèlerinage à *Ground Zero*, ce vide entouré de géants ouvert en plein cœur de Manhattan : il manquait quelque chose, mais il fallait faire remonter à la conscience les images d'un passé heureux pour « voir » le fantôme des tours jumelles. L'absence, ici, est celle des villages rasés, des habitants déplacés, des formes de vie, végétales, animales et humaines, anéanties. Redoutable abstraction que l'éloignement géographique et temporel aide à mieux saisir. Car la pensée, spontanément idéaliste, a du mal à distinguer entre l'objet que l'on ne perçoit plus et l'objet qui n'est plus.

J'ai presque honte de rapporter ces impressions d'un unique et rapide séjour dans la « zone des trente kilomètres », à l'intérieur de ce cercle centré sur « la chose » qui délimite plus ou moins arbitrairement une aire où la mort l'emporte sur la vie. J'ai honte, car ce que j'ai vécu avec quelques compagnons de voyage, des millions de gens le vivent quotidiennement depuis vingt ans. Et cette réaction de fillette qui fut la mienne, les experts reprochent précisément à ces malheureux de s'y abandonner. Ils parlent même de « *fatalisme paralysant* ». Une fois de plus, c'est la victime que l'on blâme. Oui, on peut avoir honte pour l'esprit humain.

Je suis en colère

De retour à Paris, en ce début du mois de septembre 2005, j'apprends que ce que l'on m'a montré et expliqué sur place est complètement faux. On m'a induit en erreur, on m'a trompé. Le rapport du Forum Tchernobyl, organisme multi-agence dépendant de l'ONU, vient d'être rendu public et un communiqué de presse intitulé *Tchernobyl : l'ampleur réelle de l'accident* annonce fièrement :

> Jusqu'à 4 000 personnes au total pourraient à terme décéder des suites d'une radio-exposition consécutive à l'accident survenu il y a une vingtaine d'années dans la centrale nucléaire de Tchernobyl : telles sont les conclusions d'une équipe internationale de plus d'une centaine de scientifiques.

L'AFP, commentant le rapport, écrit pour sa part ceci, qui sera repris par toute la presse : « Le bilan final de l'accident nucléaire de Tchernobyl devrait être de quelque 4 000 morts, soit nettement moins que ne le craignaient les experts. » C'est le moins qu'on puisse dire ! A Kiev et à Tchernobyl, on nous a rapporté les déclarations du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, évoquant en 2000 les « neuf millions de victimes de Tchernobyl », dont trois millions d'enfants nécessitant des traitements médicaux continus. On a compté les morts en dizaines, voire en centaines de milliers. On nous a parlé de l'évacuation des 48 000 habitants de Pripyat, la ville voisine de la centrale, qui n'a commencé que trente-six heures après l'explosion : parmi ces personnes déplacées, 15 000 seraient mortes dans les six mois, entassées dans les hôpitaux de Kiev. On a insisté sur le cas tragique des 600 000 à 800 000 liquidateurs, ces volontaires le plus souvent forcés qui ont nettoyé le site en absorbant les plus fortes doses et pour lesquels on ne sait pratiquement rien : ceux qui ne sont pas morts dans les mois qui ont suivi la catastrophe se sont dispersés dans toute l'ex-Union soviétique et aucune étude épidémiologique n'a pu être pratiquée, ni sur eux ni sur leur descendance. Surtout, des médecins et des généticiens nous ont longuement parlé des effets des faibles doses de radioactivité sur la dizaine de millions de personnes qui vivent, boivent, s'alimentent et se reproduisent dans un milieu contaminé : cancers, cardiopathies, fatigues chroniques, pathologies inédites, sentiment de déréliction touchent une population immense et, parmi elle, surtout les enfants et les jeunes. Et l'on craint des effets irréversibles sur le génome humain. Ainsi, tout cela, que nous avions en tête en nous approchant du sarcophage, ne serait qu'un tissu d'erreurs ou, pis encore, de mensonges. Le professeur Youri Bandajevsky, ex-recteur de l'Institut de médecine de Gomel en Biélorussie, à une centaine de kilomètres de Tchernobyl, dont les recherches ont porté sur le danger des faibles doses et sur la contamination par l'alimentation, aurait ainsi préféré subir la torture et l'emprisonnement plutôt que de cesser de répandre ces sornettes à ses concitoyens. Crédules, nous serions les victimes de ces faux témoins, de ces témoins mensongers, de ces martyrs à l'envers, en quelque sorte.

L'ignorance des contrefactuels

« Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé. » De telles propositions conditionnelles sont dites, en philosophie, contre-factuelles parce que l'antécédent, « s'il eût été plus court », est contraire aux faits : la longueur du nez de Cléopâtre est la longueur qui fut la sienne. L'étude des contrefactuels est l'un des chapitres les plus difficiles de la métaphysique. Les positivistes croient pouvoir se passer de cette notion, mais il n'y a pas de pensée des affaires humaines qui puisse en faire l'économie.

« L'Europe aurait pu devenir inhabitable » si… [1]. Il s'en est fallu de peu à Tchernobyl que l'antécédent qui aurait rendu ce conséquent vrai se réalise, et moi, citoyen français, je ne pourrais aujourd'hui écrire ces lignes. Si la catastrophe s'était conclue par une explosion nucléaire, la ville de Kiev aurait été rasée, la Biélorussie rendue impropre à la vie à jamais et l'Europe, en effet, inhabitable pour une durée indéterminée. Il eût suffi pour cela qu'une partie de la masse énorme de matières fissiles que l'explosion a projetées à un kilomètre au-dessus du toit arraché de la centrale reste coincée dans celle-ci, brûle la mince dalle en béton sur laquelle reposait la cuve, ce qui l'aurait mise en contact avec l'eau du sous-sol destinée à refroidir le réacteur : Tchernobyl serait devenu une bombe atomique.

Il s'en est fallu de peu ; ce n'est pas par hasard que le jargon nucléaire américain, civil comme militaire, a forgé une expression pour dire cela : *near miss*, qui a presque la force d'un concept. Vingt fois au moins durant la guerre froide, il aura été « moins cinq » de minuit, les douze coups signifiant une apocalypse nucléaire qui aurait soufflé une bonne partie de l'humanité. Le nucléaire civil a connu jusqu'ici plus d'un *near miss*. Il serait fastidieux d'en produire la liste. Le plus connu, outre Tchernobyl, est l'accident qui toucha la centrale de Three Mile Island, en Pennsylvanie, le 28 mars 1979. Il s'en est fallu de peu que ce soit un Tchernobyl avant la lettre, et que la formation d'une bulle d'hydrogène, événement qui n'avait été prévu dans aucun des scénarios d'accident imaginés par les autorités, se combine avec une production

---

[1] Titre d'un entretien donné par Vassili Nesterenko dans *Les Silences de Tchernobyl. L'avenir contaminé* (éd. Autrement). Directeur de l'Institut de l'énergie nucléaire de Biélorussie, il a arrêté son travail scientifique et celui de l'Institut pour étudier les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. On l'a, à l'époque, accusé de « semer la panique ». Il a, depuis, créé un institut de radioprotection indépendant.

d'oxygène par décomposition de l'eau du réacteur pour produire une explosion qui aurait fait éclater la cuve, l'enceinte, et aurait projeté dans l'atmosphère tous les produits de fission. Un Tchernobyl aux Etats-Unis, le pays où l'opinion publique exerce le plus ce despotisme doux dont parlait Tocqueville, aurait eu des répercussions sociales, économiques et politiques qu'un pays totalitaire, même en décomposition avancée, avait encore les moyens de tuer dans l'œuf. Le moins qu'on puisse dire est que c'en eût été fini de l'industrie nucléaire américaine et, peut-être, mondiale.

Tchernobyl a fait des dizaines de milliers de morts, et non pas 4 000. Je soutiens qu'au passif de Tchernobyl il faut aussi compter les millions de morts contrefactuels, ceux qui seraient morts, et j'en suis, si… Comme disait Madame de Sévigné : « Ne laissez point vivre ni rire des gens qui ont la gorge coupée et qui ne le sentent pas. » [2]

Cette proposition ne va pas de soi. Je ne connais pas de meilleure façon de l'argumenter que de rappeler que ce fut très exactement la manière de raisonner des stratèges de la dissuasion nucléaire.

Le problème majeur que la doctrine de la dissuasion a dû affronter est le caractère non crédible de la menace sur laquelle la dissuasion est censée reposer. Si tu fais un pas en avant, je déclenche l'escalade qui nous mènera tous les deux dans l'enfer de l'apocalypse nucléaire, et le reste du monde avec nous. L'intention dissuasive a un statut hautement paradoxal ; c'est précisément parce qu'on la forme que les conditions qui -conduiraient à la mettre à exécution ne sont pas réunies : l'adversaire étant par hypothèse dissuadé n'attaque pas le premier, et l'on n'attaque jamais soi-même en premier, ce qui fait que personne ne bouge. On forme une intention dissuasive afin de ne pas la mettre à exécution. Les spécialistes parlent d'intention auto-invalidante (*self-stultifying intention*), ce qui donne un nom à l'énigme à défaut de la résoudre.

Tardivement, certains comprirent qu'il n'est nul besoin d'intention dissuasive pour rendre la dissuasion nucléaire efficace. La simple existence d'arsenaux se faisant face, sans que la moindre menace de les utiliser soit proférée ou même suggérée, suffit à ce que les jumeaux de la violence se tiennent cois. L'apocalypse nucléaire ne disparaissait pas pour autant du tableau. Sous le nom de dissuasion « existentielle », la

---

[2] Monique Canto-Sperber commente cette phrase dans *L'Inquiétude morale et la Vie -humaine* (éd. PUF).

dissuasion apparaissait désormais comme un jeu extrêmement périlleux consistant à faire de l'anéantissement mutuel un destin. Dire qu'elle fonctionnait signifiait simplement ceci : tant qu'on ne le tentait pas inconsidérément, il y avait une chance que le destin nous oublie – pour un temps, peut-être long, voire très long, mais pas infini.

La dissuasion existentielle donne à l'événement apocalyptique qu'elle vise à prévenir un statut métaphysique très particulier. Non seulement elle ne l'anéantit pas, elle l'inscrit dans l'avenir comme une fatalité : c'est ce qui lui donne force dissuasive. Mais elle en fait par ailleurs un accident : c'est ce qui rend la dissuasion efficace… à l'accident près. Cet accident qui est aussi un destin n'est pas un possible qui ne serait pas actualisé : il est inscrit dans l'actualité de l'avenir. L'exclure de l'équation dissuasive au prétexte que, si tout va bien, il ne se réalisera pas, c'est condamner la dissuasion à l'impuissance.

C'est à tort que l'industrie nucléaire se félicite que Three Mile Island ne soit pas devenu un Tchernobyl et que Tchernobyl n'ait pas fini en explosion atomique. Ces catastrophes majeures qui n'ont pas eu lieu à un *near miss* près sont la seule garantie que nous ayons que l'industrie trouve la sagesse et la volonté de les éviter. L'industrie est la première à reconnaître qu'elle prend le chemin opposé, malgré Three Mile Island, malgré Tchernobyl [3]. Ce qui ne signifie qu'une chose : ce pire que le sort, ou un dieu, lui a évité, elle ne le tient pas pour réel, simplement parce qu'il n'a pas eu lieu. C'est une faute grave. Le reconnaître justifie ma proposition.

[3] Un article de la revue *Nucleonics Week* (octobre 2003) rend compte d'un colloque organisé par l'Association mondiale des exploitants de centrales nucléaires (AMECN), créée après la catastrophe de Tchernobyl afin d'empêcher la répétition d'un tel accident. L'article s'intitule « Le contentement de soi et la négligence menacent l'industrie nucléaire, selon les avertissements de l'AMECN ».

Jean-Pierre Dupuy

Ivan Illich ou la bonne nouvelle

Article paru dans le journal *Le Monde*
du 27 décembre 2002

Vorace consommateur d'énergie et de ressources rares non renouvelables, notre mode de vie est à terme irrémédiablement condamné. On imagine mal qu'il puisse durer encore plus d'un demi-siècle. Beaucoup d'entre nous ne serons plus de ce monde, mais nos enfants, si. Si nous nous soucions d'eux, il serait plus que temps que nous prenions conscience de ce qui les attend. Deux raisons principales justifient ce pronostic.

L'exploitation à bas coût des ressources fossiles touche à sa fin. Chaque année qui passe nous rapproche du terme, d'autant plus que les besoins énergétiques à l'échelle de la planète croissent très vite. Or les régions du monde où les ressources sont concentrées sont parmi les plus chaudes de la planète, du point de vue géopolitique.

La seconde raison est certainement la plus grave. Pas une semaine ne passe sans qu'un nouveau symptôme du réchauffement climatique ne confirme cela sur quoi maintenant tous les experts s'accordent : ce réchauffement existe bel et bien, il est essentiellement dû à l'activité des hommes et ses effets seront beaucoup plus sérieux que ce que l'on imaginait il y a peu encore.

Tandis que les glaciers andins disparaissent à une vitesse record, la désertification du pourtour de la Méditerranée s'étend, et l'eau devient un bien de plus en plus rare.

Les experts savent que les objectifs du protocole de Kyoto, foulés aux pieds par la puissance américaine, sont dérisoires par rapport à ce qu'il faudrait viser pour mettre un terme à l'augmentation de la

concentration du gaz carbonique dans l'atmosphère : diviser par deux les émissions à l'échelle de la planète. La condition sine qua non pour y arriver est d'empêcher les pays en voie de développement de suivre le modèle de croissance qui est le nôtre. Si nous, les pays industrialisés, n'y renonçons pas nous-mêmes, notre message n'a pas la moindre chance d'être entendu.

L'optimisme scientiste nous invite à prendre patience. Bientôt, nous souffle-t-il, les ingénieurs sauront trouver le moyen de passer les obstacles qui nous barrent la route. Rien n'est moins sûr. Les spécialistes du nucléaire pensent qu'ils ont des réponses à la question lancinante des déchets, mais ils savent aussi que le public sera de plus en plus réticent à les accepter. Ils ne peuvent garantir ni la sûreté des centrales ni celle de la chaîne de transport face aux menaces terroristes. A l'échelle planétaire, l'énergie nucléaire ne trouvera de toute façon pas assez de combustible pour se déployer plus que marginalement, sauf à recourir aux surgénérateurs ou à une aléatoire extraction de l'uranium marin.

Quant aux énergies renouvelables, biomasse, éoliennes et autres, c'est pour des raisons techniques, de dispersion entre autres, qu'elles seront cruellement insuffisantes. Le recours massif au charbon fossile, dont les ressources planétaires sont considérables, sera une tentation à laquelle il faudra énergiquement résister, sous peine d'aggraver encore plus le réchauffement climatique. On frémit d'effroi lorsqu'on apprend qu'aucun scénario dressé par les organismes spécialisés ne comporte de solution réaliste pour passer le cap des années 2040-2050.

Nous sommes au pied du mur. Nous devons dire ce qui compte le plus pour nous : notre exigence éthique d'égalité, qui débouche sur des principes d'universalisation, ou bien notre mode de développement. Ou bien la partie privilégiée de la planète s'isole, ce qui voudra dire de plus en plus qu'elle se protège par des boucliers de toutes sortes contre des agressions que le ressentiment des laissés-pour-compte concevra chaque fois plus cruelles et plus abominables ; ou bien s'invente un autre mode de rapport au monde, à la nature, aux choses et aux êtres, qui aura la propriété de pouvoir être universalisé à l'échelle de l'humanité.

Il y a cependant une bonne nouvelle. La mort sereine d'Ivan Illich, il y a quelques jours (le 2 décembre 2002), nous rappelle que nous l'avons déjà reçue, mais que nous ne l'avons pas entendue. C'était dans les années 1970, l'époque où ce critique radical de la société

industrielle eut le plus d'influence. La bonne nouvelle est que ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires négatifs d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie – comme si nous avions à arbitrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents. Non, c'est que le mets est intrinsèquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux.

Comment peut-on dire que le mets est mauvais, puisque tous les peuples de la Terre veulent y goûter ? Il faut, pour le montrer, tout un travail pédagogique que je ne peux qu'esquisser ici.

L'arme principale de la critique illichienne est le concept de "contre-productivité". Passés certains seuils critiques de développement, plus croissent les grandes institutions de nos sociétés industrielles, plus elles deviennent un obstacle à la réalisation des objectifs mêmes qu'elles sont censées servir : la médecine corrompt la santé, l'école bêtifie, le transport immobilise, les communications rendent sourd et muet, les flux d'information détruisent le sens, le recours à l'énergie fossile, qui réactualise le dynamisme de la vie passée, menace de détruire toute vie future et, last but not least, l'alimentation industrielle se transforme en poison. Nous y sommes.

Derrière ce qui peut apparaître comme des provocations, se cache en fait une analyse minutieuse et rigoureuse des mécanismes de la contre-productivité. Toute valeur d'usage peut être produite de deux façons, en mettant en œuvre deux modes de production : un mode autonome et un mode hétéronome. Ainsi, on peut apprendre en s'éveillant aux choses de la vie dans un milieu rempli de sens ; on peut aussi recevoir de l'éducation de la part d'un professeur payé pour cela. On peut se maintenir en bonne santé en menant une vie saine, hygiénique ; on peut aussi recevoir des soins de la part d'un thérapeute professionnel. On peut avoir un rapport à l'espace que l'on habite, fondé sur des déplacements à faible vitesse : marche, bicyclette ; on peut aussi avoir un rapport instrumental à l'espace, le but étant de le franchir, de l'annuler, le plus rapidement possible, transporté par des engins à moteur. On peut rendre service à quelqu'un qui vous demande de l'aide ; on peut lui répondre : il y a des services pour cela.

Contrairement à ce que produit le mode hétéronome de production, ce que produit le mode autonome ne peut en général être mesuré, évalué, comparé, additionné à d'autres valeurs. Il ne s'agit certes pas de dire que le mode hétéronome est un mal en soi, loin de là.

Mais la grande question qu'Illich eut le mérite de poser est celle de l'articulation entre les deux modes. La production hétéronome peut certes vivifier intensément les capacités autonomes de production de valeurs d'usage. Simplement, l'hétéronomie n'est ici qu'un détour de production au service d'une fin qu'il ne faut pas perdre de vue : l'autonomie.

L'hypothèse d'Illich est que la "synergie positive" entre les deux modes n'est possible que dans certaines conditions très précises. Passés certains seuils critiques de développement, la production hétéronome engendre une telle réorganisation du milieu physique, institutionnel et symbolique que les capacités autonomes sont paralysées. Se met alors en place le cercle vicieux divergent de la contre-productivité. L'appauvrissement des liens qui unissent l'homme à lui-même, aux autres et au monde devient un puissant générateur de demande de substituts hétéronomes qui permettent de survivre dans un monde de plus en plus aliénant, tout en renforçant les conditions qui les rendent nécessaires. Cette analyse démontre lumineusement pourquoi nous sommes tant attachés à cela même qui nous détruit.

Ivan Illich est mort, mais ses idées sont promises à un bel avenir.

Jean-Pierre Dupuy enseigne à l'Ecole polytechnique
(Centre de recherche en épistémologie appliquée)
et à l'université Stanford (Californie).

Entretien avec Jean-Pierre Dupuy

D'Ivan Illich aux nanotechnologies. Prévenir la catastrophe ?

Article paru dans la revue *Esprit*, février 2007.

– **LA CRISE** énergétique alimente de nombreux débats et inquiétudes, allant jusqu'à des scénarios catastrophes. Quels sont les différents argumentaires en présence ? Comment évaluez-vous cette question des réserves énergétiques ?

Oui, notre monde va droit à la catastrophe, j'en ai l'intime conviction. Le chemin sur lequel s'avance l'humanité est suicidaire. Je parle de « la » catastrophe au singulier, non pour désigner un événement unique, mais un système de discontinuités, de franchissements de seuils critiques, de ruptures, de changements structurels radicaux qui s'alimenteront les uns les autres, pour frapper de plein fouet, avec une violence inouïe, les générations montantes. Mon cœur se serre lorsque je pense à l'avenir de mes enfants et de leurs propres enfants, qui ne sont pas encore nés. Ceux qui espèrent que le XXIe siècle échappera aux horreurs qu'a produites le XXe ont sans doute oublié que l'acte inaugural, daté du 11 septembre 2001, en fut un événement d'une brutalité inconcevable. Ils croient sans doute que la science et la technique nous sortiront d'affaire comme elles l'ont toujours fait dans le passé. Quand j'étais petit, on me racontait dans la classe d'instruction civique que tous les malheurs de l'humanité venaient de ce que le progrès de la science ne s'était pas accompagné d'un progrès parallèle de la sagesse humaine. La science était pure, mais les hommes restaient mauvais. Quelle naïveté !

Je dois à Ivan Illich d'avoir compris que l'humanité a toujours dû se garder de trois types de menaces, et non pas simplement de deux - les

deux auxquelles on pense d'abord : la force de la nature et la violence des hommes ; les tremblements de terre qui effondrent les cités glorieuses et la barbarie de la guerre qui massacre, mutile, viole leurs habitants. C'est en apprenant à mieux connaître la nature que les hommes ont réussi partiellement à la dompter ; c'est en devenant plus lucides sur les mécanismes de la haine et de la vengeance qu'ils ont compris que l'on peut s'entendre avec ses ennemis et qu'ils ont bâti les civilisations. Mais il existe un troisième front sur lequel il est beaucoup plus difficile de se battre, car l'ennemi, c'est nous-mêmes. Il a nos propres traits, mais nous ne le reconnaissons pas et tantôt nous le rabattons du côté de la nature, tantôt nous en faisons une Némésis haineuse et vengeresse. Le mal qui nous fond sur la tête depuis ce troisième front est la contrepartie de notre faculté d'agir, c'est-à-dire de déclencher des processus irréversibles et qui n'ont pas de fin, lesquels peuvent se retourner contre nous et prendre la forme de puissances hostiles qui nous détruisent. Grand lecteur de Hannah Arendt, qu'il connaissait personnellement, Illich savait bien que cette faculté s'exerce d'abord dans le réseau des relations humaines. L'action et la parole engendrent des histoires dont nul ne peut se dire l'auteur et qui connaissent parfois, voire souvent, un dénouement tragique. De cette expérience primordiale de l'autonomisation de l'action par rapport aux intentions des acteurs sont probablement nés le sacré, la tragédie, la religion et la politique – autant de dispositifs symboliques et réels susceptibles de maintenir dans des limites cette capacité d'agir. Le fait totalement inédit qui caractérise nos sociétés fondées sur la science et la technique est que nous sommes désormais capables de déclencher de tels processus *dans et sur la nature elle-même.* Avec une prescience extraordinaire, Hannah Arendt analysait dès 1958 cette mutation de l'action dans son ouvrage majeur *Human Condition* [1]. Les sécheresses, cyclones et autres tsunamis de demain, ou tout simplement le temps qu'il fera, ce temps qui depuis toujours sert de métonymie à la nature, seront les produits de nos actions. Nous ne les aurons pas faits, au sens de fabriqués, car l'activité de fabrication *(poiesis* pour les Grecs), contrairement à l'action *(praxis),* a non seulement un commencement mais aussi une fin, dans les deux sens du terme: but et terminaison. Ils seront les produits inattendus des processus irréversibles que nous aurons déclenchés, souvent sans le vouloir ni le savoir.

[1] Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne* [1958], Paris, Calmann-Lévy. 1961, voir p. 259-261.

La philosophie politique française est pour l'essentiel restée étrangère à cette mutation de l'action. Depuis Sartre au moins, le bon intellectuel hexagonal non seulement ne connaît rien à la physique ni à la chimie, est parfaitement ignorant des principes de fonctionnement d'une centrale nucléaire ou d'un ordinateur, ne comprend rien à la théorie économique, mais il ne lui déplaît pas de s'en vanter ! Cette inculture crasse le condamne désormais à l'impuissance. Toutes les questions qui font aujourd'hui les gros titres du débat intellectuel et politique doivent être posées et traitées à nouveaux frais, dans le cadre d'une philosophie morale et politique qui donne à la nature et à la technique une place centrale. Dans l'actualité, la question de l'immigration occupe ajuste titre les esprits. On réfléchit aux critères qui vont nous permettre d'atteindre un *optimum* de population immigrée sur notre territoire. Comme les baigneurs de Thaïlande qui n'ont vu qu'au dernier moment la vague gigantesque déferler sur eux, nous ne semblons pas apercevoir les centaines de millions de malheureux qui, dans un avenir proche, chassés de chez eux par la sécheresse, la montée des eaux, les ouragans ou les tempêtes, chercheront un asile chez nous, pour fuir non plus seulement des régimes d'oppression, mais des territoires que nous aurons saccagés, sans même les connaître, par notre inconséquence. Ces vagues humaines rendront dérisoires nos pauvres calculs. L'action politique doit aujourd'hui se penser dans la perspective, non plus de la révolution à accomplir, mais de la catastrophe à repousser, s'il en est encore temps.

J'en viens à votre question sur la crise énergétique. Je me permets de la récuser. Non, il n'y a pas de crise énergétique, l'expression est à bannir… avec la dernière énergie. La première raison est résumée de manière abrupte par la formule qui fait le titre du livre de mon collègue du Conseil général des Mines, Henri Prévôt : nous souffrons de « trop de pétrole ! ». C'est lui qui m'a ouvert les yeux sur une faute grave que je commettais, à l'instar de tous ceux ou presque qui se piquent de s'intéresser à ce qu'on appelle bêtement l'« environnement » – comme si ces questions étaient *autour* de nous, donc extérieures à nous. Certes, les ressources fossiles (pétrole, gaz et charbon) s'épuisent à vue d'œil et nous n'en aurons plus bien avant la fin du siècle si les pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil s'engagent sur le même chemin que nous, comme ils le font déjà allègrement. Certes, les énergies de substitution ne sont pas au rendez-vous. Certes, on voit déjà se profiler une guerre qui sera sans merci entre les grandes puissances consommatrices, lesquelles se battront avec l'énergie du désespoir

pour s'approprier qui la dernière goutte de pétrole, qui la dernière tonne de charbon. La tension sur les prix, qui pourrait dégénérer en panique, amplifiée par une crise financière majeure, se fait déjà sentir. Les économistes libéraux en tirent satisfaction, confiants qu'ils sont dans les mécanismes du marché, qui saura selon eux opérer les substitutions nécessaires: les réserves, comme par miracle, se trouveront multipliées, car il sera rentable d'exploiter des gisements difficiles d'accès, des énergies qui n'étaient pas économiques, comme le solaire ou les biocarburants, le deviendront, etc.

Eh bien, tout cela se révèle être un écran de fumée qui dissimule l'extrême gravité de la menace climatique. Je vais citer un chiffre que tout citoyen du monde, toute personne en situation de décider même à un niveau très modeste, devrait connaître et méditer. Les experts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) ne savent pas nous dire ce que l'augmentation moyenne de la température du globe d'ici à la fin du siècle sera exactement à l'intérieur d'une fourchette qui va de 2 à 6 degrés Celsius. Il est à noter que la moitié de cette incertitude résulte de l'inconnue que représentent les politiques de réduction d'émissions des gaz à effet de serre qui seront suivies. Il y a là un cercle intéressant pour le philosophe, puisque ces politiques dépendront elles-mêmes évidemment des représentations que l'on se fera du sérieux de la menace - et ces représentations dépendent en partie de l'incertitude qui grève les prévisions. Quoi qu'il en soit, les mêmes experts nous assurent qu'au-delà de 2 degrés, soit la borne basse de la fourchette, les conséquences du réchauffement climatique seront redoutables. Je ne veux pas m'étendre sur ce sujet, car toute personne désireuse de s'informer – et il devient criminel ou fou de ne pas le faire – a le choix entre toute une série d'excellentes publications. Je veux simplement souligner ceci. Au-delà de la borne en question, le système climatique entrera dans un chaos qui fera franchir à des variables clés ce qu'on appelle des « points de basculement» *(tipping points).* Ces franchissements de seuils provoqueront à leur tour des phénomènes catastrophiques, lesquels amplifieront une dynamique auto-renforcée qui ressemblera à une chute dans l'abîme. Par exemple : la circulation profonde de l'Atlantique pourra s'arrêter, engendrant un refroidissement paradoxal de l'Europe; le permafrost (la terre gelée en permanence) qui recouvre l'Antarctique, en fondant, dégagera des quantités gigantesques de méthane, l'un des plus redoutables des gaz à effet de serre; etc. Nous ne savons pas où sont ces seuils, et lorsque

nous les découvrirons, c'est que nous les aurons franchis et il sera trop tard.

J'en viens au chiffre que j'ai promis de donner : *un tiers.* Si nous voulons éviter le désastre irréversible que serait une augmentation de la température de trois degrés à la fin du siècle, l'humanité doit s'astreindre impérativement à ne pas extraire du sous-sol dans les deux siècles qui viennent plus du tiers du carbone qui s'y trouve accumulé, sous forme de pétrole, de gaz et de charbon. Conclusion : *ce n'est pas de rareté qu'il faut parler, mais de surabondance :* nous avons trois fois trop de ressources fossiles. Or, je l'ai dit, la régulation du marché relayée par la dérégulation des paniques collectives va précipiter tout le monde, tête baissée et tant pis pour les plus faibles qu'on écrase ou piétine au passage, dans une course folle à qui s'emparera des ressources ultimes. Qui, quoi, peut arrêter cette débandade ?

La priorité absolue de la menace climatique

– Comment expliquez-vous ce décalage entre l'omniprésence du débat sur les réserves énergétiques et un certain ajournement du problème environnemental ?

Entre le moment où nous avons commencé ces entretiens, l'été dernier, et le moment de leur publication, donc en l'espace de six mois, les esprits ont beaucoup évolué. Des publications comme le rapport britannique Stern, des films comme *La vérité qui dérange* d'Al Gore, ont ébranlé les consciences, le premier en montrant qu'il en coûterait infiniment moins cher de lutter contre le réchauffement climatique que de laisser s'effondrer l'économie capitaliste sous l'effet de la dégradation de l'environnement, le second en jouant sur les émotions et la peur. Le cœur et le porte-monnaie. Cependant j'entendais récemment le président de la République française dire que deux dangers menacent la survie de l'espèce humaine : la raréfaction des ressources fossiles et le réchauffement climatique. Si vous m'avez suivi, ce « et » constitue une faute logique. S'il y a réchauffement climatique, alors les ressources ne sont pas rares, mais surabondantes.

Cela veut dire que l'opinion publique n'a pas encore pris la mesure des périls ni conscience de leur hiérarchie. Pourquoi ? Notre monde est dominé par l'économie et donc par les mouvements des prix qui anticipent les raretés futures. Mais aucun signal ne nous parvient de

l'avenir catastrophique que nous prépare la mise en chaos du climat. La menace est trop abstraite. Même lorsque nous savons que la catastrophe est devant nous, nous ne croyons pas ce que nous savons. Sur la base de nombreux exemples, un chercheur anglais a dégagé ce qu'il appelle un « principe inverse d'évaluation des risques » : la propension d'une communauté à reconnaître l'existence d'un risque serait déterminée par l'idée qu'elle se fait de l'existence de solutions. Comme les pouvoirs qui nous gouvernent, économiques et politiques, croient qu'un changement radical de nos modes de vie et un renoncement au « progrès » seraient le prix à payer pour éviter le désastre, et que cela leur paraît irréalisable, l'occultation du mal s'ensuit inévitablement.

La catastrophe n'est pas crédible. Elle n'est tenue pour possible qu'une fois réalisée, donc trop tard. C'est ce verrou que j'ai tenté de faire sauter avec mon « catastrophisme éclairé » [2].

– Quelle solution viable pourrait donc permettre de prévenir les effets du réchauffement climatique, ou en tout cas d'y remédier ?

J'attends beaucoup de la publication des travaux d'Henri Prévôt [3]. D'une rigueur exemplaire, ils montrent que la France peut s'engager sur un programme de division par trois des émissions de gaz à effet de serre dans les trente ou quarante ans qui viennent, qu'elle a intérêt à le faire même si elle agit seule, et cela sans dépenses excessives ni bouleversement des modes de vie. Ce « plan pour la France » implique cependant une réorientation drastique de notre appareil de production qui n'a de chance d'aboutir que si une volonté politique sans faille décide sans tarder de le mettre en œuvre [4] – ce qui ramène à la question de la formation de l'opinion publique.

Il est à noter que la démarche de Prévôt se veut complètement détachée de toute considération morale ou éthique. Elle n'est guidée que par la rationalité instrumentale et l'efficacité : nous voulons survivre ? Voici les moyens nécessaires. Prévôt dénonce la confusion des genres que, selon lui, pratiquent les mouvements écologistes. Ceux-ci condamneraient la manière dont nous vivons au nom d'une morale qui leur est propre, et tenteraient d'imposer ce jugement à tous leurs

[2] Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain.* Paris, Le Seuil, 2002 (2e éd., coll. « Points ». 2004).

[3] Henri Prévôt, *Trop de pétrole ! Energie fossile et changement climatique,* Paris, Le Seuil, 2007.

[4] Voir ici même l'article d'Henri Prévôt.

concitoyens en prenant prétexte de ce que ce mode de vie nous mène droit au désastre. Réfutant cette dernière affirmation, Prévôt pointe une certaine mauvaise foi écologiste.

Il est vrai que la crise environnementale peut mener droit à ce qu'André Gorz appelait l'écofascisme, un ordre moral imposé au nom de la survie. Mais ce que la dénonciation de Prévôt illustre, c'est que nous ne voulons pas de la survie à n'importe quel prix, en particulier au prix du renoncement à des valeurs fondamentales telles que l'autonomie morale. C'est donc bien qu'on ne peut séparer les dimensions techniques de la survie de la question éthique.

Selon le scénario le plus probable, pris dans les rets de la compétition mondiale et de la lutte pour la survie, les peuples et leurs gouvernements n'hésiteront pas à sacrifier les valeurs les moins sacrifiables. Le XXe siècle nous démontre à l'envi que lorsqu'une société a peur et se sent menacée dans son être et sa reproduction, le vernis qui sépare l'ordre du chaos, la civilisation de la barbarie, peut facilement craquer de toutes parts. À quoi servirait à l'humanité de se sauver elle-même si elle en venait à perdre son âme ? Or la panique qui s'emparerait des peuples de la Terre s'ils découvraient trop tard que leur existence est en jeu risquerait de faire sauter tous les verrous qui empêchent la civilisation de basculer dans la barbarie. Les forces de l'esprit et les valeurs de justice seraient balayées. Il existe donc une double menace, qu'il faut analyser simultanément : *la menace sur la survie* et *la menace sur les valeurs* [5]. On doit empêcher que la seconde se nourrisse de la lutte contre la première. C'est au moment même où elle comprend que sa survie est en danger que l'humanité prend conscience d'elle-même et de son unité. Il lui revient de se donner les moyens de continuer la tâche civilisatrice que son histoire a fait émerger. La reconquête du sens et de l'esprit est la chance à saisir en ce moment de crise.

Le plan Prévôt rend nécessaire **un recours important au nucléaire civil.** C'est un bel exemple de conflit possible entre l'exigence de survie et l'exigence sur les valeurs. Car la manière dont la catastrophe de Tchernobyl a été gérée par la technocratie nucléaire mondiale fait largement douter que l'on puisse assurer la sûreté de cette forme d'énergie par des moyens qui soient compatibles avec les

[5] Voir l'intervention dans ce débat de Frédéric Worms : “La catastrophe et l'injustice”, *Esprit,* novembre 2005.

principes de base d'une société ouverte, démocratique et juste [6]. **S'il s'avérait que l'opacité, la dissimulation et le mensonge sont les conditions nécessaires de cette sûreté**, l'équation énergétique et environnementale serait sans solution, à moins que **l'humanité use de sa liberté de choisir un autre mode d'accomplissement que le développement matériel.**

– La réponse à ces problèmes posés par la technologie sera-t-elle technologique ?

Je crois que la principale menace qui pèse sur l'avenir de l'humanité est la tentation de l'orgueil. La présomption fatale, c'est de croire que la technique, qui a mis à mal les systèmes symboliques qui contenaient dans des limites les débordements toujours possibles de l'action, pourra assumer le rôle que ceux-ci jouaient lorsque la capacité d'agir ne portait que sur les relations humaines et non sur la nature. Croire cela, c'est rester prisonnier d'une conception de la technique qui voit en celle-ci une activité rationnelle, soumise à la logique instrumentale, au calcul des moyens et des fins. Mais la technique relève aujourd'hui beaucoup plus de l'action que de la fabrication. Elle-même participe de cette capacité de déclencher des processus sans retour. S'abandonner à l'optimisme scientiste qui compte uniquement sur la technique pour nous sortir des impasses où nous a mis la technique, c'est courir le risque d'engendrer des monstres qui nous dévoreront.

Mon travail en philosophie et éthique des sciences m'a conduit à illustrer ce point fondamental sur ces technologies avancées dont on nous annonce la « convergence » : les nanotechnologies, qui manipulent la matière à l'échelle moléculaire et atomique, les biotechnologies, les technologies de l'information et les sciences cognitives. Je me suis intéressé au soubassement métaphysique et aux implications éthiques de ce nouveau paradigme à la mode, qui attire sur lui les milliards de dollars et fait déjà l'objet d'une concurrence féroce à l'échelle mondiale, d'ordre scientifique et technologique, mais aussi industriel et militaire.

La composante la plus visible du rêve nanotechnologique est de prendre le relais du *bricolage* qu'a constitué jusqu'ici l'évolution pour y substituer le paradigme de la conception *(design).* Damien Broderick, l'un des plus influents visionnaires du domaine, a dit tout le mépris que

---

[6] C'est la thèse que j'ai développée dans mon *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère,* Paris, Le Seuil. 2006.

lui inspirait la nature telle que l'homme l'a trouvée : « Ne peut-on penser que des nanosystèmes, conçus par l'esprit humain, court-circuiteront toute cette *errance darwinienne* pour se précipiter tout droit vers le succès du *design* ? » Il est fascinant de voir la science américaine, qui a dû se battre de haute lutte pour chasser de l'enseignement public toute trace de créationnisme, y compris dans ses avatars les plus récents, comme *l'intelligent design,* retrouver par le biais du programme nanotechnologique la problématique du *design,* avec simplement désormais l'homme dans le rôle du démiurge.

Le philosophe pourrait se frotter les mains, se croyant en terrain connu. S'incarnerait ici le dessein que Descartes assigne à l'homme grâce au truchement de la science et de la technique : se rendre comme maître et possesseur de la nature, y compris de la nature humaine. La nature devient artificielle, l'homme se rebelle contre le donné, et, avant tout, contre tout ce qui constitue sa finitude.

Ce serait rater ce qu'il y a de profondément inédit dans les technologies actuelles. Avec les nanobiotechnologies, l'homme prend la relève des processus biologiques, il participe à la fabrication de la vie. Or celui qui veut fabriquer – en fait, *créer* – de la vie ne peut pas ne pas viser à reproduire sa capacité essentielle, qui est de créer à son tour du radicalement nouveau. Un autre visionnaire influent, Kevin Kelly, a eu ce mot : « Il nous a fallu longtemps pour comprendre que la puissance d'une technique était proportionnelle à son "incontrôlabilité" *[out-of-controlness]* intrinsèque, à sa capacité à nous surprendre en engendrant de l'inédit. En vérité, si nous n'éprouvons pas de l'inquiétude devant une technique, c'est qu'elle n'est pas assez révolutionnaire. » Le « nano-rêve » étant en dernière instance de déclencher dans la nature des processus complexes irréversibles, l'ingénieur de demain ne sera pas un apprenti sorcier par négligence ou incompétence, mais par dessein *(design).* Le vrai *design,* aujourd'hui, n'est pas la maîtrise, mais son contraire.

Avec Illich et après lui…

– Que doit votre travail en philosophie de la technique à votre rencontre avec Ivan Illich ? Comment avez-vous collaboré avec lui avant de vous éloigner pour finalement revenir vers sa pensée avec vos travaux sur la crise climatique et les nanotechnologies ?

Ma rencontre avec Ivan Illich au début des années 1970 a été décisive pour mon itinéraire intellectuel et pour ma vie tout court. Polytechnicien, membre du corps des Mines, mon destin était tout tracé : j'allais devenir un de ces grands patrons à la française, pétri de positivisme et de scientisme, ou bien un membre de la haute administration technique, animé par le souci de l'intérêt général et sûr de sa supériorité intellectuelle. Mais j'ai toujours eu une méfiance instinctive du pouvoir, fût-il occulte. Déjà rebelle, travaillé par le doute et les problèmes existentiels, j'avais décidé de devenir chercheur en sciences humaines, conservant de ma formation un fort penchant au rationalisme. Ma première recherche porta sur l'institution médicale et la consommation de soins de santé, qui déjà à l'époque échappait à tout contrôle. Le point d'application en fut le rôle que joue la prescription de médicaments dans la relation médecin-malade. J'étais jeune, mais déjà la question du rapport au corps, à la maladie, à la souffrance et à la mort me taraudait, pour des raisons qui touchent à mon expérience familiale. Le livre [7] qui consigna le résultat des recherches de mon équipe fit scandale et m'assura une certaine notoriété dont je me serais bien passé. À cette époque Ivan Illich avait déjà publié ses travaux sur l'école, les transports et se tournait vers la médecine. Il apprit mon existence par Jean-Marie Domenach, qui nous présenta l'un à l'autre. Une forte amitié, tant intellectuelle que personnelle, en résulta, qui devait m'amener à faire plusieurs fois au cours de la décennie 1970 le voyage de Cuernavaca, cette ville-jardin (à l'époque) située à quelque 60 kilomètres au sud de Mexico où Illich avait établi son centre de rencontres. En 1975, nous travaillâmes ensemble à la rédaction de la version française de son grand livre sur la médecine, *Némésis médicale. L'expropriation de la santé* [8]. Le chapitre trois, qui expose la théorie générale de la contre-productivité, est essentiellement de mon cru. L'Amérique latine, qui allait jouer un rôle si structurant dans ma vie, me fascinait, et le simple fait d'avoir à m'y rendre régulièrement pour rencontrer ce personnage incroyablement charismatique que fut Ivan Illich ne comptait pas pour peu, je l'avoue, dans ma dévotion.

---

[7] Jean-Pierre Dupuy et Serge Karsenty, *L'invasion pharmaceutique,* Paris, Le Seuil, 1974 (2eéd., coll. « Points », 1977).

[8] Ivan Illich et Jean-Pierre Dupuy, *Némésis médicale. L'expropriation de la santé,* Paris, Le Seuil, 1975 (2e éd., coll. «Points», 1981. Voir I. Illich, *Œuvres complètes,* 2 vol., Paris, Favard, 2005 et 2006).

Esprit m'a déjà donné plusieurs fois l'occasion de dire tout ce que je dois à Ivan Illich [9]. Je voudrais me limiter ici à un thème dont l'énoncé prolonge notre conversation : l'invisibilité du mal. Ces cinq dernières années, réfléchissant philosophiquement à la question des catastrophes majeures, naturelles, industrielles ou morales, j'ai eu à solliciter la pensée de trois penseurs qui furent, comme Illich, juifs et de langue maternelle allemande : Hannah Arendt, son premier époux, Gunther Anders, et celui qui les présenta l'un à l'autre, Hans Jonas. Contrairement à Illich, ce furent des philosophes professionnels, tous trois élèves de Heidegger. J'ai trouvé chez eux, surtout chez Anders, des résonances très fortes, bouleversantes même, avec Illich. C'est sans doute cela qui explique chez moi un certain retour récent à la pensée de ce dernier.

J'avançais tout à l'heure une première raison pour laquelle il est trompeur de parler de crise énergétique : nous avons trop de ressources fossiles. La seconde, c'est Illich lui-même qui la donne dans son *Energie et équité* [10] *: «* Les propagandistes de la crise de l'énergie soulignent le problème de la pénurie de nourriture pour les esclaves producteurs d'énergie » dont les hommes croient devoir dépendre pour vivre bien. « Moi, rétorque Illich, je me demande si des hommes libres ont vraiment besoin de tels esclaves. »

Les lecteurs *d'Esprit* sont familiers de la critique illichienne de la contre-productivité des grandes institutions de la société industrielle. Ce qu'il faut noter, c'est qu'elle évite le piège du « moralisme » qui hérisse tant Henri Prévôt. Comme lui, Illich – au moins en apparence – se retranche derrière la rationalité instrumentale et l'efficacité. Vous voulez perdre moins de temps à vous déplacer ? Renoncez, au-delà d'un certain seuil, à l'usage des transports motorisés. La santé est pour vous une valeur qui n'a pas de prix ? Détournez-vous – au-delà d'un certain seuil – de l'institution médicale. Passé ces seuils critiques – on trouve chez Illich cette notion centrale de *tipping point,* dans le domaine social et politique – il est inévitable que la médecine détruise la santé, les

---

[9] Voir ses articles récents dans *Esprit:* « De Lisbonne (1755) à Sumatra (2005), sur le mal, nous n'avons rien appris », mai 2005 et « La médicalisation de la vie. Médecine et pouvoir: en hommage à Ivan Illich », octobre 2004. Et, pour se limiter aux dernières années : « Le détour et le sacrifice. Ivan Illich et René Girard », *Esprit,* mai 2001, p.26-46; « La médicalisation de la vie. Médecine et pouvoir: en hommage à Ivan Illich », *Esprit,* octobre 2004, p.26-39.

[10] I. Illich, *Énergie et équité,* avec une annexe de J.-P. Dupuy, Paris, Le Seuil, 1975, p. 9-10.

transports immobilisent, l'éducation rende bête et les télécommunications sourd et muet. Provocations ? Non pas, si l'on définit les « valeurs d'usage » comme le fait Illich, non seulement en termes physiques, mais dans toutes leurs dimensions culturelles et symboliques. C'est en ce point que le thème de l'invisibilité du mal intervient.

Pourquoi restons-nous aveugles au fait avéré que nous consacrons, chacun d'entre nous, plus du quart de notre vie éveillée au transport, si l'on tient compte du temps que nous passons à travailler pour nous payer les moyens de déplacement ? Précisément parce que le transport industriel masque cette absurdité en substituant au temps de déplacement effectif du temps de travail. Or, même si le travail et le *travel* (déplacement en anglais) sont linguistiquement des doublons [11], le premier, sous sa face emploi, se trouve, dans nos calculs économiques implicites, plus du côté des avantages que de celui des coûts, plus du côté des fins que de celui des moyens. Pourquoi ne voyons-nous pas que la promesse d'immortalité que véhiculent les nanobiotechnologies est non seulement mensongère mais destructrice de ce qui fait la santé « structurelle » de l'homme ? Parce que nous n'avons pas compris que la santé, ce n'est pas seulement le « silence » des organes, c'est avant tout la capacité autonome, nourrie d'une culture et d'une tradition, de faire face à la souffrance et à la mortalité, et plus généralement à la finitude de l'homme, en leur donnant sens, en les insérant dans une histoire. Cela devient impossible lorsque, comme le clame l'un des « nanochampions », elles sont traitées comme des « problèmes » en attente d'une solution technique.

Mon travail sur Tchernobyl m'a confronté brutalement à la question de l'invisibilité du mal. L'invisibilité physique, d'abord, puisque c'est l'absence qui frappe le regard de celui qui parcourt l'immense zone contaminée qui s'étend de l'Ukraine à la Biélorussie : absence des villages rasés, des personnes déplacées ; absence de vie dans les villes qui restent debout mais sans habitants pour les vingt mille prochaines années. Et le mal, en l'occurrence les radiations, est sans saveur ni odeur. L'invisibilité statistique, plus sournoisement, qui explique qu'entre les évaluations du nombre de morts les chiffres varient de 1 à 50 : lorsque les doses radioactives sont très étalées dans le temps et distribuées sur une vaste population, il est impossible de dire d'une quelconque personne désignée qui meurt d'un cancer ou

[11] Issus du latin *trepalium,* instrument de torture à trois pieux.

d'une leucémie qu'elle est morte du fait de Tchernobyl. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la probabilité qu'elle avait *a priori* de mourir d'un cancer ou d'une leucémie a été très légèrement accrue du fait de Tchernobyl. Les dizaines de milliers de morts qu'aura selon moi causées la catastrophe ne peuvent donc être *nommées.* La thèse officielle consiste à en conclure qu'elles n'existent pas. C'est un crime éthique.

Nous avons plus à craindre aujourd'hui les industriels du bien que les méchants. Cette thèse illichienne sur la déconnexion du mal par rapport aux intentions de ceux qui le commettent doit être rapprochée des analyses d'Anders et d'Arendt méditant sur Auschwitz et Hiroshima [12]. Le scandale qui n'a pas fini de bouleverser les catégories qui nous servent encore à juger le monde, c'est qu'un mal immense puisse être causé par une absence de malignité; qu'une responsabilité monstrueuse puisse aller de pair avec une absence d'intentions mauvaises. En visite à Hiroshima en 1958, Anders écrivait : « Le caractère invraisemblable de la situation est tout bonnement à couper le souffle. À l'instant même où le monde devient apocalyptique, et ce par notre faute, il offre l'image… d'un paradis habité par des meurtriers sans méchanceté et par des victimes sans haine. Nulle part il n'est trace de méchanceté, il n'y a que des décombres. »

Anders parle d'« aveuglement face à l'apocalypse ». L'une de ses dimensions principales est le « décalage » (*Diskrepanz*) entre notre capacité de produire, de fabriquer, de réaliser, de créer (*herstellen*) et notre capacité, ou plutôt notre incapacité, à nous représenter, à concevoir, à imaginer (*vorstellen*) les produits et les effets de nos fabrications. Si le savoir se réduit au savoir-faire, surenchérit Arendt, alors c'est la pensée qui est sacrifiée, et les pires horreurs deviennent possibles.

Dans son *Eichmann à Jérusalem,* Arendt diagnostique l'infirmité d'Eichmann comme «manque d'imagination ». Anders aura montré que ce n'est pas l'infirmité d'un homme, mais de tous les hommes, lorsque leur capacité de faire, et de détruire, devient disproportionnée à la condition humaine. Anders pronostiquait que l'homme allait être rendu « obsolète » par ses productions, et qu'il disparaîtrait accablé par le sentiment de honte de ne pas être soi-même le produit d'une

[12] J.-P. Dupuy, *Petite métaphysique des tsunamis,* Paris, Le Seuil, 2005.

fabrication, la honte d'être né et de ne pas avoir été fait. Cette « honte prométhéenne » devait fortement influencer Sartre et l'existentialisme.

La critique des sciences cognitives

– Quelles ont été les étapes successives de votre parcours philosophique au-delà ou en deçà de la philosophie de la technique ?

C'est le chemin que j'ai parcouru avec Illich qui m'a fait entrer en philosophie, au prix d'une double négation : arrachement à la technocratie qui était mon destin, d'abord, grâce à Illich ; détachement par rapport à ce que je jugeais être un certain irrationalisme dans la rhétorique (mais non pas la pensée) illichienne, ensuite.

J'ai raconté ailleurs [13] comment j'ai connu chez Illich ou par lui certains des fondateurs de la théorie des systèmes complexes à auto-organisation : Heinz von Foerster, Henri Atlan et Francisco Varela. À l'époque, il s'agissait d'une branche marginale des sciences cognitives qui, depuis, a connu une éclatante revanche. C'est autour de ces idées que j'ai bâti avec Jean-Marie Domenach le projet d'un centre de recherches philosophiques pour l'École polytechnique, où lui et moi enseignions. Ce fut le CREA [14], dont l'histoire se confond avec mon propre parcours à partir de 1981.

Entre autres choses, le CREA aura été le berceau des sciences cognitives en France. Contrairement à ce que beaucoup pensent, je n'en fus jamais un zélote, bien au contraire. La critique de ce paradigme matérialiste, mécaniste et réductionniste qui fonctionne comme un bulldozer a constitué l'essentiel de mes travaux en philosophie et histoire des sciences [15]. Ma recherche actuelle sur les fondements philosophiques des nanotechnologies en représente le point d'aboutissement. On peut en effet dire qu'avec les technologies convergentes (*nano, bio, info, cogno*), les thèmes de l'auto-organisation et de la complexité, qui n'étaient encore que des idées lorsque nous les

[13] J.-P. Dupuy, *Ordres et désordres,* Paris, Le Seuil, 1982 (2e éd. 1990).

[14] Centre de Recherche en Epistémologie Appliquée. [originellement : Centre de Recherche en Epistémologie et Autonomie, NdE]

[15] J.-P. Dupuy, *Aux origines des sciences cognitives,* Paris, La Découverte. 1994 *(The Mechanization of the Mind,* Princeton, Princeton University Press, 2000).

explorions en pionniers dans les années 1980, sont en voie de s'inscrire aujourd'hui dans la matière, pour le meilleur ou pour le pire.

La figure de l'auto-organisation a aussi été le point de départ de mes recherches en philosophie économique, sociale, morale et politique, qui ont occupé la moitié de mon temps dans les décennies 1980 et 1990. Elle m'a permis de revisiter cette tradition libérale qui naît au cœur des Lumières écossaises (David Hume, Adam Smith, Adam Ferguson) et connaît son point d'aboutissement dans la philosophie sociale de Friedrich Hayek. Parmi les philosophes politiques français, je me suis trouvé toujours un peu isolé pour m'intéresser à cette tradition, sans doute jugée trop proche de la théorie économique pour être vraiment admise au royaume de la philosophie – ce que je juge être une absurdité [16].

En matière de philosophie économique, précisément, j'ai contribué avec des économistes comme André Orléan et Olivier Favereau à la constitution d'un nouveau paradigme, que nous avons nommé l'« économie des conventions », en référence à la notion de convention introduite par Hume dans le *Traité,* ni autorégulation marchande, ni régulation étatique. Cela m'a amené à explorer les possibilités de fertilisation croisée entre les sciences cognitives et les sciences sociales, en particulier sur la question de l'échange symbolique et sur celle de l'omniprésence du religieux dans les sociétés humaines.

La possibilité de fonder une éthique de type kantien (« déontologie » dans le jargon de la philosophie morale) avec les ressources de la théorie du choix rationnel est un défi que la philosophie morale de type analytique (qui s'écrit aujourd'hui essentiellement en anglais) a tenté de relever de multiples manières. J'en ai proposé un bilan systématique [17], en m'intéressant prioritairement à la *Théorie de la justice* de John Rawls, que j'ai publiée au Seuil, en 1987, dans la traduction de Catherine Audard. C'est au CREA que les premières études rawlsiennes se sont développées en France dans les années 1990.

Mes recherches en philosophie de l'action m'ont conduit à interroger les fondements métaphysiques de la théorie du choix

---

[16] Id., *Introduction aux sciences sociales,* Paris, Ellipses, 1992; *Libéralisme et justice sociale,* Paris, Hachette, coll. «Pluriel», 1997 ; *Éthique et philosophie de l'action.* Paris, Ellipses, 1999.

[17] J.-P. Dupuy, *le Sacrifice et l'envie,* Paris, Calmann-Lévy, 1992.

rationnel et de la théorie des jeux et à revisiter pour ce faire la question du libre-arbitre et du déterminisme ouverte par l'argument dominateur de Diodore Kronos. Mes réflexions sur l'insuffisance radicale du cadre probabiliste pour les choix dans un monde incertain ont débouché sur une critique radicale du (trop) fameux « principe de précaution » et m'ont amené à fonder cette attitude philosophique que j'ai nommée le « catastrophisme éclairé ».

J'aurai ainsi séjourné dans des contrées philosophiques très diverses, mais je dois vous avouer que, chaque fois, je l'aurai fait beaucoup plus comme anthropologue que comme indigène. Des sciences cognitives à la philosophie politique, de l'économie théorique à la métaphysique rationnelle, j'ai toujours traité les œuvres que j'étudiais, commentais, critiquais et, parfois, contribuais à développer, comme des symptômes plus que comme des corpus ayant une valeur intrinsèque. Sans être un « déconstructeur » patenté, j'ai par rapport aux textes le même rapport que Derrida, m'intéressant avant tout aux failles, aux contradictions, aux paradoxes, et cela, non pour déclarer les textes nuls et non avenus, mais pour leur faire dire beaucoup plus que ce qu'ils disent explicitement lorsqu'ils se ferment sur eux-mêmes dans un souci de cohérence. Dans cette quête du sens, j'ai été guidé par mon travail sur l'anthropologie de René Girard [18], dont l'influence sur ma pensée n'aura pas été moindre que celle d'Ivan Illich – ce qui n'autorise pas à dire que j'aurai été le disciple de l'un ou de l'autre.

Il y a eu des ruptures dans ce parcours. Après le choc du 11 septembre 2001, j'ai cessé de prendre au sérieux de grands pans de la philosophie sociale et politique à laquelle je m'étais intéressé. Dans un livre qui manifeste ce retournement [19], je me suis laissé aller à écrire de l'œuvre de Rawls :

> « Elle concerne un monde possible, qui serait peuplé de zombies raisonnables complètement étrangers au tragique de la condition humaine, mais ce monde n'est pas le nôtre, hélas peut-être. L'irénisme naïf, pompeux, académique et quelquefois ridicule des développements de *Théorie de la justice* m'apparaît aujourd'hui une faute contre l'esprit. Ne pas voir le mal pour ce qu'il est, c'est s'en rendre complice ».

---

[18] Paul Dumouchel et Jean-Pierre Dupuy, *l'Enfer des choses. René Girard et la logique de l'économie,* Paris, Le Seuil, 1979.

[19] J.-P. Dupuv, *Avions-nous oublié le mal ? Penser la politique après le 11 septembre,* Paris, Bayard, 2002.

Des collègues ne m'ont pas pardonné ce qu'ils appellent ma trahison.

Permettez-moi de me justifier un instant. La philosophie politique et morale aujourd'hui se partage entre les doctrines « utilitaristes » de l'harmonie naturelle ou artificielle des intérêts et les doctrines déontologiques, lesquelles entendent élever l'individu égoïste et calculateur au rang de sujet universel, opérant ce décentrement soit par l'abstraction (Rawls) soit par la communication (Habermas). C'est tantôt comme problème, tantôt comme solution que l'« égoïsme » se présente, mais il a dans tous les cas pour principal effet d'occulter ce que Rousseau appelait la « méchanceté », c'est-à-dire la place centrale que tient l'Autre dans nos existences. Aucune de ces doctrines ne va plus loin que la question du bon dosage entre égoïsme et altruisme. La question centrale qu'elles traitent est celle du juste sacrifice des intérêts de certains pour le bien de tous ou le bien commun. Aucune ne se situe dans l'univers qui est désormais le nôtre, où certains n'hésitent pas à se sacrifier pour maximiser le mal, et non pas le bien. Le ressentiment est une notion inconnue des théories de la justice. Aussi bien la tâche urgente est-elle moins théorique que pratique : étant entendu qu'on ne supprimera pas le ressentiment, la seule question pertinente est de savoir comment on peut en minimiser ou en différer les effets, les canaliser vers des formes bénignes voire productives.

L'un des traits qui contribuent à l'illimitation de la violence moderne est le statut quasi sacré donné à la position de victime. L'universalisation du souci pour les victimes révèle de la façon la plus éclatante que la civilisation est devenue une à l'échelle de la planète entière. Partout, c'est au nom des victimes, réelles ou prétendues, que l'on persécute, tue, massacre ou mutile. C'est, en bonne « logique », au nom des victimes d'Hiroshima que les *kamikaze* islamiques ont frappé l'Amérique.

J'ai fait des propositions pour penser et implémenter une justice qui échappe au ressentiment victimaire. Lorsque le puissant, ou celui qui est vu comme tel, humilie l'autre, il l'incite à s'installer dans le statut commode de victime et toute négociation devient impossible. La négociation entre inégaux présuppose qu'ils se voient comme égaux au regard du droit et de la morale. Mais dans le cadre de la justice victimaire, moralement, c'est l'inférieur qui domine absolument le supérieur, comme un dieu vengeur ses créatures pécheresses. En guise de compensation, le « persécuteur » est tenu de rétribuer sa « victime »

pour le ressentiment qu'elle éprouve, et *seul un prix infini* permettrait au premier de s'acquitter de sa dette. Pour sortir de ce piège, il est nécessaire qu'un dialogue s'instaure entre les parties, puisque le seul fait qu'elles y participent rétablit au moins partiellement l'égalité morale. C'est évidemment au plus favorisé, ou celui qui apparaît comme tel à un regard extérieur et non partisan, de prendre l'initiative du dialogue.

Le choix du catastrophisme éclairé

– Comment, dans la lignée de Hans Jonas, en êtes-vous arrivé à travailler sur l'éthique et la métaphysique, et à définir ce que vous appelez le catastrophisme éclairé ?

La thèse du catastrophisme éclairé est au confluent de beaucoup de mes recherches passées dont la diversité pouvait ressembler à de la dispersion et qui trouvent là une forme d'unité complexe. C'est en ce point « apocalyptique » que tout semble se nouer : mes recherches militantes sur l'avenir du monde, certes, et la nécessité d'un nouveau modèle de civilisation où la science et la technique seraient mises au service du développement des capacités autonomes. Mais je dois avouer, comme peu de mes lecteurs l'ont compris, que ce ne fut pas cela la cause immédiate de mes recherches « catastrophistes ». Ce fut bien plutôt d'une part mes travaux philosophiques sur les fondements d'une éthique rationnelle et la métaphysique temporelle sous-jacente à la théorie du choix rationnel et à la théorie des jeux ; d'autre part mes recherches sur l'anthropologie de la violence et du sacré. Comme Hans Jonas, en effet, je pense que la solution, s'il en existe, à nos problèmes ne peut être que politique à l'échelle mondiale ; mais qu'on ne changera pas la politique sans d'abord concevoir une nouvelle éthique, que Jonas a nommée l'« éthique du futur» – comprendre l'éthique qui entend préserver la possibilité d'un avenir pour l'homme ; et que cette éthique présuppose une nouvelle métaphysique que, contrairement à Jonas, j'ai tenté de bâtir avec les instruments de la philosophie (et de la théologie) analytiques. C'est, comme ce fut le cas pour Jonas mais surtout pour Anders, sur le problème de l'efficacité et de l'éthique de la dissuasion nucléaire que pour moi tout s'est joué.

Pendant plus de quatre décennies de guerre froide, la situation dite de « vulnérabilité mutuelle » ou « destruction mutuelle assurée » (MAD en anglais) aura donné à la notion *d'intention dissuasive* un rôle majeur,

tant au plan de la stratégie qu'à celui de l'éthique. L'essence de l'intention dissuasive se trouve tout entière contenue dans la réflexion suivante, faite presque sans broncher par un stratège français : « Nos sous-marins sont capables de tuer cinquante millions de personnes en une demi-heure. Nous pensons que cela suffit à dissuader quelque adversaire que ce soit. » Que cette proposition ait pu passer pour le comble de la sagesse et de la rationalité et qu'on puisse la créditer d'avoir assuré la paix du monde pendant toute cette période que d'aucuns vont jusqu'à regretter aujourd'hui, laisse pantois. Rares pourtant sont ceux qui s'en sont émus. Pourquoi ?

Une réponse couramment admise aura été qu'il ne s'agit précisément ici que d'une intention, et non d'un passage à l'acte ; et encore d'une intention d'un genre si particulier que c'est précisément parce qu'on la forme que les conditions qui amèneraient à la mettre à exécution ne sont pas réunies : l'adversaire étant par hypothèse dissuadé n'attaque pas le premier, et l'on n'attaque jamais soi-même en premier, ce qui fait que personne ne bouge. On forme une intention dissuasive *afin de* ne pas la mettre à exécution. Les spécialistes parlent d'intention auto-invalidante (*self-stultifying intention*), ce qui donne un nom à l'énigme à défaut de la résoudre.

Ceux qui se sont penchés sur le statut, tant stratégique que moral, de l'intention dissuasive lui ont de fait trouvé un statut extrêmement paradoxal. Ce qui peut la faire échapper à la condamnation éthique est cela même qui la rend nulle sur le plan stratégique, puisque son efficace est directement liée à… l'intention que l'on a de vraiment la mettre à exécution. Quant au point de vue moral, telles les divinités primitives, l'intention dissuasive paraît conjoindre la bonté absolue, puisque c'est grâce à elle que la guerre nucléaire n'a pas lieu, et le mal absolu, puisque l'acte dont elle est l'intention est une abomination sans nom.

Tardivement, certains comprirent qu'il n'est nul besoin d'intention pour rendre la dissuasion nucléaire efficace. La divinité se révélait être un faux dieu. La simple existence d'arsenaux se faisant face, sans que la moindre menace de les utiliser soit proférée ou même suggérée, suffisait à ce que les jumeaux de la violence se tinssent cois. L'apocalypse nucléaire ne disparaissait pas pour autant du tableau, ni une certaine forme de transcendance. Sous le nom de dissuasion «existentielle», la dissuasion apparaissait désormais comme un jeu extrêmement périlleux consistant à faire de l'anéantissement mutuel un *destin.* Dire qu'elle fonctionnait signifiait simplement ceci : tant qu'on

ne le tentait pas inconsidérément, il y avait une chance que le destin nous oublie – pour un temps, peut-être long, voire très long, mais pas infini.

En définitive, si la dissuasion nucléaire a maintenu un temps le monde en paix, c'est en projetant le mal hors de la sphère des hommes, en en faisant une extériorité maléfique mais *sans intention mauvaise,* toujours prête à fondre sur l'humanité mais sans plus de méchanceté qu'un tremblement de terre ou un tsunami, avec cependant une puissance destructrice capable de faire pâlir la Nature d'envie. Cette menace suspendue au-dessus de leurs têtes a donné aux princes de ce monde la prudence nécessaire pour éviter l'abomination de la désolation qu'aurait été une guerre thermonucléaire les détruisant les uns et les autres et le monde avec eux.

Cependant, tout cet édifice reposait sur des prémisses qui ne sont plus satisfaites aujourd'hui, en particulier l'hypothèse hobbesienne que dans cet étal de nature qu'est la prétendue « communauté internationale », chacun a cette rationalité minimale que constitue le souci de se maintenir en vie (*self-preservation*). Dans la perspective d'un monde multipolaire où des dizaines d'agents disposeront d'armes de destruction massive et où certains d'entre eux n'hésiteront pas à « se sacrifier » pour maximiser le mal autour d'eux, tout l'édifice intellectuel, symbolique et institutionnel qui a permis à l'humanité jusqu'ici de ne pas s'auto-éliminer dans la violence intestine, est à reconstruire à nouveaux frais.

Ce qui rend légitime de rapprocher le problème des catastrophes majeures qui pèsent sur l'avenir de l'humanité (par exemple la mise en chaos du climat et de tous les écosystèmes) de la dissuasion nucléaire est précisément l'interprétation de celle-ci en termes de dissuasion existentielle. La structure, dans les deux cas, est la même : non pas un duel à mort opposant deux adversaires, mais un seul protagoniste, l'humanité, ayant affaire à sa propre violence, réifiée, extériorisée. L'obstacle à la prise de conscience et à l'action est identique : même lorsqu'on sait qu'elle va se produire, la catastrophe n'est pas crédible. Nous savons, ou nous devrions savoir, mais nous ne croyons pas ce que nous savons.

Le catastrophisme éclairé est une ruse qui consiste à faire comme si nous étions la victime d'un destin tout en gardant à l'esprit que nous sommes la cause unique de notre malheur. Il nous faut vivre désormais les yeux fixés sur cet événement impensable, l'autodestruction de

l'humanité, avec l'objectif, non pas de le rendre impossible, ce qui serait contradictoire, mais d'en retarder l'échéance le plus possible. Il s'agit de se coordonner sur un projet négatif qui prend la forme d'un avenir fixe *dont on ne veut pas.* Le paradoxe de l'autoréfutation veille : si l'on réussit à éviter l'avenir indésirable, comment peut-on dire qu'on se sera coordonné, fixé sur l'avenir en question ? J'ai montré qu'il y avait une solution rationnelle à ce paradoxe, et qu'elle fait signe vers la figure du tragique – l'événement tragique relevant à la fois de l'accident et de la fatalité, à l'instar d'Œdipe tuant son père au carrefour funeste ou de Meursault l'Étranger tirant sur l'Arabe sous le soleil d'Alger. C'est seulement *parce que* l'apocalypse est inscrite dans l'avenir qu'elle peut ne pas se produire.

Comme le dit Hölderlin :

> *„Wo aber die Gefahr ist, wächst das Rettende auch."*
>
> « Mais là où il y a danger, croît aussi ce qui sauve. »

Propos recueillis par Olivier Mongin, Marc-Olivier Padis et Nathalie Lempereur.

Jean-Pierre Dupuy

Tchernobyl et l'invisibilité du mal

Article paru dans la revue *Esprit*, mars-avril 2008.

> « Ah, dit la souris, le monde se rétrécit chaque jour. Au début, il était si vaste que j'en éprouvai de l'angoisse. Mais je continuai à courir et fut bien aise de voir enfin, au loin, des murs à droite et à gauche. Mais ces longs murs se rapprochent si vite l'un de l'autre que me voici déjà dans la dernière pièce, où, dans un coin, se trouve le piège vers lequel je me précipite.
>
> — Il faut simplement que tu coures dans une autre direction », dit le chat, et il la croqua.
>
> Franz Kafka, *Petite fable*.

Nous ne pouvons pas ne pas le voir, là, devant nous, ce mur vers lequel nous fonçons à tombeau ouvert ! Cependant nous ne faisons rien pour ralentir la course, sans même parler d'une inconcevable marche arrière. Cet « aveuglement devant l'Apocalypse » dont parlait Gunther Anders est une des questions les plus vexantes que l'étude des catastrophes amène à poser. Nous savons, mais sans doute parce que nous espérons un miracle, nous n'arrivons pas à croire ce que nous savons. Jamais l'espoir n'a été synonyme à ce point d'irrationalité.

« Rendre visible le mal invisible », c'était le mot d'ordre d'Ivan Illich. J'ai essayé de lui être fidèle dans mon analyse de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, survenue en Ukraine le 26 avril 1986. Il a suffi d'un unique séjour dans la « zone des trente kilomètres », à l'intérieur de ce cercle centré sur « la chose » qui délimite plus ou moins arbitrairement une aire où la mort l'emporte sur la vie, pour me marquer pour le reste de mon existence. La dissonance cognitive et

émotionnelle entre cette expérience et la bonne conscience mondiale m'a, je crois, dessillé les yeux [1].

Tchernobyl est un symbole qui transcende le cas Tchernobyl. C'est le symbole de l'avenir énergétique et environnemental de la planète, c'est-à-dire de l'avenir de l'humanité. Si nous voulons éviter une catastrophe climatique majeure, nous devons impérativement nous interdire d'extraire du sous-sol plus du tiers des ressources fossiles, pétrole, gaz et charbon, qui s'y trouvent encore enfouies. Jamais le marché de l'énergie ne sera capable d'un tel effort d'autolimitation : il ne réagit qu'à la rareté des ressources, or celles-ci apparaissent comme très fortement surabondantes si l'on tient compte de la contrainte climatique. La nucléocratie mondiale le sait et si elle agit tant, publiquement et en sous-main, pour attirer l'attention sur la menace environnementale, c'est qu'elle y voit la grande chance du nucléaire civil.

Je ne suis aucunement un militant antinucléaire. Il se peut que le nucléaire civil représente provisoirement, mais très partiellement, une réponse à la double menace de la mise en chaos du système climatique et de ce qu'il est convenu d'appeler la crise énergétique. Mais nous ne voulons pas de la survie à n'importe quel prix. La fission nucléaire se dit capable, avec les futurs générateurs à neutrons rapides, de produire de l'électricité sûre en utilisant un matériau fissile très abondant et en recyclant une partie des déchets. Soit. Mais à quel prix en termes politiques ? Choisir cette technique, c'est choisir un type de société qui s'oblige à ne faire *aucune* erreur sur des durées invraisemblables. C'est une condition que le nucléaire civil partage avec la dissuasion du même nom : la première erreur majeure est une erreur de trop. Je ne crois pas que cela soit compatible avec les principes de base d'une société ouverte, démocratique et juste. La façon dont la catastrophe de Tchernobyl a été gérée par la nucléocratie mondiale en fournit une bien triste illustration. S'il s'avérait que l'opacité, la dissimulation et le mensonge sont les conditions nécessaires de la sûreté nucléaire, l'équation énergétique et environnementale serait sans solution, à moins que l'humanité use de sa liberté de choisir un autre mode d'accomplissement que le développement matériel.

---

[1] Voir mon *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère*, Paris, Le Seuil, 2006. [Il a tout de même fallu 20 ans à Dupuy pour découvrir tout cela… ; NdE]

L'invisibilité du mal, dans le cas de Tchernobyl, se décline selon trois composantes que j'analyserai tour à tour: l'invisibilité physique, l'invisibilité statistique et l'invisibilité contrefactuelle.

L'invisibilité physique

Déambulant à travers les paysages magnifiques et contaminés de l'Ukraine ou de la Biélorussie, on se raidit, on se durcit. C'est qu'on ne voit rien, le mal est partout et nulle part, il en paraît d'autant plus redoutable. L'émotion se nourrit, non pas de ce que les sens nous disent, mais de ce que l'on sait, ou de ce que l'on croit savoir, au sujet de la tragédie. C'est l'absence qu'il faut se représenter pour pouvoir sentir quelque chose. Rien n'est plus difficile que de se figurer la présence de l'absence. J'en fis l'expérience en décembre 2001 lors d'un pèlerinage à *Ground Zéro*, ce vide entouré de géants ouvert en plein cœur de Manhattan : il manquait quelque chose, mais il fallait faire remonter à la conscience les images d'un passé heureux pour « voir » le fantôme des tours jumelles. L'absence, ici, est celle des villages rasés, des habitants déplacés, des formes de vie, végétales, animales et humaines, anéanties. Redoutable abstraction que l'éloignement géographique et temporel aide à mieux saisir. Car la pensée, spontanément idéaliste, a du mal à distinguer entre l'objet que l'on ne perçoit plus et l'objet qui n'est plus.

Les sociologues que j'accompagnais au mois d'août 2005 dans ce pèlerinage d'un genre inédit étudient en phénoménologues les conditions de la vie en territoire contaminé [2]. Que signifie vivre dans un espace dont la structure est fractale, c'est-à-dire qu'à *toutes les échelles*, on peut passer brutalement d'un lieu inoffensif à un autre qui est hautement radioactif ? Comment se rapporter à un événement originaire, la catastrophe, qui coupe le temps en un avant qu'on ne retrouvera jamais et un avenir qui n'a plus de sens, parce qu'aucun projet ne s'y rapporte ? Comment vit-on la tension entre deux exigences contradictoires mais l'une et l'autre impérieuses : la vigilance, le vivre-avec, et l'oubli, qui permet de reprendre les habitudes anciennes au

[2] Voir Frédérick Lemarchand, *La Vie contaminée. Éléments pour une socio-anthropologie des sociétés épidémiques*, Paris, L'Harmattan, 2002; voir aussi le film documentaire réalisé par David Desramé et Dominique Maëstrali, *La Vie contaminée*, Atelier Cinéma de Normandie, Caen, 2001. Une équipe du LASAR de Caen, composée de Laurent Bocéno, Guillaume Grandazzi et Frédérick Lemarchand, a conseillé les réalisateurs en matière d'anthropologie.

prix de la maladie ? Quelle conception du mal se forge-t-on quand le danger est omniprésent mais indétectable ? Puisque l'accès aux marchandises industrielles est impossible, car on est pauvre ou misérable, comment vit-on le dilemme impitoyable entre la famine et une autoconsommation létale ?

À deux kilomètres de la centrale, la ville de Pripyat abritait les travailleurs du nucléaire et leurs familles, soit environ 48 000 personnes. Elle fut évacuée en catastrophe quelque trente-six heures après l'explosion. Errer dans ses rues désertes comme nous le fîmes pendant quelques heures amène à réfléchir sur la relativité du concept de ruine. Les flancs du Vésuve ont porté et porteront encore des villes détruites mais que la vie qui continue fait repousser sans découragement. A Pripyat, la ville et ses bâtiments en forme de barres HLM sont indemnes ou presque, plus de vingt ans après. C'est la vie qui a disparu, pour quelques dizaines de milliers d'années.

L'invisibilité statistique

Lorsque le rapport du « Forum Tchernobyl », organisme multi-agence dépendant de l'ONU, a été rendu public au mois de septembre 2005, un communiqué de presse intitulé « Tchernobyl : l'ampleur réelle de l'accident » annonça fièrement :

> « Jusqu'à 4 000 personnes au total pourraient à terme décéder des suites d'une radio-exposition consécutive à l'accident survenu il y a une vingtaine d'années dans la centrale nucléaire de Tchernobyl : telles sont les conclusions d'une équipe internationale de plus d'une centaine de scientifiques. »

L'AFP, commentant le rapport, écrivit pour sa part ceci, qui fut repris par toute la presse :

> « Le bilan final de l'accident nucléaire de Tchernobyl devrait être de quelque 4 000 morts, soit nettement moins que ne le craignaient les experts. »

C'est le moins qu'on puisse dire ! À Kiev et à Tchernobyl même, on préfère rapporter les déclarations du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, évoquant en l'an 2000 les « 9 millions de victimes de Tchernobyl », dont 3 millions d'enfants nécessitant des traitements médicaux continus. On y compte les morts en dizaines, voire en centaines de milliers. On évoque l'évacuation des habitants de Pripyat :

15 000 seraient morts dans les six mois, entassés dans les hôpitaux de Kiev. On insiste sur le cas tragique des 600 000 à 800 000 « liquidateurs », ces volontaires le plus souvent forcés qui ont nettoyé le site en absorbant les plus fortes doses et pour lesquels on ne sait pratiquement rien : ceux qui ne sont pas morts dans les mois qui ont suivi la catastrophe se sont dispersés dans toute l'ex-Union soviétique et aucune étude épidémiologique n'a pu être pratiquée, ni sur eux ni sur leur descendance. Surtout, des médecins et des généticiens parlent longuement des effets des faibles doses de radioactivité sur la dizaine de millions de personnes qui vivent, boivent, s'alimentent et se reproduisent dans un milieu contaminé : cancers, cardiopathies, fatigues chroniques, pathologies inédites, sentiment de déréliction touchent une population immense et, parmi elle, surtout les enfants et les jeunes. Et l'on craint des effets irréversibles sur le génome humain.

Ainsi, selon le rapport officiel, tout ce qu'on dit sur place ne serait qu'un tissu d'erreurs ou, pis encore, de mensonges. Le professeur Youri Bandajevsky, ex-recteur de l'Institut de médecine de Gomel en Biélorussie, à une centaine de kilomètres de Tchernobyl, dont les recherches ont porté sur le danger des faibles doses et sur la contamination par l'alimentation, aurait ainsi préféré subir la torture et l'emprisonnement plutôt que de se résoudre à ne plus répandre de sornettes à ses concitoyens. Crédule, le monde aurait été victime de ces faux témoins, de ces témoins mensongers, de ces martyrs à l'envers, en quelque sorte.

Ledit « Forum Tchernobyl » fait autorité. À la demande de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), il a été mis sur pied en 2002 pour évaluer les conséquences de la catastrophe. Il regroupe huit organisations internationales dépendant de l'ONU, parmi lesquelles l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations unies pour l'environnement, la Banque mondiale, le Comité scientifique des Nations unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR) et l'ALEA elle-même, ainsi que les gouvernements de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie. Que tous ces organismes et les experts qui les représentent se soient mis d'accord sur le chiffre définitif de 4 000 morts impressionne. L'accord de l'AIEA et de l'OMS n'a certes rien qui surprenne : la première, auréolée aujourd'hui de son prix Nobel de la paix, et dont la mission est « d'accélérer et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, à la santé et à la prospérité dans le monde entier », a obtenu en 1999 de la seconde qu'elle ne prenne jamais de position publique qui puisse lui nuire, ce

qui revient à subordonner la santé publique à la santé de l'industrie nucléaire. Mais la signature des autres entités qui composent le Forum, celle de l'UNSCEAR tout particulièrement, est une garantie de sérieux et d'objectivité.

En vérité, un abîme d'incompréhension et d'évaluation s'est creusé dès le départ, entre ceux qui ne cessent de clamer leurs souffrances et les technocrates qui leur tiennent des propos tels que celui-ci :

> « Tchernobyl a causé trente et une morts, suite aux lésions causées par deux cents sieverts, cliniquement attribués à l'exposition aux radiations, ainsi que deux mille cancers aisément curables de la thyroïde chez l'enfant. À ce jour, il n'existe aucune preuve, validée internationalement, d'un impact sur la santé publique qui soit attribuable à Tchernobyl par exposition – je souligne – par exposition aux radiations. » [3]

Cette insistance sur la notion de *conséquence causale* de l'exposition aux radiations s'explique par le fait que la thèse officielle ne nie pas – comment pourrait-elle le faire ? – que la catastrophe ait eu des « conséquences socio-psychologiques » [*sic*] énormes, c'est-à-dire, en termes non jargonnesques, qu'elle a gâché la vie de millions de malheureux qui transmettent leur détresse à leurs descendants, de génération en génération. Ceux-là mêmes qui chiffrent les décès en dizaines et non pas en dizaines de milliers n'hésitent pas à affirmer que Tchernobyl représente la plus grande catastrophe que le nucléaire civil ait jamais connue jusqu'ici. Comment se reconnaître dans le dédale de ces apparentes contradictions ?

La dialectique implicite à la thèse officielle se décline en trois temps :

1. La catastrophe de Tchernobyl a produit une radioactivité considérable (des centaines de fois plus de matières radioactives rejetées qu'à Hiroshima), mais les conséquences causales de l'exposition aux radiations auront été infimes par rapport à ce qui a été craint, annoncé, répercuté par des médias intéressés au sensationnel. La science, objective et rationnelle, nous l'affirme.

---

[3] Propos du représentant de l'AIEA à la conférence de l'OMS tenue à Kiev en juin 2001 ; rapportés par Maryvonne David-Jougneau, "Semmelweis, Bandajevsky : des savants victimes de la répression scientifique", dans Guillaume Grandazzi, Galia Ackerman, Frédérick Lemarchand (sous la dir, de), *Les Silences de Tchernobyl. L'avenir contaminé*, Paris, Éditions Autrement, 2004, p. 106-107.

2. Les populations concernées ont été en vérité très gravement affectées, mais c'est parce qu'elles croyaient avoir été très gravement affectées, dans l'ignorance où elles sont restées du point 1). Le rapport du Forum Tchernobyl déploie une grande ingéniosité en suggérant quelques-uns des mécanismes qui peuvent expliquer 2), même s'il ne s'agit que de conjectures. Mécanismes physiologiques : le stress, l'angoisse peuvent produire les pathologies étranges que l'on observe dans les zones contaminées ; mécanismes psychologiques : les habitants attribuent systématiquement les maux qui les accablent à la radioactivité et, vivant celle-ci comme une fatalité, négligent de se soigner; de même, si la natalité a fortement baissé dans certaines régions, et les avortements crû en proportion, la crainte de l'avenir en est seule responsable ; ou encore, du fait des déplacements de populations, certaines zones ont vu l'âge moyen de leurs habitants faire un bond en avant, mais le taux de mortalité qui a crû en conséquence a été imputé à l'accident ; quant à l'augmentation observée des malformations congénitales, elle résulte de ce que précisément on s'intéresse plus qu'avant à les déceler ; mécanismes sociaux : la mauvaise conscience des autorités locales jointe à l'avidité ou à l'esprit de revanche des personnes virtuellement affectées ont fait que le nombre de ceux qui reçoivent une indemnisation, et donc se considèrent comme victimes de la catastrophe, a crû continûment au fil des années.

3. Le troisième moment dérive des deux premiers : pour briser les mécanismes responsables de l'écart entre la vérité objective 1) et les croyances autoréalisatrices 2), il faut informer, communiquer, éduquer de façon que les gens en arrivent à vivre avec la chose, l'apprivoisent, se déprennent de toute angoisse – comme on apprend à vivre sans peur dans l'espace autoroutier en se soumettant à quelques règles simples et finalement peu contraignantes.

Il m'a fallu du temps pour que je perçoive pleinement la malhonnêteté intellectuelle et l'obscénité morale du rapport officiel et des communiqués qui l'ont accompagné. Certes, certaines formulations m'avaient choqué, celle-ci en particulier qui frise l'indécence :

L'OMS rapporte que les individus affectés par l'accident ont été officiellement considérés comme des « victimes », ce qui a été traduit par « invalides ». Ainsi, *plutôt que de se considérer comme d'heureux survivants* ayant échappé aux conséquences de la catastrophe, les habitants des zones affectées par les retombées radioactives estiment

n'avoir aucun contrôle sur leur avenir, qu'ils perçoivent sans espoir [4]. Ce qui m'a ouvert les yeux, ce sont les prises de position de certains membres éminents de l'establishment nucléaire lui-même. Ainsi, en ce mois de septembre 2005, paraissait le livre de Georges Charpak intitulé *De Tchernobyl en Tchernobyls* [5]. Le point de vue de Charpak, prix Nobel de physique, artisan inlassable de l'accès du grand public à la science, membre du comité d'éthique d'Areva, ne peut être jugé insignifiant. Or que lit-on sur la 4e de couverture ?

> « Nous ne sommes pas à l'abri de nouveaux Tchernobyls. L'humanité va s'enrichir de milliards d'individus dans les décennies à venir. L'énergie nucléaire est donc plus que jamais indispensable. *Mais l'accident de Tchernobyl aura fait des dizaines de milliers de morts.* A la réflexion, cette estimation me paraît la bonne, elle est à la fois la plus rationnelle et la plus conforme à l'éthique. » [6]

Je ne crois pas aux théories du complot et j'ai grand-peine à imaginer, comme semblent parfois le faire ceux qu'on appelle les « antinucléaires », qu'une armée secrète de nucléocrates ambitionne de s'emparer du pouvoir mondial. La leçon de mon maître Ivan Illich me paraît à la fois plus juste et beaucoup plus inquiétante : les plus grandes menaces viennent aujourd'hui moins des méchants que des *industriels du bien*. On doit moins redouter les mauvaises intentions que les entreprises qui, comme l'ALEA, se donnent pour mission d'assurer « la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier ». Ce qui m'effraie le plus dans le cas Tchernobyl, c'est que la soi-disant expertise n'ait pas une qualité de pensée à la hauteur des problèmes qu'elle pose à la société. La technocratie, qui accuse volontiers ses adversaires de tomber dans l'irrationnel et l'obscurantisme, manque du sérieux et du jugement minimal qu'on est en droit d'attendre de citoyens qui mettent en péril la possibilité d'une vie digne et sûre sur cette planète. L'expertise ne pense pas ce qu'elle fait, tel est le danger suprême.

L'estimation des effets sur la santé humaine d'une catastrophe nucléaire recourt à trois méthodes : l'observation directe, l'enquête épidémiologique et la modélisation. Les sauveteurs des premières

---

[4] Dr Jean-Claude Nenot, de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, dans « Les conséquences de l'accident de Tchernobyl. Analyse du rapport 2005 des Nations unies », RGN, septembre-octobre 2005. Je souligne.

[5] Écrit en collaboration avec Richard L. Garwin et Venance Journé, chez Odile Jacob, 2005.

[6] Dans son numéro spécial d'avril 2006 consacré au vingtième anniversaire de la catastrophe, la revue britannique *Nature* aboutit à des estimations analogues.

heures ont reçu à Tchernobyl des doses telles que leur mort peut être attribuée en toute certitude à l'accident. Pour toutes les personnes qui ont subi sur le moment et par la suite des doses moyennes ou faibles, les choses sont beaucoup plus complexes. En principe, une enquête épidémiologique pourrait apprécier rétrospectivement l'excès des maladies malignes qui ont affecté les populations touchées sur le taux normalement attendu. Cette enquête n'a pu être faite correctement dans le cas de Tchernobyl, pour deux raisons : d'une part, les populations les plus touchées, c'est-à-dire les liquidateurs et les personnes que l'on a dû déplacer, se sont dispersées sur tout le territoire de l'Union soviétique, et aucun suivi sérieux n'a pu avoir lieu ; pour les millions de personnes qui ont reçu de faibles doses, d'autre part, une étude épidémiologique n'aurait pu détecter un éventuel accroissement du taux de mortalité par leucémie ou cancer, de toute évidence faible, voire très faible, qu'au prix de moyens exorbitants que l'Union soviétique au bord de la décomposition ne pouvait mobiliser. C'est donc la modélisation qui s'est substituée à l'enquête épidémiologique, cette même modélisation à laquelle on doit de toute façon avoir recours pour estimer *les morts à venir*.

Le modèle retenu par les autorités internationales de radioprotection est un modèle linéaire sans seuil : il est donc supposé que l'effet sur la morbidité et la mortalité est proportionnel à la dose reçue même pour les très faibles doses. En d'autres termes, il n'existe aucun seuil de radiations en deçà duquel l'effet est postulé être nul. Les autorités en question présentent cette hypothèse comme relevant de la prudence : elle majorerait l'effet réel. Georges Charpak lui donne une assise scientifique en invoquant l'argument suivant. Les effets de la radioactivité sur le métabolisme cellulaire sont similaires aux accidents spontanés qui causent les cancers « naturels » dont meurent 20% d'une population donnée. Rien ne distingue un cancer causé par les radiations d'un cancer ordinaire. Comme l'effet des radiations supposées faibles est marginal par rapport aux causes autres de cancer, l'augmentation du taux de cancer dû aux radiations peut être tenu pour proportionnel à la dose de celles-ci, même pour des doses très faibles : c'est la base même du calcul différentiel.

Le modèle linéaire sans seuil a une implication très importante : le nombre de décès dus aux radiations dans une population donnée n'est fonction que de la dose globale reçue par celle-ci, indépendamment donc de sa distribution dans le temps et dans l'espace. Une dose globale très concentrée dans le temps et sur une faible partie de la population

aura le même effet quantitatif que la même dose globale touchant la population entière sur une durée très longue.

Lorsqu'on lit le rapport du Forum Tchernobyl avec quelque attention, on découvre que les 4 000 morts annoncées n'ont été calculées au moyen du modèle linéaire sans seuil que sur une très petite partie de la population mondiale que les radiations ont touché e: tout juste 600 000 personnes, soit environ 200 000 liquidateurs, 120 000 personnes évacuées et 270 000 autres résidant dans les zones les plus contaminées. Quant aux millions de personnes autres touchées, l'estimation officielle ne se prononce pas à leur sujet, ce que tout le monde a compris comme signifiant que la catastrophe n'était responsable d'aucune mort parmi elles. Si on leur applique à elles aussi, ne serait- ce que pour des raisons de cohérence interne, le modèle linéaire sans seuil, on trouve comme Charpak que la catastrophe nucléaire de Tchernobyl aura provoqué des dizaines de milliers de décès. Le tour de passe-passe doit être salué bien bas.

Mais il y a un second tour de passe-passe, plus intéressant et subtil, plus révoltant encore que le premier. Lorsque les doses radioactives sont très étalées dans le temps et distribuées sur une vaste population, il est impossible de dire d'une quelconque personne désignée qui meurt d'un cancer ou d'une leucémie qu'elle est morte du fait de Tchernobyl. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la probabilité qu'elle avait *a priori* de mourir d'un cancer ou d'une leucémie a été très légèrement accrue du fait de Tchernobyl. Les trente ou quarante mille morts qu'aura causées la catastrophe nucléaire ne peuvent donc être *nommées*. La thèse officielle consiste à en conclure qu'elles n'existent pas. Cela ne constitue pas seulement une faute philosophique grave, c'est un crime éthique.

Le problème philosophique profond qui se cache derrière le sophisme que je dénonce est explicitement traité dans l'un des ouvrages les plus importants et les plus influents de la philosophie morale du XXe siècle, *Reasons and Persons*, du philosophe britannique Derek Parfit[7]. Ce livre fut publié en 1984, deux ans avant la catastrophe. Sous le nom de « Cinq erreurs majeures en mathématiques morales », il démonte de façon prémonitoire la série de faux raisonnements dont se sont rendus coupables les experts en catastrophe nucléaire ou en radioprotection. J'ose à peine suggérer

[7] Derek Parfit, *Reasons and Persons*, Oxford, Clarendon Press, 1984.

qu'une réforme souhaitable de l'expertise devrait imposer à tout candidat expert l'obligation d'acquérir une solide formation philosophique de base. On croirait que je prêche pour ma paroisse.

Il existe des actions ou des faits qui ont une probabilité extrêmement faible de produire un effet considérable. Parce qu'elles sont insignifiantes, un calcul moral ou rationnel devrait-il tenir ces probabilités pour nulles ? Il existe des actions ou des faits qui produisent des effets imperceptibles mais qui touchent un très grand nombre de personnes. Parce que ces effets sont imperceptibles, devrait-on les passer par pertes et profits ? Une réponse affirmative à ces questions se heurte immédiatement à l'une des nombreuses formes du paradoxe du *sorite* (littéralement : le paradoxe du tas), connu depuis le IVe siècle avant Jésus-Christ : un cheveu greffé sur le crâne d'un chauve ne le transforme pas en non-chauve ; et cependant un non-chauve n'est qu'une personne qui a un certain nombre de cheveux.

Soit une élection nationale qui oppose deux candidats, ou un référendum offrant le choix entre deux options. Sauf dans le cas extrêmement improbable (peut-être une chance sur un milliard) où les suffrages se répartiraient également entre les deux options, il est incontestable que le bulletin déposé dans l'urne par chacun des électeurs aura eu un effet nul. À la question : « Le résultat final eût-il été changé si j'avais voté autrement que je l'ai fait (ou bien si je n'avais pas voté) ? », chacun doit répondre : non ! Et cependant, le résultat du vote découle immédiatement du décompte des voix. Or nous savons résoudre ce paradoxe. Il suffit de recourir au mode de pensée symbolique, ce que, dans ces situations, nous faisons spontanément. Nous interprétons les résultats de tels votes, même ou surtout lorsqu'ils sont serrés, comme la manifestation du choix soigneusement délibéré d'un sujet collectif : le peuple, l'électorat, etc. Du point de vue de la rationalité étroite qui est celle des experts, ce sujet collectif qu'on appelle en renfort est une pure fiction. Il dissout cependant le paradoxe au plan moral, qui est ici celui de la responsabilité.

La consultation concernant le traité de Maastricht a donné en France l'avantage au oui, mais d'extrême justesse. On a dit :

> « Dans sa grande sagesse, le peuple français a répondu oui à l'Europe, mais il a aussi voulu donner un avertissement à tous ceux qui voulaient précipiter les événements. »

Si cette manière de penser est légitime, ne l'est pas moins celle qui affirme :

> « La catastrophe de Tchernobyl est responsable de dizaines de milliers de morts, sans compter les innombrables et inquiétantes pathologies qui minent la vie de millions de personnes. »

L'invisibilité contre/actuelle

Le problème des événements extrêmement rares mais aux conséquences catastrophiques est un casse-tête pour les technocrates, qui ne connaissent guère des sciences normatives que la théorie économique que l'on enseigne dans les écoles d'ingénieur. Mais le calcul des coûts et des avantages à quoi se résume la leçon principale de la théorie en question n'est d'aucun secours lorsqu'il s'agit de multiplier une probabilité infinitésimale par des conséquences infinies. Le sens philosophique de cette impuissance est parfaitement dégagé par Hannah Arendt lorsqu'elle écrit :

> « Agir dans le style du faire, raisonner dans le style du "calcul des conséquences", c'est laisser de côté l'inattendu, l'événement lui-même, puisqu'il serait peu raisonnable ou irrationnel de s'attendre à ce qui n'est qu'une "improbabilité infinie". Mais comme l'événement constitue le tissu même du réel dans le domaine des affaires humaines où l'improbable arrive régulièrement, il est extrêmement peu réaliste de n'en pas tenir compte. »

Et Arendt de conclure, au sujet de la pensée du calcul qui domine l'époque moderne :

> « Son rationalisme est irréel, son réalisme est irrationnel, ce qui revient à dire que le réel et la raison ont divorcé. » [8]

Il faut donc trouver autre chose, ce qui implique de sortir une fois pour toutes de l'économisme dans lequel le « principe de précaution » continue de patauger. Il ne faut pas avoir peur de faire de la philosophie.

> « Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé. »

De telles propositions conditionnelles sont dites, en philosophie, *contre/actuelles* parce que l'antécédent, « s'il eût été plus court », est

---

[8] Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne* [1958], Paris, Calmann-Lévy, 1961.

contraire aux faits : la longueur du nez de Cléopâtre est la longueur qui fut la sienne, nul ne peut rien y changer. L'étude des contrefactuels est un des chapitres les plus difficiles de la métaphysique. Les positivistes croient pouvoir se passer de cette notion, mais il n'y a pas de pensée des affaires humaines qui puisse en faire l'économie.

« L'Europe aurait pu devenir inhabitable » si… [9] Il s'en est fallu de peu à Tchernobyl que l'antécédent qui aurait rendu ce conséquent vrai se réalise, et moi, citoyen français, je ne pourrais aujourd'hui écrire ces lignes. Si la catastrophe s'était conclue par une explosion nucléaire, alors que l'explosion qui a soufflé le couvercle du réacteur ne fut que thermique, la ville de Kiev, qui se situe à une centaine de kilomètres de la centrale, aurait disparu de la carte, la Biélorussie rendue impropre à la vie à jamais et l'Europe, en effet, inhabitable pour une durée indéterminée. Il eût fallu pour cela, et peut-être suffi, qu'une partie de la masse énorme de matières fissiles que l'explosion a projetées à un kilomètre au-dessus du toit arraché de la centrale reste coincée dans celle-ci, brûle la mince dalle en béton sur laquelle reposait la cuve, ce qui l'aurait mise en contact avec l'eau du sous-sol destinée à refroidir le réacteur : Tchernobyl serait devenu une bombe atomique.

Il s'en est fallu de peu : ce n'est pas par hasard que le jargon nucléaire américain, civil comme militaire, a forgé une expression pour dire cela : *near miss*, qui a presque la force d'un concept. Vingt fois au moins durant la guerre froide, il aura été « moins cinq » de minuit, les douze coups signifiant une apocalypse nucléaire qui aurait soufflé une bonne partie de l'humanité. Le nucléaire civil a connu jusqu'ici plus d'un *near miss*. Il serait fastidieux d'en produire la liste. Le plus connu, outre Tchernobyl, est l'accident qui toucha la centrale de Three Mile Island, en Pennsylvanie, le 28 mars 1979. Il s'en est fallu de peu que ce soit un Tchernobyl avant la lettre, et que la formation d'une bulle d'hydrogène, événement qui n'avait été prévu dans aucun des scénarios d'accident imaginés par les autorités, se combine avec une production d'oxygène par décomposition de l'eau du réacteur pour produire une explosion qui aurait fait éclater la cuve et l'enceinte, et aurait projeté

[9] Titre de l'entretien que l'académicien Vassili Nesterenko a donné à Galia Ackerman, dans *Les Silences de Tchernobyl*, *op. cit.* Directeur de l'Institut de l'énergie nucléaire de Biélorussie, il arrêta toutes affaires cessantes son travail scientifique et celui de l'Institut pour étudier les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. Exigeant des mesures immédiates telles que l'évacuation des habitants proches de la centrale, il fut accusé d'avoir « semé la panique ». Il a depuis créé un institut de radioprotection indépendant, Belrad.

dans l'atmosphère tous les produits de fission. Un Tchernobyl aux États-Unis, le pays où l'opinion publique exerce le plus ce despotisme doux dont parlait Tocqueville, aurait eu des répercussions sociales, économiques et politiques qu'un pays totalitaire même en décomposition avancée avait encore les moyens de tuer dans l'œuf. Le moins qu'on puisse dire est que c'en eût été fini de l'industrie nucléaire américaine et, peut-être, mondiale.

Tchernobyl aura été responsable d'un bilan se comptant en dizaines de milliers de morts, et non pas quatre mille. Je soutiens qu'au passif de la catastrophe, il faut également compter les millions de morts contrefactuels, ceux qui seraient morts, et j'en suis, si…

Cette proposition ne va pas de soi. Je ne connais pas de meilleure façon de l'argumenter que de rappeler que ce fut très exactement la manière de raisonner des stratèges de la dissuasion nucléaire. Le problème majeur que la doctrine de la dissuasion a dû affronter est le caractère non crédible de la menace sur laquelle la dissuasion est censée reposer. Si tu fais un pas en avant, je déclenche l'escalade qui nous mènera tous les deux dans l'enfer de l'apocalypse nucléaire, et le reste du monde avec nous. L'intention dissuasive a un statut hautement paradoxal: c'est précisément parce qu'on la forme que les conditions qui conduiraient à la mettre à exécution ne sont pas réunies : l'adversaire étant par hypothèse dissuadé n'attaque pas le premier, et l'on n'attaque jamais soi-même en premier, ce qui fait que personne ne bouge. On forme une intention dissuasive *afin de* ne pas la mettre à exécution. Les spécialistes parlent d'intention auto-invalidante (*self-stultifying intention*), ce qui donne un nom à l'énigme à défaut de la résoudre.

Tardivement, certains comprirent qu'il n'est nul besoin d'intention dissuasive pour rendre la dissuasion nucléaire efficace. La simple existence d'arsenaux se faisant face, sans que la moindre menace de les utiliser soit proférée ou même suggérée, suffit à ce que les jumeaux de la violence se tiennent cois. L'apocalypse nucléaire ne disparaissait pas pour autant du tableau. Sous le nom de dissuasion « existentielle », la dissuasion apparaissait désormais comme un jeu extrêmement périlleux consistant à faire de l'anéantissement mutuel un *destin*. Dire qu'elle fonctionnait signifiait simplement ceci : tant qu'on ne le tentait pas inconsidérément, il y avait une chance que le destin nous oublie – pour un temps, peut-être long, voire très long, mais pas infini.

La dissuasion existentielle donne à l'événement apocalyptique qu'elle vise à prévenir un statut métaphysique très particulier. Non seulement elle ne l'anéantit pas, elle l'inscrit dans l'avenir comme une fatalité : c'est ce qui lui donne force dissuasive. Mais elle en fait par ailleurs un accident: c'est ce qui rend la dissuasion efficace… à l'accident près. Cet accident qui est aussi un destin n'est pas un possible qui ne serait pas actualisé: il est inscrit dans l'actualité de l'avenir. L'exclure de l'équation dissuasive au prétexte que, si tout va bien, il ne se réalisera pas, c'est condamner la dissuasion à l'impuissance [10].

C'est à tort que l'industrie nucléaire se félicite que Three Mile Island ne soit pas devenu un Tchernobyl, et que Tchernobyl n'ait pas fini en explosion atomique. Ces catastrophes majeures qui *n'ont pas eu lieu* à un *near miss* près sont la seule garantie que nous ayons que l'industrie trouve la sagesse et la volonté de les éviter. L'industrie est la première à reconnaître qu'elle prend le chemin opposé, malgré Three Mile Island, malgré Tchernobyl. Ce qui ne signifie qu'une chose : ce pire que le sort, ou un dieu, lui a évité, elle ne le tient pas pour réel, simplement parce qu'il n'a pas eu lieu. C'est une faute gravissime.

Jean-Pierre Dupuy

Post-scriptum :

Un article de la revue *Nucleonics Week* daté d'octobre 2003 fait le compte rendu d'un colloque organisé par l'Association mondiale des exploitants de centrales nucléaires (AMECN), créée après la catastrophe de Tchernobyl dans le but expressément déclaré d'empêcher la répétition d'un semblable accident. L'article en question s'intitule "Le contentement de soi et la négligence menacent l'industrie nucléaire, selon les avertissements de l'AMECN". La lecture de cet article et du commentaire qu'en donne Georges Charpak dans son livre déjà cité (p. 8-9 et 487-491) donne la chair de poule. On y lit :

> « Le président de l'association… a déclaré qu'un "mal terrible" menaçait de l'intérieur les établissements des opérateurs nucléaires. Ce mal

[10] On trouvera des développements de ces idées difficiles dans J.-P. Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Le Seuil, 2002 et *Petite métaphysique des tsunamis*, Paris, Le Seuil, 2005.

commence, a-t-il dit, par la "perte de motivation à apprendre auprès des autres, un excès de confiance et la négligence dans le maintien d'une culture de sécurité en raison de pressions considérables exercées pour réduire les coûts suite à la déréglementation du marché de l'énergie". S'il n'y est pas remédié, ces problèmes "sont comme un mal terrible qui naît au sein de l'organisation" et peut, s'il n'est pas décelé, conduire "à un accident majeur" qui "détruira l'organisation tout entière". »

Charpak commente (p. 9) :

« Nous ne sommes pas à l'abri de nouveaux tchernobyls [sic], parce que le même esprit d'irresponsabilité qui a causé Tchernobyl est en train de se répandre, malgré l'existence d'un système qui a été conçu pour rendre Tchernobyl impossible, à cause d'une avidité aveugle à l'égard de l'argent. »

J'ajouterai que lors du ou des prochains Tchernobyl, le sort ou le dieu du *near miss* ne seront pas nécessairement aussi cléments qu'ils le furent jusqu'ici.

J.-P. D.

Jean-Pierre Dupuy

Une catastrophe monstre

Article paru dans *Le Monde* du 20 mars 2011.

En 1958, le philosophe allemand Günther Anders (1902-1992) se rendit à Hiroshima et à Nagasaki pour participer au 4e congrès international contre les bombes atomiques et les bombes à hydrogène. Il tint pendant tout ce temps un journal. Après de nombreux échanges avec les survivants de la catastrophe, il note ceci :

> « La constance qu'ils mettent à ne pas parler des coupables, à taire que l'événement a été causé par des hommes ; à ne pas nourrir le moindre ressentiment, bien qu'ils aient été les victimes du plus grand des crimes – c'en est trop pour moi, cela passe l'entendement. »

Et il ajoute :

> « De la catastrophe, ils parlent constamment comme d'un tremblement de terre, comme d'un astéroïde ou d'un tsunami. »

A peu près en même temps que Hannah Arendt (1906-1975), sa condisciple, qui fut aussi sa femme, Anders tentait d'identifier un nouveau régime du mal. Arendt parlait d'Auschwitz, Anders d'Hiroshima. Arendt avait diagnostiqué l'infirmité psychologique d'Eichmann comme un « manque d'imagination ». Anders montrait que ce n'est pas l'infirmité d'un homme en particulier, c'est celle de tous les hommes lorsque leur capacité de faire, qui inclut leur capacité de détruire, devient disproportionnée à la condition humaine.

Alors le mal s'autonomise par rapport aux intentions de ceux qui le commettent. Anders et Arendt pointaient ce scandale qu'un mal immense peut être causé par une absence complète de malignité ; qu'une responsabilité monstrueuse puisse aller de pair avec une

absence totale de méchanceté. Nos catégories morales sont impuissantes à décrire et juger le mal lorsqu'il dépasse l'inconcevable. Il faut se résoudre à dire alors qu'« un grand crime est une offense contre la nature, de sorte que la terre elle-même crie vengeance ; que le mal viole l'harmonie naturelle que seul le châtiment peut rétablir ».

Le fait que les juifs d'Europe aient substitué au mot « holocauste » celui de Shoah, qui signifie catastrophe naturelle et, singulièrement, raz de marée, tsunami, atteste cette tentation de naturaliser le mal lorsque les hommes deviennent incapables de penser cela même dont ils sont victimes. Voici que la tragédie qui frappe le Japon semble inverser les termes de cette analyse et qu'un véritable tsunami, une onde on ne peut plus matérielle, vient réveiller le tigre nucléaire. Certes, il s'agit d'un tigre en cage : un réacteur électronucléaire n'est pas une bombe atomique. Il en est en un sens la négation puisqu'il consiste à brider une réaction en chaîne qu'il a lui même provoquée. Cependant, dans l'imaginaire, la dénégation affirme cela même qu'elle nie. Dans la réalité, et nous y sommes, il arrive que le tigre s'échappe de sa cage.

Au Japon plus qu'ailleurs, le lien entre le nucléaire militaire et le nucléaire civil est dans tous les esprits. On rapporte les propos du premier ministre Naoto Kan : « Je considère que la situation actuelle, avec le séisme, le tsunami et les centrales nucléaires, est d'une certaine manière la plus grave crise en soixante-cinq ans, depuis la seconde guerre mondiale. » Il y a soixante-cinq ans, il n'y avait pas de centrales nucléaires, mais deux bombes atomiques avaient déjà été lancées sur des civils. En prononçant le mot « nucléaire », c'est à cela sans doute que pensait le premier ministre.

C'est comme si la Nature se dressait face à l'Homme et lui disait, du haut de ses rouleaux déferlants de vingt mètres :

> « Tu as voulu dissimuler le mal qui t'habite en l'assimilant à ma violence. Mais ma violence est pure, en deçà de tes catégories de bien et de mal. Je te punis en prenant au mot l'assimilation que tu as faite entre tes instruments de mort et ma force immaculée. Péris donc par le tsunami ! »

Tandis que les destructions humaines et matérielles s'accroissent chaque jour, une grande partie du drame actuel se joue sur la scène des symboles et de l'imaginaire. Parmi les régions qui furent les premières à être évacuées figurent les îles Mariannes. Le nom de l'une d'entre elles, Tinian, évoque pour ceux qui se souviennent le lieu d'où décollèrent, au petit matin du 6 août 1945, les B29 qui allaient

pulvériser Hiroshima en cendres radioactives suivis, trois jours plus tard, par la flottille qui allait faire de même à Nagasaki. Comme si la vague géante venait se venger de ces minuscules territoires qui avaient eu le tort d'abriter le feu sacré.

La tragédie japonaise a ceci de fascinant qu'elle mêle inextricablement trois types de catastrophes que l'analyse traditionnelle distingue soigneusement : la catastrophe naturelle, la catastrophe industrielle et technologique, la catastrophe morale. Ou encore le tsunami, Tchernobyl et Hiroshima. Cette indifférenciation, dont j'ai tenté de comprendre la genèse dans mes ouvrages de ces dernières années, résulte de deux mouvements en sens inverse qui viennent se heurter aujourd'hui dans l'archipel nippon.

Le plus récent, contemporain des horreurs du siècle précédent, est la naturalisation du mal extrême dont j'ai parlé en citant deux de ses plus grands théoriciens, Hannah Arendt et Günther Anders. Pour parler de l'autre, il faut remonter au premier grand tsunami de l'histoire de la philosophie occidentale, celui qui suivit le tremblement de terre de Lisbonne, le jour de la Toussaint de l'an 1755.

Des interprétations rivales qui tentèrent de donner sens à un événement qui frappa le monde de stupeur, celle qui devait l'emporter fut celle de Rousseau dans sa réponse à Voltaire. Non, ce n'est pas Dieu qui punit les hommes pour leurs péchés, oui, on peut trouver une explication humaine, quasi scientifique, en termes d'enchaînement de causes et d'effets.

C'est dans *L'Émile*, en 1762, que Rousseau allait tirer la leçon du désastre :

> « Homme ne cherche plus l'auteur du mal : cet auteur c'est toi-même. Il n'existe point d'autre mal que celui que tu fais ou que tu souffres, et l'un et l'autre te vient de toi. »

Que Rousseau ait gagné est évident dans la manière dont le monde a réagi à deux des plus grandes catastrophes naturelles de ces dernières années : le cyclone Katrina et le tsunami asiatique de Noël 2004. C'est leur statut de catastrophe naturelle qui a été mis en doute. « A man-made disaster » (une catastrophe due à l'homme) titrait le *New York Times* à propos du premier ; la même chose avait été dite à propos du second avec de bonnes raisons. Si les récifs de corail et les mangroves côtières de Thaïlande n'avaient pas été impitoyablement détruits par l'urbanisation, le tourisme, l'aquaculture et le

réchauffement climatique, ils auraient pu freiner l'avancée de la vague meurtrière et réduire significativement l'ampleur du désastre.

Quant à La Nouvelle-Orléans, on apprit que les jetées qui la protégeaient n'avaient pas été entretenues depuis de nombreuses années et que les gardes nationaux de Louisiane étaient absents parce qu'ils avaient été réquisitionnés en Irak. Et d'abord, qui avait eu l'idée saugrenue de construire cette ville dans un endroit aussi exposé ? On entend déjà dire que jamais le Japon n'aurait dû développer le nucléaire civil, puisque sa géographie le condamnait à le faire dans des zones sismiques exposées aux tsunamis. Bref, c'est l'homme, seulement l'homme, qui est responsable, sinon coupable, des malheurs qui l'accablent.

Entre les catastrophes morales et les catastrophes naturelles se trouvent les catastrophes technologiques et industrielles. Contrairement aux secondes, les hommes en sont de toute évidence responsables mais, contrairement aux premières, c'est parce qu'ils veulent faire le bien qu'ils produisent le mal. Ivan Illich appelait contre-productivité ce retournement tragique. Il affirmait que les plus grandes menaces viennent aujourd'hui moins des méchants que des industriels du bien.

On doit moins redouter les mauvaises intentions que les entreprises qui, comme l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), se donnent pour mission d'assurer « la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier ». **Les antinucléaires qui se croient tenus pour mener leur combat de dépeindre leurs ennemis de la façon la plus noire ne comprennent pas qu'ils affaiblissent ainsi leur critique.** Il est beaucoup plus grave que les opérateurs des méga-machines qui nous menacent soient des gens compétents et honnêtes. Ils ne peuvent comprendre qu'on s'en prenne à eux. J'ai réservé pour la fin la catastrophe la plus monstrueuse et la plus grotesque : la catastrophe économique et financière. Qu'est-ce que le marché mondialisé sinon une grosse bête stupide et sans nerfs, qui s'affole au moindre bruit et réalise cela même qu'elle anticipe avec terreur. Le monstre s'est déjà emparé du Japon. Il le connaît bien.

A la fin des années 1980, la capitalisation boursière nippone représentait la moitié de la capitalisation boursière mondiale. On en vint à croire que le pays du Soleil-Levant allait régner sur toute la planète. Le monstre ne le permit pas et il fallut deux décennies à sa victime pour redresser la tête. Aujourd'hui, il sent que l'industrie

nucléaire, qui est peut-être la seule au monde à ne pouvoir se relever d'une catastrophe majeure, vacille sur ses bases. Il ne lâchera pas prise.

Jean-Pierre Dupuy est philosophe, professeur à l'université Stanford. Il est également président du comité d'éthique et de déontologie de la Haute Autorité de sûreté nucléaire. Il a publié au Seuil : *Pour un catastrophisme éclairé* (2002) ; *Petite métaphysique des tsunamis* (2005) ; *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère* (2006).

Commentaire :

Sur la même page du journal *Le Monde* où cet article de Jean-Pierre Dupuy était publié se trouvait l'article suivant, de Nicolas Truong.



Le nucléaire ?
Je ne suis ni pour ni contre, bien au contraire !
Puisque je suis polytechnicien…

Nicolas Truong

Penser la déraison du monde

Article paru dans *Le Monde* du 20 mars 2011.

De Fukushima à Benghazi, il est rare que le cours des événements fasse autant écho à une théorie. C'est incontestablement le cas d'une curieuse encyclopédie qui décilla les yeux de nombreux individus il y a quelques décennies. De 1984 à 1992, en effet, *L'Encyclopédie des nuisances*, revue dirigée par Jaime Semprun (1947-2010), prenait acte d'une humanité dévastée par la raison instrumentale. Intoxication idéologique et utopie néotechnologique : l'idée consistait à relever toutes les nuisances contemporaines au sein d'un *Dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*. Une manière de saluer une époque irrémédiablement révolue, celle où Diderot, D'Alembert ou Condorcet pouvaient encore croire à l'alliance de la science et du progrès.

Car Tchernobyl et le dévoiement de la révolution, cela faisait beaucoup pour une génération très marquée par les conseils ouvriers. A l'heure de la séparation de l'homme avec son propre univers dont il contemple l'effondrement comme un spectacle sidérant, les rédacteurs de ces quinze fascicules auxquels contribua notamment Guy Debord (1931-1994), le fondateur de l'Internationale situationniste, ont joué un rôle central dans la critique sociale. Exaspérés par les paysages de landes marchandes qui s'étendent le long de nos pays sages, les auteurs de *L'Encyclopédie des nuisances* l'ont largement tournée vers la critique anti-industrielle. Animés par l'envie de retrouver *« un peu d'air frais »*, pour reprendre le mot de George Orwell, dont ils ont édité les *Lettres,*

articles et essais (2001), les encyclopédistes ont, depuis, transformé leur revue en maison d'édition.

Plumes acérées et livres composés sur linotype avec des caractères en plomb, *L'Encyclopédie des nuisances* a notamment cherché à débusquer la novlangue de notre temps, les signes et les sigles de ce que Michel Leiris appelait la *« merdonité »*, des OGM au TGV. Jaime Semprun, mort le 3 août 2010 d'une hémorragie cérébrale, a donné le ton de la maison, fait de critique corrosive et d'humour cinglant, de radicalité désespérée et d'appel à l'émancipation. Implacable, il pratiquait avec cruauté et ravissement l'art du retournement : *« Quand le citoyen-écologiste prétend poser la question la plus dérangeante en demandant : "Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ?", il évite de poser cette autre question, réellement inquiétante : "A quels enfants allons-nous laisser le monde ?" »*, écrivait-il dans *L'abîme se repeuple* (1997). Adversaire de *La nucléarisation du monde* (1980), Jaime Semprun bataillait toutefois contre le prêt-à-penser écologique. Et notamment **contre ce *« catastrophisme d'État »*** qui envahit les discours politiques et les salles de cinéma (*Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, avec René Riesel, 2008).

Un catastrophisme qui aurait pour effet de préparer les consciences à la *« gestion citoyenne de la poubelle planétaire »* et à *« l'administration du désastre »* qui affecte aussi bien la nature que la culture. Mais il n'oubliait pas d'autres combats. Comme celui des Algériens qui commença au printemps 2001 (*Apologie pour l'insurrection algérienne*, 2001) et dont il notait qu'elle était une leçon de *« dignité »* face à *« l'apathie »* de nos démocraties. Outre le *Discours préliminaire* qui lança la revue, *L'Encyclopédie des nuisances* a récemment réédité quelques fragments retrouvés après sa mort (*Andromaque, je pense à vous !*, 27 pages, 7 euros). Une belle occasion de retrouver celui dont l'œuvre permettra à certains de penser à la fois Fukushima et Benghazi.

Nicolas Truong

Bertrand Louart

un catastrophiste bien mal éclairé

Article paru dans l'hebdomadaire de Radio Zinzine, novembre 2011

Jean-Pierre Dupuy est aujourd'hui connu comme le penseur de la catastrophe. Cela n'empêche pas celui qui prétendit être dans les années 1970 un « critique radical de la société industrielle » avec Ivan Illich, dont il contribua à faire connaître les idées en France, d'être maintenant… pronucléaire !

Dans les années 1970, Dupuy a fait connaître, traduire et publier les ouvrages d'Ivan Illich. A l'époque, il dirige la collection *Techno-critique* aux éditions du Seuil, collection qui a pour ambition « *d'esquisser des alternatives à la société industrielle* », car :

> « Les maux et frustrations dont souffre l'humanité ne sont pas dus simplement à des "bavures" ou à une planification défectueuse de la société, mais découlent inévitablement de caractéristiques intrinsèques du projet technique, qui amènent à prendre pour fin ce qui n'est que moyen. »

Il rédige alors l'annexe au livre d'Ivan Illich, *Energie et équité*, intitulée *A la recherche du temps gagné* où il démontre très précisément, par le calcul, le caractère *contre-productif* de l'automobile :

> « Le français moyen consacrait plus de quatre heures par jour à sa voiture, soit qu'il se déplaçât d'un point à un autre dans son habitacle, soit qu'il la bichonnât de ses propres mains, soit, surtout, qu'il travaillât dans les usines et les bureaux afin d'obtenir les ressources nécessaires à son acquisition, à son usage et à son entretien. »

Vingt-cinq ans plus tard, il a actualisé ses calculs et constaté que la situation s'est aggravée [1]. La critique d'Illich de la société industrielle réside dans ce constat, que l'on peut généraliser à toutes les institutions (école, hôpitaux, etc.) : les moyens techniques mis en œuvre pour produire certains biens ou services à grande échelle ont pour conséquence paradoxale de rendre plus difficile l'acquisition de ces biens et services par le commun des mortels alors même que le but de cette production était de les rendre accessibles à tous. Dans le même temps, le recours à ces biens et services produits en masse devient obligatoire du fait de la disparition des conditions qui permettaient de s'en passer. La généralisation de l'automobile ou de l'école par exemple, rend obligatoire le recours à l'automobile ou à l'école du fait de la réorganisation de l'espace social qui augmente les distances (qu'il devient difficile de parcourir à pied ou en vélo) ou de la captation par l'institution scolaire des savoirs et compétences socialement reconnues comme valables par des diplômes et certificats (au détriment de ce que l'on peut apprendre par soi-même et qui perd toute valeur sociale).

C'est là une critique systémique de la marchandisation des biens et services effectuée à la fois par l'industrie et l'État qui dénonce la perte de l'autonomie individuelle et collective face aux professionnels, la dépossession des connaissances et savoir-faire qui permettaient autrefois aux gens de produire et d'agir de manière autonome, par eux-mêmes à travers leur vie quotidienne. L'intelligentsia de gauche, extrêmement progressiste – à l'époque comme encore aujourd'hui –, ne peut pas admettre cette critique de la société industrielle qui dénonce comme un processus d'aliénation la réussite même de la production industrielle : l'abondance des marchandises, des biens et des services n'est en réalité qu'une « abondance de la dépossession » [2].

En novembre 1974, Dupuy signe également dans la revue *Esprit* un article intitulé *Pour une critique radicale de la société industrielle* où il se fait le promoteur d'une critique « radicale, humaniste et rigoureuse » des outils, institutions et systèmes techniques :

> « Il s'agit moins de convaincre quelques dirigeants éclairés que d'ébranler les fausses certitudes de la grande masse sur la rationalité du système. »

---

[1] J.P. Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, éd. du Seuil, 2002, p. 36.

[2] Guy Debord, *La société du spectacle*, 1967.

1974, c'est aussi l'année du lancement du programme français de construction intensif de centrales nucléaires, lancé par le Président de la République Valéry Giscard d'Estaing.

Le temps passe (et nous passons avec lui)…

En 2002, Dupuy publie le livre qui l'a fait le plus connaître de nos jours, *Pour un catastrophisme éclairé, quand l'impossible est certain*. Cet ouvrage a pour point de départ une communication sur les « nouveaux risques » faite en mars 2001 devant le Commissariat général du Plan, organisée par le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement et la direction de la prévision du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (ouf !). S'agissait-il ici « de convaincre quelques dirigeants éclairés » ? Toujours est-il que Dupuy transforme sa communication en cours pour ses étudiants de l'université de Stanford, aux États-Unis. S'agissait-il là « d'ébranler les fausses certitudes de la grande masse sur la rationalité du système » ? On ne sait.

Toujours est-il que là-dessus arrive le 11 septembre 2001, les attentats contre les tours du Centre du Commerce Mondial (*World Trade Center*) de New York. Dupuy, dans sa préface, commente :

> « La catastrophe inouïe a surgi. Le pire est arrivé. Les catastrophes qui faisaient l'objet de ma réflexion étaient de celles qu'entraînent l'extension démesurée du pouvoir des hommes sur le monde. Celle du 11 septembre a rendu manifeste la violence extrême qu'ils peuvent exercer les uns sur les autres. » [3]

Dupuy transforme sa communication et ses cours en un livre, publié aux éditions du Seuil au début de l'année 2002.

Si l'on excepte quelques considérations sur la stratégie militaire MAD [4] liée à l'existence de la Bombe atomique, il n'y est quasiment pas fait mention de l'industrie nucléaire et pas du tout des catastrophes diverses et variées qu'elle a engendrées en un demi-siècle d'existence.

– • –

---

[3] *Pour un catastrophisme éclairé*, p. 10.

[4] *Mutual Assured Destruction* : destruction mutuelle assurée en cas de conflit avec des armes atomiques.

En 2006, Dupuy publie *Retour de Tchernobyl, journal d'un homme en colère* (éd. du Seuil) suite à un « unique et rapide séjour dans la zone des trente kilomètres » (p. 15) qui entoure la centrale. Dupuy découvre donc, avec 20 ans de retard, la plus grande catastrophe industrielle de cette époque, ainsi que les mensonges des institutions internationales qui tentent d'en minimiser le bilan.

Mieux vaut tard que jamais ! Dupuy est scandalisé, outré, par les procédés des technocrates qui dissimulent la réalité à coups de raisonnements fallacieux, d'études biaisées, de culpabilisation des victimes et d'intimidation des critiques. Il n'a pas peur, il est en colère :

> « Le Commissariat à l'énergie atomique a confié à des sociologues la tâche d'analyser ce qui fait que les gens ont peur du nucléaire. Je crois urgent de réaliser une étude anthropologique sur ce qui fait que les technocrates n'en ont pas peur. » (p. 125)

En février 2007, un entretien avec J.P. Dupuy est réalisé par des collaborateurs de la revue *Esprit*, intitulé *D'Ivan Illich aux nanotechnologies. Prévenir la catastrophe ?* Devant ce qu'il présente dramatiquement comme « la priorité absolue de la menace climatique » [5], il défend les travaux du polytechnicien Henri Prévôt :

> « D'une rigueur exemplaire, ils montrent que la France peut s'engager sur un programme de division par trois des émissions de gaz à effet de serre dans les 30 ou 40 ans qui viennent, qu'elle a intérêt à le faire même si elle agit seule, et cela sans dépenses excessives ni bouleversement des modes de vie.
>
> Il est à noter que la démarche de Prévôt se veut complètement détachée de toute considération morale ou éthique. Elle n'est guidée que par la rationalité instrumentale et l'efficacité : nous voulons survivre ? Voici les moyens nécessaires. Prévôt dénonce la confusion des genres que, selon lui, pratiquent les mouvements écologistes. Ceux-ci condamneraient la manière dont nous vivons au nom d'une morale qui leur est propre, et tenteraient d'imposer ce jugement à tous leurs concitoyens en prenant prétexte de ce que ce mode de vie nous mène droit au désastre. Réfutant cette dernière affirmation, Prévôt pointe une certaine mauvaise foi écologiste. […] Ce que la dénonciation de Prévôt illustre, c'est que nous ne voulons pas de la survie à n'importe quel prix, en particulier au prix du renoncement à des valeurs fondamentales telles que l'autonomie morale.

[5] Il va même jusqu'a évoquer le risque de « chaos climatique ». Voir notre brochure *Polémiques climatiques*, 2010.

> C'est donc bien qu'on ne peut séparer les dimensions techniques de la survie de la question éthique. [sic !]
>
> Le plan Prévôt rend nécessaire *un recours important au nucléaire civil*. C'est un bel exemple de conflit possible entre l'exigence de survie et l'exigence sur les valeurs. Car la manière dont la catastrophe de Tchernobyl a été gérée par la technocratie nucléaire mondiale fait largement douter que l'on puisse assurer la sûreté de cette forme d'énergie par des moyens qui soient compatibles avec les principes de base d'une société ouverte, démocratique et juste. *S'il s'avérait que l'opacité, la dissimulation et le mensonge sont les conditions nécessaires de cette sûreté*, l'équation énergétique et environnementale serait sans solution, à moins que *l'humanité use de sa liberté de choisir un autre mode d'accomplissement que le développement matériel*. » (souligné par nous)

Notre docteur *es catastrophe* semble donc tout ignorer de l'histoire de l'industrie nucléaire du pays le plus nucléarisé au monde, dans lequel il vit pourtant. Combien l'opacité, la dissimulation et le mensonge ont été les conditions nécessaires pour imposer et développer cette industrie depuis 1974, Dupuy ne semble nullement s'en être avisé depuis tout ce temps. L'existence même du mouvement antinucléaire et de la critique qu'il a développée contre cette industrie démesurée et mortifère semble lui avoir totalement échappé : il lui reste donc (au moins) 33 ans de retard à rattraper cette fois !

En 2007, se poser encore la question de savoir si l'on peut vivre libre à l'ombre d'une centrale nucléaire relève-t-il d'une naïveté abyssale ou d'une « mauvaise foi » technocratique ? Celui qui prétendait, dans les années 1970, être un « critique *radical* de la société industrielle », semble ainsi avoir oublié d'analyser *la racine même* du système industriel : la production de l'énergie qui fait tourner les machines et met en mouvement les hommes et les marchandises. L'industrie nucléaire ayant l'ambition de fournir cette énergie en abondance et, sinon pour rien, du moins pour pas grand-chose [6], afin de faire tourner *ad vitam aeternam* tout le reste du système, il est un peu dommage d'être passé à côté !

On se demande aussi où est passée la critique des faux besoins engendrée par une société qui pousse à la consommation et au gaspillage effréné des ressources. Dupuy signale que Prévôt pense qu'en réalité « nous souffrons de trop de pétrole ! », et même peut-on ajouter d'une manière plus générale de trop d'énergie à trop bas prix.

[6] Voir notre article *ITER ou la fabrique d'absolu*, 2008.

La question que se pose actuellement le technocrate Prévôt n'est donc pas tellement « nous voulons survivre ? », mais bien plutôt « comment faire pour qu'un tel système de production – fondé sur le pillage et le gaspillage – puisse continuer à tourner ? » Ce qui n'est pas tout à fait le même problème…

Et quant à se demander, quatre décennies plus tard, si peut-être, il serait temps, éventuellement, que « l'humanité use de sa liberté de choisir un autre mode d'accomplissement que le développement matériel », voilà qui est du plus haut comique, ma foi ! D'autres critiques de la société industrielle – que connaît pourtant Dupuy – n'avaient pas attendu aussi longtemps pour non pas seulement se poser la question, mais surtout pour y répondre…

Et, au fait, où est passée la « colère » de notre homme ? Il lui a donc fallu à peine un an pour qu'elle s'éteigne et disparaisse, en mettant de côté « toute considération morale ou éthique » et cela grâce à «la rationalité instrumentale et l'efficacité » de son collègue polytechnicien…

Ça va, ça vient…

– • –

Survient le 11 mars 2011 ou suite, à un séisme de magnitude 9 et à un tsunami qui a ravagé la côte nord-ouest du Japon, la centrale nucléaire de Fukushima voit trois de ses réacteurs entrer en fusion. Ce ne sera que quelques mois plus tard que cet accident sera classé au même niveau que Tchernobyl. Dans le journal *Le Monde* du 20 mars 2011, Dupuy signe une tribune intitulée *Une catastrophe monstre*. Il se garde bien de réaffirmer son attachement au nucléaire, mais en profite pour donner des leçons aux anti-nucléaires :

> « On doit moins redouter les mauvaises intentions que les entreprises qui, comme l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), se donnent pour mission d'assurer "la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier". Les anti-nucléaires, qui se croient tenus pour mener leur combat de dépeindre leurs ennemis de la façon la plus noire, ne comprennent pas qu'ils affaiblissent ainsi leur critique. Il est beaucoup plus grave que les opérateurs des méga-machines qui nous menacent soient des gens compétents et honnêtes. Ils ne peuvent comprendre qu'on s'en prenne à eux. »

Ces anti-nucléaires, quel manque de tact et de finesse, tout de même ! Cette leçon assénée au passage ressemble un peu trop au très chrétien « *pardonnez-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font* ». C'est une espèce d'argument qui revient souvent chez Dupuy [7]. Le paragraphe d'avant, il écrivait :

> « [les catastrophes technologiques et industrielles], les hommes en sont de toute évidence responsables mais [...] c'est parce qu'ils veulent faire le bien qu'ils produisent le mal. Ivan Illich appelait contre-productivité ce retournement tragique. Il affirmait que les plus grandes menaces viennent aujourd'hui moins des méchants que des industriels du bien. »

Lorsque l'on connaît un peu le rôle de l'AIEA et d'autres institutions nucléaristes dans la négation du risque nucléaire, on a du mal à croire qu'« ils ne savent pas ce qu'ils font » : que certains bureaucrates veuillent s'aveugler sur les conséquences de leurs actes est une chose, mais tous savent au moins qu'ils servent une divinité tyrannique et cruelle, le Nucléaire, qui exigera toujours plus de victimes et de sacrifices ; et c'est précisément parce qu'ils savent *au moins cela* – même s'ils en ignorent les modalités précises – qu'ils sont des négationnistes du risque nucléaire.

Assurément, les nucléaristes ne veulent de « mal » à personne, ils préféreraient que leur industrie soit vraiment propre, économique et fournisse de l'énergie en abondance, comme le prétend leur propagande depuis le début. Mais ce n'est pas possible, on ne peut pas *tout avoir pour rien* en ce bas monde. C'est pourquoi ils mentent au public et se mentent à eux-mêmes ; c'est pourquoi ils sont en guerre avec la réalité et la vérité qui ne se plient pas à leur volonté de maîtrise et possession totales. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, une ambition et une soif de toute-puissance qui reposent sur une approche et une connaissance abstraite du monde, de la nature et des hommes : en théorie, la connaissance scientifique de la nature, les lois de la physique, peuvent leur conférer cette toute-puissance ; mais en pratique, ces ambitions démesurées et infantiles, cet *hybris* engendre sa *Némésis* [8],

---

[7] Voir annexe 1.

[8] *Némésis* est la déesse symbolisant la vengeance divine chez les Grecs anciens, elle punit l'*hybris*, l'ambition et l'orgueil des mortels présomptueux. A propos de l'*hybris*, le philosophe grec Héraclite déclarait : « La démesure, il faut l'éteindre plus que l'incendie » (Fragment 43) – on a vu à Tchernobyl et Fukushima les difficultés rencontrées pour refroidir les cœurs en fusion... La critique de la technique et des institution formulée par Ivan Illich se réfère explicitement à cette notion dialectique d'*Hybis-Némésis*, que Dupuy ne semble manifestement pas bien avoir assimilée...

c’est-à-dire des contradictions qui pour être surmontées demandent à leur tour toujours plus de puissance, etc.

Cette dialectique très concrète, qui fait que l’action humaine rencontre des limites liées à ses propres conséquences – que toute action engendre une réaction du milieu et au-delà que toute activité étant nécessairement située, elle a des conséquences “secondaires”, inattendues et imprévisibles – nos technocrates nucléaristes l’ignorent ; l’abstraction conceptuelle de l’approche scientifique – qui isole les objets de leur contexte, les sépare des relations vivantes dans lesquelles ils sont nécessairement inclus – les en protège. « Ce qui manque à ces messieurs, c’est la dialectique » disait Marx. En l’occurrence, elle ne leur manque pas : ils n’en veulent absolument pas !

Quoiqu’il en soit, en insistant sur cet argument de l’innocence et de la bienveillance supposée des responsables des catastrophes, on ne saisit donc pas très bien où Dupuy veut en venir, sinon qu’on a le vague sentiment qu’il cherche ainsi à disculper ses collègues technocrates et peut-être lui-même avec au passage. Dupuy se contente de nous mettre devant un troublant paradoxe. Que faudrait-il en conclure ? On ne sait. Pourtant, Dupuy évoque là un problème certes fort important, trop important même pour que l’on se permette de le soulever à moitié, sans y répondre.

Dupuy nous dit que les dirigeants sont de par leur position “responsables” du système dont ils assurent le bon fonctionnement, mais ne pourraient pas être considérés comme “coupables” des maux que produit ce bon fonctionnement. Outre le fait que l’on a déjà entendu cela quelque part [9], et même un peu trop souvent [10], ce qui est exact, c’est que dans des systèmes techniques démesurés tels que ceux que nous connaissons – en gros depuis le début de l’ère nucléaire, comme de par hasard – les “responsables” ne sont que le relais des nécessités économiques et techniques de systèmes démesurés, qui dépassent toute maîtrise humaine du fait de leur complexité et de leurs ramifications. Là, le pouvoir politique s’efface de plus en plus devant celui des technocrates qui connaissent mieux que personne les exigences de la machine qu’il s’agit de faire tourner sans heurt. Quelque

---

[9] Je suis responsable, mais pas coupable », Georgina Dufoix dans l’affaire du sang contaminé.

[10] « La Science est bénéfique en elle-même, c’est seulement l’utilisation qu’en font les hommes qui est parfois mauvaise », credo scientiste.

soit sa place dans la hiérarchie, dans ces systèmes, l'être humain est réduit à n'être plus qu'un rouage.

Devant cela, la première chose à faire – il me semble – est de ne pas se comporter soi-même comme un rouage ; par exemple en s'identifiant aux intérêts de ce système, comme le fait Dupuy. Ensuite, de ne pas reconduire les conditions qui font que des êtres humains sont obligés de se comporter en machines au service de méga-machines. Et donc, s'opposer *au nucléaire et au monde qui le produit*, plutôt que de s'en faire le promoteur.

A 70 ans, Dupuy craint-il encore de se retrouver au chômage ?

Car Dupuy, malgré la « catastrophe monstre » reste bel et bien nucléariste. Dans l'émission de France Culture *Répliques* animée par Alain Finkielkraut du 18 juin 2011 [11], lorsque ce dernier lui présente que « le nucléaire serait plutôt une solution parce qu'il n'émet pas de gaz à effet de serre », il déclare au passage, en évoquant le « printemps du nucléaire » qui bourgeonnait avant Fukushima :

> « Et moi, je ne suis pas un anti-nucléaire… »

– • –

Dans son interview par la revue *Esprit* en 2007, se faire l'apôtre du nucléaire n'empêchait nullement Dupuy de déclarer ensuite :

> « Anders parle d' “aveuglement face à l'apocalypse”. L'une de ses dimensions principales est le “décalage” (*Diskrepanz*) entre notre capacité de produire, de fabriquer, de réaliser, de créer (*herstellen*) et notre capacité, ou plutôt notre incapacité, à nous représenter, à concevoir, à imaginer (*vorstellen*) les produits et les effets de nos fabrications. Si le savoir se réduit au savoir-faire, surenchérit Arendt, alors c'est la pensée qui est sacrifiée, et les pires horreurs deviennent possibles. »

Comment qualifier ce mélange de lucidité et d'inconscience, cette volonté tenace et persistante de ne pas tenir compte de ce que l'on

---

[11] Intitulée *Faut-il être catastrophiste ?* L'autre invité était Bruno Tertrais, auteur de *L'apocalypse n'est pas pour demain. Pour en finir avec le catastrophisme* (éd. Denoël, 2011), qui nous dit en somme que « *tout va bien, tout va très bien, madame la marquise…* » (air connu). Dupuy n'a donc pas peur de se retrouver en compagnie d'un escroc et d'un confusionniste…

prétend tout de même savoir mieux que les autres ? Bref, comment Dupuy a-t-il appris à aimer le nucléaire et à ne plus s'en faire ?

Le caractère contre-productif de l'énergie nucléaire ne réside certainement pas seulement là où Dupuy veut le voir. Car qu'est-ce que l'énergie, sinon ce qui nous donne un pouvoir sur la matière, la capacité à transformer le monde ? L'énergie nucléaire concentre la puissance entre quelques mains, renforce le pouvoir de la caste des technocrates sur la société, et au-delà conforte le fait que le système industriel pourra toujours s'assurer la prépondérance dans toutes les activités par rapport aux activités autonomes des individus associés entre eux et avec la nature.

C'était bien là le fond de la critique d'Illich sur la société industrielle. Et que d'autres avaient également formulés auparavant :

> « Ces miracles utilitaires, œuvres de la science, sont antidémocratiques moins par le mauvais usage que l'on peut en faire ou même par leurs résultats pratiques que par leur forme et leurs fins premières. Ceux qui se révoltaient contre le système avaient raison ; non pas de se dire que les machines réduiraient le nombre des ouvriers ; mais de se dire que les machines réduiraient le nombre des patrons. Plus de rouages veut dire moins de leviers de commande, moins de leviers de commande veut dire moins d'hommes. La machinerie de la science doit être individualiste et solitaire. Le spécialiste apparaît et, d'un seul coup, c'en est presque fait de la démocratie. »
>
> G.-K. Chesterton, *Le monde comme il ne va pas*, 1924.

Cette question du pouvoir constitue l'angle mort de la critique d'Illich, qui en bon prêtre qu'il était, s'en remettait à la bienveillance de l'autorité – ce qui n'enlève rien à la pertinence de ses analyses, mais en montre les limites. C'est également l'angle mort de la critique de Dupuy, mais pour de toutes autres raisons : il est lui-même issu de cette caste des technocrates et fait autorité en matière de critique officiel de la société industrielle [12]. Dans son livre *Retour de Tchernobyl*, il s'en explique :

> « Je comprends pourquoi, même lorsqu'ils sont compétents, honnêtes et dévoués au bien commun, certains technocrates me donnent l'impression

---

12 Avec la publication de sa tribune dans *Le Monde*, on apprend que Dupuy, entre d'innombrables autres titres et fonctions, est aussi « président du comité d'éthique et de déontologie de la Haute Autorité de sûreté nucléaire ». On espère que depuis 2007, notre "expert" s'est un peu renseigné sur l'industrie nucléaire et son histoire…

qu'ils sont des êtres humains incomplets, ennuyeux et stupides. C'est qu'ils ne connaissent pas la peur et ne le savent même pas. Ou plutôt, ils ont tellement peur de la peur, de la peur des autres et de leur propre peur, qu'ils n'ont jamais cherché à la comprendre, ni à y voir une donnée indépassable de la condition humaine.

Je dois à l'honnêteté de préciser que je pense et parle ainsi contre moi-même. J'ai reçu la formation que la plupart des technocrates dont je parle, et j'ai passé ma vie à tenter de m'en déprendre. L'Ecole des Mines, le Corps des Mines, un début de carrière dans la haute fonction publique : les rails étaient tout tracés qui auraient dû me mener presque inéluctablement là où se trouvent ceux qui détiennent aujourd'hui en France le pouvoir que confère la maîtrise de la technique. Il a fallu un déraillement pour que je sorte de la voie.

C'est à un corpsard des Mines que nous devons la plaisanterie suivante : la différence entre un corpsard des Mines et un TGV, c'est que le second s'arrête lorsqu'il a déraillé [...]. Je ne me suis pas arrêté dans mon dévoiement, qui m'a fait passer de la rébellion à la philosophie. »

A la philosophie et aussi à quelques confortables postes, ne l'oublions pas. L'analyse des technocrates que fait Dupuy me semble assez juste, mais elle reste au niveau du simple constat, purement descriptif et ne remonte pas à la cause même, aux ressorts de ce qui les rend si présomptueux. La peur, l'inquiétude, le doute sont des sentiments inconnus aux technocrates. Pourquoi sinon parce qu'ils vivent et ne conçoivent toute chose que de manière abstraite, à partir des théories liées à leur connaissances scientifiques ?

L'engagement de Dupuy en faveur du nucléaire a-t-il d'autres causes ? Son interview de 2007 nous en donne explicitement les raisons : il a envisagé le problème d'un point de vue purement technique, évacuant comme « considérations morales ou éthiques » les aspects biologiques, sociaux et politiques indissolublement liés à cette industrie – comme à toute forme de production d'ailleurs. Pour lui, l'économie et la technique sont des sphères séparées, indépendantes des autres “problématiques” ; il n'a pas tort, c'est ainsi que le capitalisme fonctionne depuis deux siècles, en faisant en sorte que le mode de production et de distribution des biens et services relève du seul mécanisme aveugle et impersonnel du Marché autorégulateur…

Dupuy est pourtant loin d'être stupide, au contraire, c'est certainement l'intellectuel en faveur du système le plus intelligent que nous ayons actuellement. Il y a beaucoup de choses à apprendre à la lecture de ses ouvrages, dont certains nous font pénétrer au cœur de la

cybernétique et de son histoire [13]. Mais la manière dont Dupuy aborde les choses est parfois très particulière : il me semble qu'il est fasciné par les *paradoxes* qu'engendre le développement technoscientifique [14] ; paradoxes qu'il voit comme d'intéressants problèmes *de logique* à résoudre… ou pas ! Les drames humains, la destruction des conditions de la vie, sont pour lui des "effets secondaires" de ces paradoxes, non des contradictions mortelles qui inciteraient à remettre en question, de manière vraiment *radicale*, le système qui les engendre.

Je persiste à penser, en effet, qu'à partir du moment où l'on imagine – et même depuis un moment constate – que des catastrophes technologiques peuvent se produire, le problème n'est pas tant de les prévenir en perfectionnant les dispositifs de prévention et de sécurité que de les empêcher en supprimant, à la racine, les causes qui les engendrent, c'est-à-dire en refusant ces technologies elles-mêmes qui ne servent à rien d'autre qu'à renforcer notre dépendance et aliénation. Il est vrai qu'avec une telle perspective, il est difficile de devenir un philosophe appointé par l'État.

Ironie de l'édition, l'article de Dupuy *Une catastrophe monstre*, est publié sur la même page qu'un article de Nicolas Truong intitulé *Penser la déraison du monde*, qui est un vibrant éloge de l'*Encyclopédie des Nuisances ou Dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers*, et de son directeur récemment disparu, Jaime Semprun (1947-2010) :

> « Adversaire de *La nucléarisation du monde* (1980), Jaime Semprun bataillait toutefois contre le prêt-à-penser écologique. Et notamment contre ce *« catastrophisme d'État »* qui envahit les discours politiques et les salles de cinéma (*Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, avec René Riesel, 2008). Un catastrophisme qui aurait pour effet de préparer les consciences à la *« gestion citoyenne de la poubelle planétaire »* et à *« l'administration du désastre »* qui affecte aussi bien la nature que la culture. »

---

[13] Voir J.P. Dupuy, *Aux origines des sciences cognitives*, éd. La Découverte, 1994 ; ouvrage où l'auteur ne semble pas s'être aperçu que la cybernétique était l'avant-dernier avatar du scientisme. Dupuy est le fondateur du CREA (Centre de recherche en épistémologie appliquée) qui est un repaire de cybernéticiens, comme par exemple ce Jean-Michel Besnier, promoteur du post- et transhumanisme…

[14] Par exemple, Dupuy est fasciné par les nanotechnologies et semble croire aveuglément de nombreuses déclarations de leurs promoteurs.

Cet hommage, par contraste, dénonçait donc les compromissions, la lâcheté et le rôle véritable du pseudo « critique radical de la société industrielle » Dupuy. De ce point de vue, ce que ce dernier nous montre, c'est que l'on ne sort pas de polytechnique innocemment !

Bertrand Louart

Article paru dans l'hebdomadaire de Radio Zinzine,
L'ire des chênaies, en quatre épisodes, en novembre 2011.

Nota bene : Au moment de sa rédaction, l'auteur de cet article n'avait pas connaissance de l'ensemble des textes réunis dans cette brochure.

Annexe 1

Dans son interview par la revue *Esprit* en 2007, il précisait également :

> « Nous avons plus à craindre aujourd'hui les industriels du bien que les méchants. Cette thèse illichienne sur la déconnexion du mal par rapport aux intentions de ceux qui le commettent doit être rapprochée des analyses d'Anders et d'Arendt méditant sur Auschwitz et Hiroshima. Le scandale qui n'a pas fini de bouleverser les catégories qui nous servent encore à juger le monde, c'est qu'un mal immense puisse être causé par une absence de malignité ; qu'une responsabilité monstrueuse puisse aller de pair avec une absence d'intentions mauvaises. »

Voilà une plaisante manière d'innocenter quelques pourritures.

Eichmann, dont Arendt a minutieusement analysé la personnalité lors de son procès (voir *Eichmann à Jérusalem*), savait fort bien ce qu'il faisait en organisant les transports de Juifs vers les camps de concentration. Qu'il ait préféré se dissimuler à lui-même sa responsabilité en se concentrant sur le problème technique et administratif de cet acte n'enlève rien à la monstruosité et à l'horreur de cet acte dont il connaissait parfaitement la finalité.

Il en est de même des dirigeants militaires alliés et américains qui ont organisé les bombardements incendiaires des villes allemandes et japonaises durant la seconde guerre mondiale avant de lancer finalement les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki : la volonté d'écraser, de dominer par la terreur est évidente ; elle sera encore mise en œuvre dans les guerres qui suivront (voir Roger Godement, *Science, technologie, armement*, 1997).

Howard Zinn, dans un petit ouvrage très éclairant sur ces questions (il a été lui-même pilote de bombardier durant la guerre sur le front européen ; cf.

La bombe, de l'inutilité des bombardements aériens, éd. Lux, 2011) expose l'absurdité de ces bombardements, prétendument réalisés pour pousser les civils à se révolter contre leur gouvernement :

> « Est-ce le "fanatisme technologique" ou un accès de cruauté de la part de ceux qui avaient poursuivit une "noble cause" qui a poussé l'État major américain à ordonner, au dernier jour de la guerre, le 14 août 1945, soit cinq jours après l'anéantissement de Nagasaki, un raid d'un millier d'avions sur plusieurs villes japonaises ? Le dernier avion n'était même pas rentré de mission que Trumann annonçait la fin de la guerre.
>
> En ce 14 août, l'écrivain japonais Oda Makoto se trouvait à Osaka, l'une des villes bombardées, alors qu'il était petit garçon. Une fois le ciel dégagé, il est allé marcher dans les rues de la ville. Au milieu des corps, il a trouvé des tracts américains, rédigés en japonais et largués avec les bombes, qui disaient : "Votre gouvernement a capitulé, la guerre est finie". »

Voilà qui n'est pas sans évoquer la définition du totalitarisme par Georges Orwell : une botte écrasant indéfiniment un visage.

Rappelons aussi que cette guerre avait débuté avec Guernica, le bombardement d'un village espagnol par l'aviation allemande qui avait alors suscité l'indignation unanime du « monde libre » et qu'elle se termine par la destruction délibérée de villes entières, à une échelle et avec des moyens incommensurables, par ce même « monde libre » quelque peu transformé entre-temps par l'expérience. Il n'y a peut-être pas là de « malignité » au sens strict, mais bel et bien des « intentions mauvaises », un mépris pour la vie et une volonté de nuire par tous les moyens possibles, et cela jusqu'au détriment des valeurs que l'on prétendait défendre.

Dupuy ne nous fera pas croire que l'on fait des guerres "propres" et "justes", que l'on fait la guerre sans haine de l'ennemi, sans au bout d'un moment, le rabaisser et le mépriser – et sans se rendre soi-même bas et méprisable, par la même occasion, comme l'illustre la Seconde guerre mondiale ou plus récemment la guerre en Irak.

[NdA: Cette annexe n'a pas pu être publiée, faute d'espace]

Annexe 2

Jean-Pierre Dupuy est clairement un pêcheur de crédits pour des études “systémiques” [15], parfaitement dans la ligne de ceux qui décident des subventions gouvernementales aux recherches en “sciences humaines”. Je me souviens d'un colloque organisé en 2003 par Thierry Paquot et Jean Robert à la Tourette en mémoire d'Ivan Illich, une année après sa mort (à Brême, le 2 décembre 2002). A la différence des autres intervenants, il ne consacra que quelques minutes à Illich et nous gratifia, pendant deux longues heures, de l'exposé qu'il avait fait la veille sur les nanotechnologies en présence de la sous-secrétaire d'État à la recherche de l'époque.

Ce jour-là, beaucoup ont compris qu'il était un carriériste narcissique très intelligent : il s'agissait, comme pour le nucléaire, de présenter les nanotechnologies comme un simple moyen, que lui, le grand professeur, ausculterait pour nous dire en quoi il pourrait être dangereux ; mais au fond, il ne fallait surtout pas refuser la recherche en nanotechnologies…

En fait, Dupuy a toujours été systémiste et il laisse croire qu'Illich l'a été dans les années 1970 et qu'il a ensuite changé. Je crois qu'Illich est un penseur a-systémiste, que sa pensée est radicalement étrangère à l'approche “scientifique” (comme elle l'est aussi vis-à-vis du marxisme). Mais cet a-systémisme a mis du temps à s'exprimer. En effet, les premiers écrits des années 1971 à 1975 (jusqu'à *Némésis médicale*) – qu'il a qualifiés lui-même du titre peu glorieux de pamphlets – sont peu radicaux. Par exemple, il dit, après les avoir critiquées, que les institutions de l'école, de la santé, des transports, etc., sont des "outils", comme peuvent l'être une bicyclette ou un marteau, et qu'ils peuvent évoluer vers la convivialité! Grande naïveté, évidemment, puisqu'il s'agit en fait de systèmes!

C'est à cette époque qu'Illich développe avec Dupuy et les nombreux chercheurs – comme ceux venant de France Domenach, Gorz – qui participent aux séminaires du CIDOC de Cuernavaca [16], le concept de contre-productivité dans ses dimensions techniques, sociale et symbolique. Bien vite, dès les ouvrages comme *Le chômage créateur* (1977), les deux premières dimensions sont abandonnées par Illich qui approfondit la troisième: la dimension symbolique exprime le fait que nous ne pouvons même plus imaginer que nous pourrions réaliser par nous-mêmes ce qui nous est nécessaire et qu'il nous faut passer par des institutions pour subvenir à nos besoins.

---

[15] Études dans l'esprit de la “théorie des systèmes”, avatar de la cybernétique, qui considère le monde comme une immense accumulation de “systèmes”, c'est-à-dire en fait de machines. [NdE]

[16] CIDOC : Centro Intercultural de Documentación créé par Illich en 1966. [NdE]

Corrélativement, Illich met en avant (et même réhabilite) ce qu'il appelle les valeurs vernaculaires dans ses livres ultérieurs, notamment *Le travail fantôme* (1981), *Le genre vernaculaire* (1983) et *Dans le miroir du passé, conférences et discours, 1978-1990* (1994). La distinction qu'il fait entre "activités vernaculaires" et "travail" (y compris "travail fantôme") [17] est un bon guide – selon moi – pour analyser les méfaits de la croissance et du développement. Evidemment, dans ces ouvrages, Illich a depuis longtemps dit adieu à la contre-productivité.

Il faut dire qu'après la fermeture du CIDOC en 1976, Illich se remet à ses recherches en histoire médiévale (il a fait sa thèse à Salzbourg en 1951, sur Toynbee) et s'associe à deux chercheurs dont la collaboration va être déterminante. D'une part, Barbara Duden qui étudie l'histoire du corps et d'autre part, Carl Mitcham un philosophe de la technique qui enseigne à la Pennsylvania State University.

Barbara Duden fut la première à critiquer le concept de contre-productivité :

> « Ce qui me dérange personnellement encore dans ce livre [*Némésis médicale*] est précisément qu'Ivan Illich l'ait présenté comme une thèse économique qu'il aurait tout aussi bien pu illustrer avec des exemples de la distribution du courrier ou de la circulation des nouvelles. Depuis le début, cette mise sur le même plan de la "poste" et de la "médecine" me parut douteuse. Et plus j'y réfléchissais, plus me paraissait boiteuse la comparaison entre les embarras toujours plus fréquents dans le transport des lettres et des colis et le traitement iatrogène [18] des personnes. […]
>
> [Illich] se rendit compte que, pour approfondir la critique des institutions modernes, il était nécessaire de passer par une critique de la logique algorithmique transmise par la participation rituelle aux institutions. Il comprit alors que la médecine, au-delà de son instrumentalité spécifique, en synergie avec d'autres agences de services fonctionnant de manière analogue, tend à transformer la pensée, les représentations, les perceptions et surtout la perception de soi-même, en fonctions soumises à des commandes. […]
>
> Le contact avec les professionnels d'antan ne laissait pas seulement son empreinte sur les sens, mais aussi, plus fondamentalement sur la forme du rapport à soi-même. Aujourd'hui, le "sujet" est toujours plus fréquemment invité à s'adapter

---

[17] Les « activités vernaculaires » sont celles que l'on effectue dans le cadre des relations de réciprocité dans une communauté. Le « travail » est une activité rémunérée, qui s'inscrit dans le cadre des institutions (Marché, entreprises, etc.). Le « travail fantôme » est l'activité – non rémunérée et dont l'existence n'est pas reconnue comme du « travail » à part entière – qui rend possible le travail salarié : par exemple, se rendre sur les lieux de son travail, faire les courses, préparer les repas, faire le ménage et la vaisselle pour le conjoint qui est au travail, etc. [NdE]

[18] Iatrogénèse : Une maladie, un état, un effet secondaire, etc. sont iatrogènes lorsqu'ils sont occasionnés par le traitement médical. En grec, le mot signifie littéralement « provoqué par le médecin » (*iatros* : médecin ; *génès* : qui est engendré), ou par d'autres professionnels de la santé.

systémiquement lui-même dans ses orientations les plus intimes. La liberté, le choix, les possibilités, le rapport à l'avenir de chaque individu sont redéfinis de telle manière qu'ils correspondent aux options offertes par le système. »

B. Duden, "Illich, seconde période", revue *Esprit*, août-septembre 2010, pp. 152-153.

On est évidemment ici bien loin de Dupuy, qui prit une voie toute différente de celle d'Illich – d'ailleurs, *Némésis médicale* est le dernier livre que Dupuy éditera dans la collection *Techno-critique* qu'il dirigeait aux éditions du Seuil.

Jean Michel Corajoud

Publie le bulletin *La convivialité, cercle des lecteurs d'Ivan Illich*,
1731 route d'Agy, 74300 Saint-Sigismond, France
ou
Avenue William Fraisse 14, 1006 Lausanne, Suisse.

Article paru dans l'hebdomadaire de Radio Zinzine,
L'ire des chênaies n°420 du 14 décembre 2011.

Article disponible sur le blog :

Et vous n'avez encore rien vu…

Critique de la science et du scientisme ordinaire

<http://sniadecki.wordpress.com/>

Jean-Pierre Dupuy

L'ombre de Tchernobyl

Article paru dans *Le Monde* du 13 octobre 2013.

Le nucléaire est-il dangereux ? Les autorités françaises de sûreté n'excluent pas la possibilité d'un accident très grave dans notre pays ; l'industrie répond que, bien encadré, le nucléaire est beaucoup plus sûr que des sources d'énergie concurrentes. Elle insiste sur le fait que la catastrophe nucléaire de Fukushima du 11 mars 2011, qui aurait pu la condamner définitivement, n'a fait aucun mort.

Elle a certes raison de brocarder les antinucléaires qui lui imputent les victimes du tremblement de terre et du tsunami subséquent. Plus problématique est la phrase prononcée par un haut responsable français de l'énergie après la catastrophe du 26 avril 1986 :

> « Tchernobyl fut un accident soviétique et non pas un accident nucléaire. »

L'eau est le remède et le poison de Fukushima. Il fallait de l'eau pour refroidir les réacteurs, mais c'est le tsunami qui a noyé les pompes ; il faut de l'eau pour éviter que le combustible usagé atteigne des températures dangereuses, mais cette eau se déverse ensuite dans l'océan et menace de polluer les nappes phréatiques. Cette eau radioactive ne ferait-elle donc aucun mort ?

Avertissement

L'évaluation des conséquences de Tchernobyl est plus que jamais une ombre au tableau de l'industrie nucléaire. Pour le vingtième anniversaire de la catastrophe, en avril 2006, la revue *Nature* publia un numéro spécial, dont la conclusion était :

> « Si une étude complète et indépendante des conséquences de l'accident nucléaire le plus terrible à l'échelle mondiale n'est pas réalisée, et

> ses résultats publiés d'une telle façon que tout un chacun puisse en comprendre la teneur et s'en faire une idée juste, des estimations follement divergentes continueront d'être énoncées, et la défiance que le public éprouve à l'endroit de l'industrie nucléaire continuera d'augmenter. »

Cet avertissement n'a pas été entendu, et Fukushima a fait déborder le vase, si l'on en croit l'épidémie de renoncements au nucléaire qui en est résulté.

Des estimations divergentes, on ne saurait mieux dire. Jamais un événement historique n'a fait l'objet d'évaluations aussi contrastées. Entre le chiffre officiel de quelques dizaines de décès et celui de quelques centaines de milliers que l'on avance parfois dans la zone contaminée où vivent 10 millions de personnes, le rapport est de 1 pour 10 000. Il me paraît difficile d'expliquer cette divergence abyssale par la malhonnêteté des uns et le ressentiment des autres.

La question est en vérité d'ordre philosophique. Il existe des actions ou des faits qui ont une probabilité extrêmement faible de produire un effet considérable. Parce qu'elles sont insignifiantes, un calcul moral devrait-il tenir ces probabilités pour nulles ? Il existe des actions ou des faits qui produisent des effets imperceptibles, mais qui touchent un très grand nombre de personnes. Parce que ces effets sont infimes, devrait-on les passer par pertes et profits ?

La thèse officielle

Lorsque les doses radioactives sont très étalées dans le temps et distribuées sur une vaste population, il est impossible de dire d'une quelconque personne désignée qui meurt d'un cancer ou d'une leucémie qu'elle est morte du fait de Tchernobyl. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la probabilité qu'elle avait *a priori* de mourir d'un cancer ou d'une leucémie a été très légèrement accrue du fait de Tchernobyl.

Les quelques dizaines de milliers de morts qu'aura causées (selon mes propres estimations, voir *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère*, éd. du Seuil, 2006) la catastrophe nucléaire ne peuvent donc être nommées. La thèse officielle consiste à en conclure qu'elles n'existent pas.

Les morts de Tchernobyl ont un statut très particulier. Ce ne sont pas des morts statistiques, comme lorsqu'un sniper tire au hasard sur

une foule. Ce ne sont pas des morts virtuelles, comme celles qu'on évite en résorbant un point noir routier. Ce sont des morts bien réelles, mais sans identité, puisqu'elles se distribuent sur l'ensemble des morts dites naturelles qui affectent une population donnée et dont elles augmentent le nombre faiblement. Rien ne distingue un cancer causé par les radiations d'un cancer ordinaire.

Les effets de la radioactivité sur le métabolisme cellulaire sont similaires aux accidents spontanés qui causent les cancers "naturels" dont meurent 20 % d'une population donnée. Sur 10 millions d'individus, cela fait 2 millions de cancers. Tchernobyl a augmenté ce nombre de quelques dizaines de milliers, ce qui est proportionnellement faible et éthiquement imprescriptible.

Victimes de l'esprit positiviste

On peut parier que, dans trente ans, le même dialogue de sourds se reproduira au sujet des futures victimes de Fukushima, soumises pendant toutes les années à venir à ce qu'on appelle d'un euphémisme les "faibles" doses de radioactivité contenues dans les poissons qu'elles mangent, le lait qu'elles boivent ou le bois dont elles se chauffent.

C'est que toutes les parties prenantes sont, ici, victimes de l'esprit positiviste qui tient que l'on peut séparer une évaluation scientifique, objective, d'autres considérations d'ordre éthique, juridique ou politique. Tel n'est pas le cas. Dans le cas considéré, c'est un choix d'ordre éthique et politique qui décide de l'évaluation.

La politique nucléaire de notre pays ne brille pas par sa clarté. Elle affronte certes des défis conceptuels considérables. Mais gouverner, n'est-ce pas décider, c'est-à-dire trancher dans les dilemmes inextricables auxquels mène l'analyse purement rationnelle d'une situation ?

Jean-Pierre Dupuy
(Ingénieur général des Mines, philosophe,
président de la commission d'éthique de
l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)

Commentaire :

> « Elle a certes raison de brocarder les antinucléaires qui lui imputent les victimes du tremblement de terre et du tsunami subséquent. »

M. Dupuy est familier de ces petites piques aux “anti-nucléaires”, car lui, il n’est pas anti-nucléaire, bien sûr. Il fait juste semblant d’être critique. En attendant de savoir où il a dégoté ces “anti-nucléaires” si stupides, son attitude porte un nom : *le coup de pied de l’âne*.

Et il faut vraiment sortir de polytechnique pour croire que la nucléarisation de la France a résulté et continue à être dirigée par une « analyse purement rationnelle d’une situation ». *Credo quiam absurdum*.

Merci pour vos leçons, M. le professeur !

Table des Matières

« Le but de la propagande est de produire le découragement des esprits, de persuader chacun de son impuissance à rétablir la vérité autour de soi et de l'inutilité de toute tentative de s'opposer à la diffusion du mensonge. Le but de la propagande est d'obtenir des individus qu'ils renoncent à la contredire, qu'ils n'y songent même plus. Cet intéressant résultat, l'abasourdissement médiatique l'obtient très naturellement par le moyen de ses mensonges incohérents, péremptoires et changeants, de ses révélations fracassantes et sans suite, de sa confusion bruyante de tous les instants. Cependant, si chacun, là où il se trouve, avec ses moyens et en temps utile, s'appliquait à faire valoir les droits de la vérité en dénonçant ce qu'il sait être une falsification, sans doute l'air du temps en serait-il un peu plus respirable. »

Encyclopédie des nuisances, *George Orwell devant ses calomniateurs*, 1997.

Une brochure qui émane du blog :

Et vous n'avez encore rien vu…

Critique de la science et du scientisme ordinaire

<http://sniadecki.wordpress.com/>

Cette brochure peut être librement téléchargée à l'adresse :

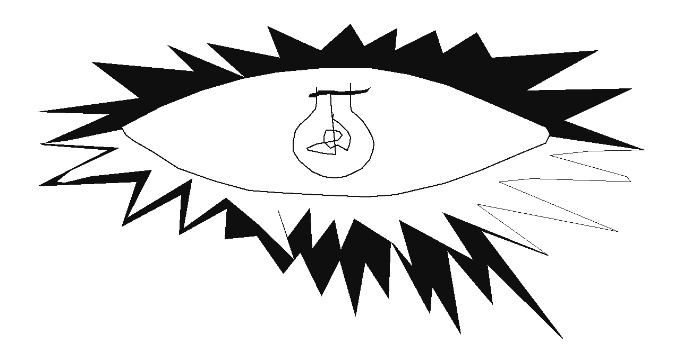
<http://archive.org/details/DupuyCRSI>

Edition réalisée par

Bertrand Louart, rédacteur de

Notes & Morceaux choisis

Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle



Treize numéros publiés aux éditions *La Lenteur*

Jean-Pierre Dupuy tel qu'en lui-même :

1974

Les maux et frustrations dont souffre l'humanité ne sont pas dus simplement à des "bavures" ou à une planification défectueuse de la société, mais découlent inévitablement de caractéristiques intrinsèques du projet technique, qui amènent à prendre pour fin ce qui n'est que moyen.

2006

Le Commissariat à l'énergie atomique a confié à des sociologues la tâche d'analyser ce qui fait que les gens ont peur du nucléaire. Je crois urgent de réaliser une étude anthropologique sur ce qui fait que les technocrates n'en ont pas peur.

2007

Le plan Prévôt rend nécessaire un recours important au nucléaire civil. C'est un bel exemple de conflit possible entre l'exigence de survie et l'exigence sur les valeurs. Car la manière dont la catastrophe de Tchernobyl a été gérée par la technocratie nucléaire mondiale fait largement douter que l'on puisse assurer la sûreté de cette forme d'énergie par des moyens qui soient compatibles avec les principes de base d'une société ouverte, démocratique et juste. S'il s'avérait que l'opacité, la dissimulation et le mensonge sont les conditions nécessaires de cette sûreté, l'équation énergétique et environnementale serait sans solution, à moins que l'humanité use de sa liberté de choisir un autre mode d'accomplissement que le développement matériel.

Jean-Pierre Dupuy est aujourd'hui connu comme le penseur de la catastrophe. Cela n'empêche pas celui qui prétendit être dans les années 1970 un « critique radical de la société industrielle » avec Ivan Illich, dont il contribua à faire connaître les idées en France, d'être maintenant… pronucléaire !

Un recueil de textes et d'articles.

Prix Libre